


IDENTIFICATION DES ESPACES A ENJEU POUR LA BIODIVERSITE DES BASSINS RHONE-MEDITERRANEE ET CORSE EN RELATION AVEC LES MASSES D'EAU ET LES ZONES HUMIDES

Guide de lecture des fiches thématiques



V2 – Novembre 2018

	<p>BRL ingénierie</p> <p>1105 Av Pierre Mendès-France BP 94001 30001 NIMES CEDEX 5</p>
---	--

Date du document	29 septembre 2018
Contact	Ninon Sicard

Titre du document	Identification des espaces à enjeu pour la biodiversité des bassins Rhône-Méditerranée et Corse en relation avec les masses d'eau et les zones humides – Guide de lecture des fiches thématiques
Référence du document :	A00354
Indice :	V2

Date émission	Indice	Observation	Dressé par	Vérifié et Validé par
09/10/2018	V1	Première émission	Jean-Paul Hétier Ninon Sicard	David Brugière
16/11/2018	V2	Version prenant en compte les suggestions retenues suite au 2 ^{ème} Comité de pilotage du 23 octobre 2018	Jean-Paul Hétier Ninon Sicard	David Brugière

IDENTIFICATION DES ESPACES A ENJEU POUR LA BIODIVERSITE DES BASSINS RHONE- MEDITERRANEE ET CORSE EN RELATION AVEC LES MASSES D'EAU ET LES ZONES HUMIDES

Guide de lecture des fiches thématiques

PREAMBULE	1
1 POURQUOI DES FICHES THEMATIQUES ?	3
2 LISTE DES VINGT-DEUX OUTILS / ESPACES DE BIODIVERSITE FAISANT L'OBJET D'UNE FICHE THEMATIQUE.....	4
3 ORGANISATION ET CONTENU DES FICHES THEMATIQUES.....	6
3.1 PRESENTATION DES RUBRIQUES DE CHAQUE FICHE THEMATIQUE	6
3.2 PRECISIONS SUR LA RUBRIQUE « EQUIVALENCE DANS LE REFERENTIEL INTERNATIONAL »	7
3.3 PRECISIONS SUR LA RUBRIQUE « RESULTATS DES CROISEMENTS GEOGRAPHIQUES »	8
BIBLIOGRAPHIE.....	11
ANNEXES.....	19
Annexe 1. Liste des espaces bénéficiant d'une protection forte ou d'une forte reconnaissance pour la valeur de leur biodiversité, correspondant en général à des habitats en bon état de conservation.....	20
Annexe 2. Caractéristiques des données géographiques utilisées pour réaliser les croisements géographiques	21

TABLE DES ILLUSTRATIONS

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Liste des vingt-deux outils /espaces de biodiversité faisant l'objet d'une fiche thématique	4
Tableau 2 : Catégories de gestion identifiées par l'UICN	7
Tableau 3 : Types de gouvernance identifiés par l'UICN.....	8
Tableau 4 : Caractéristiques des données géographiques utilisées pour réaliser les croisements géographiques	21

PREAMBULE

Ce document a pour objectif de guider la lecture des fiches thématiques.



1 POURQUOI DES FICHES THÉMATIQUES ?

L'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse s'interroge sur la manière dont elle pourrait poursuivre et renforcer son investissement en faveur de la préservation de la biodiversité, au-delà de ses contributions passées.

Elle cherche en particulier à mieux identifier les espaces à fort enjeu de conservation ou de restauration de la biodiversité les plus propices à une intervention de sa part.

Parmi la trentaine d'outils et de statuts de protection, de gestion et d'inventaire des espaces naturels mis en œuvre sur le territoire national, vingt-deux ont été identifiés comme étant susceptibles de présenter un intérêt pour l'Agence de l'eau. Chacun d'entre eux fait l'objet d'une fiche thématique, dont l'objectif est d'approfondir la connaissance de l'outil en question, et ce dans une double optique :

- 1) Identifier les éventuelles opportunités d'actions pour l'Agence de l'eau et les convergences entre les politiques nationales de préservation de la biodiversité et la politique de l'Agence de l'eau ;
- 2) De mettre à disposition du personnel de l'Agence de l'eau un ensemble d'informations permettant de comprendre rapidement le fonctionnement général de chaque outil, d'apporter un appui aux réflexions stratégiques conduites dans le cadre du SDAGE ou du PdM s et d'identifier les sources d'information et les référents pour aller plus loin si besoin.

Chaque fiche thématique indique notamment :

- La portée et l'objet de l'outil ;
- Les interlocuteurs auprès desquels s'adresser pour obtenir des informations complémentaires et collaborer si besoin ;
- Le type d'informations disponibles et leur accessibilité ;
- Des indications sur les possibilités d'actions sur les masses d'eau et les zones humides via cet outil (à travers des informations géographiques et des exemples d'actions).



2 LISTE DES VINGT-DEUX OUTILS / ESPACES DE BIODIVERSITÉ FAISANT L'OBJET D'UNE FICHE THÉMATIQUE

Parmi la trentaine d'outils et de statuts de protection, de gestion et d'inventaire des espaces naturels mis en œuvre sur le territoire national, vingt-deux ont été identifiés comme ayant des interactions avec les masses d'eau et pouvant donc contribuer aux objectifs de bon état des eaux.

Tableau 1 : Liste des vingt-deux outils /espaces de biodiversité faisant l'objet d'une fiche thématique

Outils de protection et de gestion des espaces naturels et de la biodiversité	Outils d'inventaire de la biodiversité	Outils du SDAGE
Sites Natura 2000	ZNIEFF de type 1	Réservoirs biologiques des SDAGE
Réserves naturelles nationales	ZNIEFF de type 2	
Réserves naturelles régionales	Réservoir de la trame verte et bleue	
Réserves naturelles de Corse	Corridor de la trame verte et bleue	
4 Réserves naturelles de chasse et de faune sauvage	Zones humides	
Cœur de Parc national		
Parc naturel régional		
Parc naturel marin		
Arrêté de protection de biotope		
Espaces naturels sensibles des départements		
Sites du Conservatoire du littoral		
Sites des Conservatoires d'espaces naturels		
Réserve biologique dirigée		
Réserve biologique intégrale		
Zone Ramsar		
Plans nationaux d'action (PNA) ¹		

Les outils suivants n'ont pas fait l'objet de fiches thématiques (le motif est indiqué entre parenthèses) :

- Réserve de biosphère (labellisation qui englobe en général les espaces cités dans le Tableau 1) ;

¹ La fiche thématique traitant des PNA sera rédigée ultérieurement.



- Zone de conservation halieutique (nouvelle catégorie d'aires marines protégées (AMP) créée en 2017. Les zonages correspondant ne sont a priori pas encore disponibles) ;
- Aire spécialement protégée d'importance méditerranéenne (labellisation d'AMP consacrant leur volonté de bien faire, englobe les AMP existantes et citées dans le Tableau 1) ;
- Sanctuaire marin (concerne la haute mer ; les actions concernent la réduction des pressions sur les populations de cétacés et sont donc éloignées du champ d'intervention de l'Agence de l'eau) ;
- Site inscrit (motif du classement en lien avec le paysage ou le patrimoine et pas avec les masses d'eau et la biodiversité) ;
- Site classé (motif du classement en lien avec le paysage ou le patrimoine et pas avec les masses d'eau et la biodiversité) ;
- Grand site de France (dispositif destiné à gérer la compatibilité entre le flux touristique et l'intégrité du patrimoine) ;
- Cours d'eau en Liste 1 (dispositif qui fixe des obligations réglementaires sur des espaces de biodiversité existants (réservoirs biologique), les espaces de poissons grands migrateurs (continuité, zone d'action prioritaire « ZAP », zone d'action à long terme « ZALT ») et les espaces en très bon état (petit cours d'eau)). Ce dispositif est mentionné dans les fiches « réservoirs biologiques des SDAGE » et « réservoir de la trame verte et bleue ».



3 ORGANISATION ET CONTENU DES FICHES THÉMATIQUES

3.1 PRESENTATION DES RUBRIQUES DE CHAQUE FICHE THÉMATIQUE

Chaque fiche est composée des rubriques suivantes :

- Présentation synthétique : indique l'objet de l'outil, le situe plus globalement par rapport aux politiques de protection de la biodiversité ou de gestion des ressources en eau et indique, quand cela est possible², si l'espace concerné renferme des milieux majoritairement en bon état de conservation qui relèvent d'un objectif de non-dégradation.
- Équivalence dans le référentiel international : situe l'outil par rapport au système de classification des aires protégées de l'UICN, seule classification internationale reconnue à ce jour (la classification a été établie dans le cadre d'une procédure nationale d'assignation des catégories de gestion voulue par le Ministère en charge de l'Écologie). Elle présente l'avantage d'indiquer le degré de protection, le mode de gestion et le mode de gouvernance de chaque espace.
- Objectifs : présente les objectifs et missions assignés à l'outil.
- Gestionnaire(s) : indique si l'espace bénéficie d'un gestionnaire et le cas échéant, indique sa nature. Cette rubrique permet à l'agence d'identifier s'il s'agit d'un espace géré ou d'un espace « orphelin ». Elle permet également d'évaluer les capacités techniques et d'ingénierie financière du gestionnaire, selon sa nature.
- 6 ■ Présence d'un réseau pouvant relayer l'information : indique si l'Agence de l'eau pourra s'appuyer sur un interlocuteur ou représentant pouvant relayer des informations à l'ensemble des gestionnaires concernés.
- Financement : présente les financements dont bénéficie cet outil en termes d'investissement et de fonctionnement. Il permet à l'Agence de l'eau d'identifier si l'espace bénéficie déjà de financements et, si oui, dans quel schéma de financement existant elle pourrait s'insérer.
- Réglementation : indique la portée réglementaire de l'outil et cadre ainsi le champ des actions éventuellement finançables par l'Agence de l'eau.
- Document(s) de gestion : indique si l'espace bénéficie de document(s) de planification de la gestion et présente leurs objectifs et leur contenu.
- Durée de la planification et fréquence d'actualisation : renseigne sur la durée des cycles d'intervention (exemple : durée des plans de gestion) propres à chaque outil.
- Résultats des croisements géographiques : présente le résultat des croisements géographiques entre les masses d'eau et l'espace de biodiversité en question (nombre et superficie de masses d'eau et d'espaces concernés). Ces indications donnent une idée de l'étendue des espaces et masses d'eau concernées mais ne renseignent pas sur l'interaction fonctionnelle entre la masse d'eau et l'espace de biodiversité. En cas de volonté d'intervention, l'Agence de l'eau mènera cette analyse au cas par cas, notamment en fonction des habitats naturels concernés.
- Aperçu des types d'actions menées sur les masses d'eau : à partir d'exemples de plans d'actions, cette rubrique cite des exemples d'actions menées sur les masses d'eau.
- Accessibilité de l'information géographique et géolocalisée : présente les résultats de l'analyse des bases de données disponibles, et indique :
 - leurs modalités d'accès ;

² On notera cependant que l'outil consacré à cet espace ne permet pas toujours de donner une appréciation générique sur l'état de conservation car les situations dans chacun des espaces peuvent être contrastées.



- les modalités de leur mise à jour ;
 - la liste des informations géographiques et géolocalisées présentes dans la table attributaire ;
 - des informations complémentaires lorsqu'elles sont disponibles, comme l'échelle d'utilisation, l'homogénéité des méthodes et des données, etc.
- **Accessibilité des documents de gestion** : indique où ces documents peuvent être téléchargés.
 - **Autres ressources** : précise si d'autres informations pouvant intéresser l'Agence de l'eau sont disponibles (hors données géographiques et documents de gestion).
 - **Services référents** : permet au personnel de l'Agence de l'eau d'identifier des interlocuteurs pour disposer de plus amples informations vis-à-vis :
 - Du financement de ce type d'outil ;
 - De son suivi scientifique et technique ;
 - De la réglementation qui s'y applique.

3.2 PRECISIONS SUR LA RUBRIQUE « EQUIVALENCE DANS LE REFERENTIEL INTERNATIONAL »

A la demande du Ministère en charge de l'écologie, le comité français de l'UICN a conduit une étude visant à développer une procédure nationale d'assignation des catégories de gestion des aires protégées de manière à améliorer la lisibilité du système d'aires protégées français (Comité français de l'UICN, 2015).

Chaque type d'aire protégée représenté sur le territoire national se voit affecter dans une ou plusieurs catégories de gestion et un ou plusieurs types de gouvernance définis par l'UICN.

Pour mémoire, la classification de l'UICN, définie en 1994, distingue six catégories d'aires protégées, classées en fonction de leurs objectifs de gestion et présentées dans le tableau ci-dessous.

7

Tableau 2 : Catégories de gestion identifiées par l'UICN

← conditions plus naturelles		conditions moins naturelles →				
I		II	III	IV	V	VI
A	B					
Réserve de nature intégrale	Zone de nature sauvage	Parc national	Monument naturel	Aire de gestion des espèces ou des habitats	Paysage terrestre ou marin protégé	Utilisation durable des ressources naturelles

Source : (Comité français de l'UICN, 2015)

En complément des catégories présentées ci-dessus, l'UICN a identifié différents type de gouvernance pour compléter la classification des aires protégées. Les quatre grands types de gouvernance identifiés sont présentés dans le tableau ci-dessous. Ils peuvent être associés à n'importe quel objectif de gestion.



Tableau 3 : Types de gouvernance identifiés par l'UICN

TYPE DE GOUVERNANCE										
A. Par le gouvernement			B. Partagée			C. Privée			D. Par les peuples autochtones et communautés locales	
Ministère fédéral ou national	Ministère sous-national	Gestion déléguée par le gouvernement	Gestion transfrontalière	Gestion collaborative	Gestion conjointe	Propriétaire individuel	Organisation sans but lucratif	Organisation commerciale	Peuples autochtones	Communautés locales

(Comité français de l'UICN, 2015)

3.3 PRECISIONS SUR LA RUBRIQUE « RESULTATS DES CROISEMENTS GEOGRAPHIQUES »

DONNEES UTILISEES

Le type de données utilisées ainsi que leurs caractéristiques sont présentées en Annexe 2 du présent document.

RESULTATS PRESENTES

Tous les types d'espaces de biodiversité (à l'exception des ENS, des zones humides et des réservoirs et corridors de biodiversité) listés dans le Tableau 1 ont été croisés individuellement avec :

- Les masses d'eau cours d'eau ;
- Les masses d'eau plan d'eau ;
- Les masses d'eau de transition ;
- Les masses d'eau côtières ;
- Les masses d'eau souterraines en relation avérée forte ou potentiellement significative avec les milieux de surface.

Par soucis de concision, seuls les résultats suivants sont présentés dans les fiches thématiques :

- Les croisements entre les espaces de biodiversité et les masses d'eau cours d'eau ;
- Les croisements entre les espaces de biodiversité avec la couche de données géographiques issue de l'agrégation de toutes les masses d'eau retenues pour l'analyse (masses d'eau plan d'eau, masses d'eau cours d'eau, masses d'eau de transition, masses d'eau côtières et masses d'eau souterraines en relation avérée forte ou potentiellement significative avec les milieux de surface).

DIFFICULTES RENCONTREES

Disponibilité des données

À ce jour, les données géographiques concernant les espaces naturels sensibles des départements (ENS) et les zones humides ne sont pas systématiquement disponibles au téléchargement ou centralisées au niveau des DREAL. Par conséquent, la couche géographique couvrant l'intégralité du bassin n'a pas pu être constituée et les croisements correspondant n'ont donc pas été réalisés. Les données collectées, même si elles ne couvrent pas l'intégralité du bassin à ce stade, pourront être tout de même utilisées au cas par cas par l'Agence de l'eau.



Par ailleurs, les données géographiques concernant les réservoirs et les corridors de la trame verte et bleu sont hétérogènes à l'échelle des bassins RM et C. Par conséquent, les croisements correspondant n'ont donc pas été réalisés.

Artefacts

Le croisement géographique entre les masses d'eau et les espaces de biodiversité génère un certain nombre d'espaces intersectés de très petites tailles.

Parmi ces éléments, il s'agit de différencier les artefacts, qui résultent des imprécisions de digitalisation des données utilisées, et les espaces de très petites tailles ne résultant pas de ces effets de bordure.

La loi du quart, appliquée aux données utilisées pour réaliser les croisements, devrait permettre de supprimer uniquement les artefacts. Cette loi préconise de ne garder que les entités supérieures à un quart de l'échelle de validation des données utilisées.

Les tests sont en cours. Les résultats des croisements présentés dans les fiches thématiques constituent donc des résultats avant traitement des artefacts.



ZNIEFF TYPE 1

L'inventaire des ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique) a été mis en place pour localiser les espaces à fort intérêt pour les espèces et les habitats naturels, afin de mieux prendre en compte la biodiversité dans la gestion des territoires. L'inventaire ZNIEFF constitue ainsi aujourd'hui l'outil de connaissance privilégié et partagé sur la valeur écologique des territoires.

Une ZNIEFF est ainsi définie comme un secteur du territoire national « particulièrement intéressant sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristiques du patrimoine naturel régional ». Lancé en 1982 pour le compte du Ministère de l'environnement, l'inventaire des ZNIEFF est mis à jour et modernisé périodiquement.

Deux types de ZNIEFF ont été différenciées :

- Les ZNIEFF de type I (objet de la présente fiche) sont des espaces correspondant à une ou plusieurs unités écologiques homogènes. Une ZNIEFF de type I abrite au moins une espèce ou un habitat dits "déterminants". D'une superficie généralement limitée, souvent incluse dans une ZNIEFF de type II plus vaste, une ZNIEFF de type I représente en quelque sorte un « point chaud » de la biodiversité. En 2016, les ZNIEFF de type I couvraient près d'un dixième du territoire national métropolitain (9,8% - SOeS, 2016).
- Les ZNIEFF de type II sont de grands ensembles naturels riches ou peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Elles peuvent inclure une ou plusieurs ZNIEFF de type I. Les ZNIEFF de type II couvraient en 2016 plus du quart du territoire métropolitain (25,8% - SOeS, 2016).

L'inventaire des ZNIEFF n'est donc pas une mesure de protection, mais un inventaire permettant de connaître la richesse écologique des territoires. Il constitue un outil national de connaissance du patrimoine naturel.

Les ZNIEFF de type 1 bénéficient d'une forte reconnaissance pour la valeur de leur biodiversité, correspondant en général à des habitats en bon état de conservation, mais pouvant néanmoins comporter ponctuellement des habitats soumis à de fortes pressions, en particulier dans les ZNIEFF ne bénéficiant pas de protection (car non incluses dans un espace protégé).

ÉQUIVALENCE DANS LE RÉFÉRENTIEL IUCN :

non classable, car il ne s'agit pas d'un dispositif de protection

OBJECTIFS



- Connaître et localiser le patrimoine naturel écologique, faunistique et floristique du territoire national
- Disposer d'une base scientifique consolidée et partagée pour conduire les politiques nationales d'aménagement du territoire et de protection de la nature
- Disposer d'une base de connaissances accessible à tous dans l'optique d'améliorer la prise en compte des espaces



GESTIONNAIRE(S)

Phase de mise en place de l'inventaire :

- L'Etat, via le ministère en charge de l'écologie est commanditaire de l'inventaire des ZNIEFF. Il assure la conception, l'animation et l'évaluation de l'inventaire sur l'ensemble du territoire national.
- Les DREAL sont maîtres d'œuvre des inventaires. Elles s'appuient pour cela sur un secrétariat scientifique qui peut être délocalisé (confié à une association locale de protection ou d'étude de la nature) et sur le Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN), chargé de valider les résultats.
- L'inventaire des ZNIEFF est conduit sous la responsabilité scientifique et technique du Muséum national d'histoire naturelle. Le préfet de région transmet les inventaires validés régionalement au Service du patrimoine naturel du Muséum d'histoire naturelle, qui est chargé de leur validation définitive et de la gestion informatisée des données.

Phase de mise à jour :

Les DREAL coordonnent la mise en œuvre et l'actualisation de l'inventaire, auxquelles les collectivités peuvent s'associer.



PRÉSENCE D'UN RÉSEAU POUVANT RELAYER L'INFORMATION

Coordination générale de l'inventaire des ZNIEFF par le Muséum national d'histoire naturelle



FINANCEMENT

- L'Etat, en tant que maître d'ouvrage, a financé la mise en place de l'inventaire des ZNIEFF
- L'Etat, la Communauté Européenne, les conseils Régionaux et les conseils départementaux partagent le financement de la mise à jour, de la modernisation et de la diffusion de l'inventaire



RÉGLEMENTATION

L'inventaire des ZNIEFF constitue un porter-à-connaissance mais n'entraîne pas de protection réglementaire. Cependant, la jurisprudence confirme qu'elles doivent être prises en compte dans les projets d'aménagement. En effet, l'existence d'une ZNIEFF peut être invoquée pour fonder le rejet d'un aménagement ou la légalité d'un acte administratif, soit en raison de la qualité du milieu naturel décrit, soit parce que la ZNIEFF héberge des espèces protégées. Dans ce cas, ce n'est pas la ZNIEFF qui fonde l'interdiction, mais l'intérêt du milieu naturel et/ou la présence d'une espèce protégée.

**DOCUMENT(S) DE GESTION**

Les ZNIEFF ne comportent pas en tant que tel de documents de gestion. Les données scientifiques recueillies et validées sont centralisées dans une base de données spécifique du Muséum national d'histoire naturelle qui les valide définitivement et en assure la gestion informatisée.

Le muséum met notamment à disposition un formulaire pour chaque ZNIEFF, comprenant la description du site, les critères d'intérêt de la zone, le bilan des connaissances, les habitats et les espèces, les sources des données utilisées.

**DURÉE DE LA PLANIFICATION ET FRÉQUENCE D'ACTUALISATION**

Pas de durée ou de fréquence d'actualisation précise, mais dans les faits, actualisation générale (voire modernisation du dispositif) tous les 10 à 15 ans. En complément, la base de données de l'inventaire des ZNIEFF a été organisée pour qu'une mise à jour et une amélioration puissent être menées en permanence, pour inclure de nouvelles zones comme pour en exclure d'autres ne présentant plus d'intérêt, pour préciser des délimitations, en s'appuyant sur les progrès des méthodes et des connaissances scientifiques.



RESULTATS DES CROISEMENTS GEOGRAPHIQUES

A l'échelle nationale (informations issues de la bibliographie) :

L'inventaire des ZNIEFF englobe les zones humides et les milieux aquatiques. Les habitats et les espèces inféodées aux masses d'eau sont donc bien recensés. A titre d'exemple l'inventaire de la ZNIEFF de type 1 n°930012431 "MARAIS EST DU VACCARÈS DU VIEUX RHÔNE AU MARAIS DE ROMIEU" en région PACA recense la flore et habitats des mares temporaires et permanentes plus ou moins salées, des prés salés et sansouires, des canaux et des ripisylves ; mais aussi les pelouses à petites fabacées qui sont répandues sur la zone et de nombreux groupements floristiques liés à la présence de l'eau et du sel (DREAL PACA, 2016).

A l'échelle des bassins RM et C (résultats issus des croisements géographiques) :

- Sur les 4786 ZNIEFF de type 1 incluses dans le bassin RM, 4521 se situent au droit d'une masse d'eau (toutes masses d'eau confondues*), ce qui représente une superficie cumulée d'environ 1 932 700 ha. 1930 sont intersectées par au moins une masse d'eau cours d'eau. Les masses d'eau (toutes masses d'eau confondues*) occupent environ 83% de la superficie des ZNIEFF de type 1 intersectées. 17% des masses d'eau du bassin RM sont intersectées par des ZNIEFF de type 1 (toutes masses d'eau confondues*).
- A l'échelle du bassin RM, 1890 masses d'eau cours d'eau sont intersectées par des ZNIEFF de type 1, pour un linéaire cumulé d'environ 10 300 km de cours d'eau. Cela représente près de 26 % du linéaire total des masses d'eau cours d'eau du bassin RM. La portion de cours d'eau intersectée par une ZNIEFF de type 1 approxime en moyenne 12% du linéaire de la masse d'eau cours d'eau concernée.
- La région ARA concentre 40% des ZNIEFF de type 1 intersectées par les masses d'eau cours d'eau dans le bassin RM pour environ 37% du linéaire des masses d'eau cours d'eau intersectées.
- Sur les 225 ZNIEFF de type 1 incluses dans le bassin Corse, 223 se trouvent au droit d'une masse d'eau (toutes masses d'eau confondues*), ce qui représente une superficie cumulée d'environ 136 700 ha. 13% des masses d'eau du bassin Corse sont intersectées par des ZNIEFF de type 1 (toutes masses d'eau confondues*). Les masses d'eau (toutes masses d'eau confondues*) occupent 98% de la superficie des ZNIEFF de type 1 intersectées.
- Sur les 225 ZNIEFF de type 1 incluses dans le bassin Corse, 115 se situent au droit d'une masse d'eau cours d'eau. 141 masses d'eau cours d'eau sont concernées pour environ 570 km de linéaire cumulé de cours d'eau.

* la notion toutes masses d'eau confondues inclut les masses d'eau plan d'eau, cours d'eau, les masses d'eau de transition, les masses d'eau côtières et les masses d'eau souterraines en relation avérée forte ou potentiellement significative avec les milieux de surface.



APERÇU DES TYPES D' ACTIONS MENÉES SUR LES MASSES D'EAU

Les ZNIEFF ne comportent pas de plans d'actions spécifiques. Il s'agit d'un outil de "porter à connaissance". Les outils de protection réglementaires créés sur base de ces inventaires ZNIEFF peuvent en revanche disposer de plans d'actions spécifiques et dédiés aux ressources en eau.



ACCESSIBILITÉ DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET GÉOLOCALISÉE

Modalités d'accès : Les données sont téléchargeables sur le site de l'INPN dans la rubrique "Données & Outils" puis "Informations géographiques"

Modalités de mise à jour : L'INPN effectue une mise à jour continue, sur la base des données mises à jour fournies par les gestionnaires des données

Liste de toutes les informations géographiques et géolocalisées accessibles : Identifiant national, Identifiant régional, Nom du site, Génération du ZNIEFF, *Liste des habitats déterminants Corine Biotope / Eunis*, *Liste des espèces déterminantes*, *Activités humaines*, *Facteurs d'évolution de la zone*, *Géomorphologie*, *Granulométrie*, *Hydrodynamique*, *Statut propriété*, *Intérêt de la ZNIEFF*.

Remarques :

L'échelle d'utilisation est le 1/25 000ème
Les champs de la table attributaire ne sont pas toujours renseignés.



ACCESSIBILITÉ DES DOCUMENTS DE GESTION

Formulaires et cartes des ZNIEFF facilement accessibles sur les sites internet des DREAL. Les formulaires sont également accessibles sur le site de l'INPN.



AUTRES RESSOURCES

/



SERVICES RÉFÉRENTS

Financement : DREAL

Suivi scientifique et technique : DREAL

Réglementation : DREAL



ZNIEFF TYPE 2

L'inventaire des ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique) a été mis en place pour localiser les espaces à fort intérêt pour les espèces et les habitats naturels, afin de mieux prendre en compte la biodiversité dans la gestion des territoires. L'inventaire ZNIEFF constitue ainsi aujourd'hui l'outil de connaissance privilégié et partagé sur la valeur écologique des territoires.

Une ZNIEFF est ainsi définie comme un secteur du territoire national « particulièrement intéressant sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristiques du patrimoine naturel régional ». Lancé en 1982 pour le compte du Ministère de l'environnement, l'inventaire des ZNIEFF est mis à jour et modernisé périodiquement.

Deux types de ZNIEFF ont été différenciées :

- Les ZNIEFF de type I (objet de la présente fiche) sont des espaces correspondant à une ou plusieurs unités écologiques homogènes. Une ZNIEFF de type I abrite au moins une espèce ou un habitat dits "déterminants". D'une superficie généralement limitée, souvent incluse dans une ZNIEFF de type II plus vaste, une ZNIEFF de type I représente en quelque sorte un « point chaud » de la biodiversité. En 2016, les ZNIEFF de type I couvraient près d'un dixième du territoire national métropolitain (9,8% - SOeS, 2016).
- Les ZNIEFF de type II sont de grands ensembles naturels riches ou peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Elles peuvent inclure une ou plusieurs ZNIEFF de type I. Les ZNIEFF de type II couvraient en 2016 plus du quart du territoire métropolitain (25,8% - SOeS, 2016).

L'inventaire des ZNIEFF n'est donc pas une mesure de protection, mais un inventaire permettant de connaître la richesse écologique des territoires. Il constitue un outil national de connaissance du patrimoine naturel.

ÉQUIVALENCE DANS LE RÉFÉRENTIEL IUCN :

non classable, car il ne s'agit pas d'un dispositif de protection

OBJECTIFS



- Connaître et localiser le patrimoine naturel écologique, faunistique et floristique du territoire national
- Disposer d'une base scientifique consolidée et partagée pour conduire les politiques nationales d'aménagement du territoire et de protection de la nature
- Disposer d'une base de connaissances accessible à tous dans l'optique d'améliorer la prise en compte des espaces



GESTIONNAIRE(S)

Phase de mise en place de l'inventaire :

- L'Etat, via le ministère en charge de l'écologie est commanditaire de l'inventaire des ZNIEFF. Il assure la conception, l'animation et l'évaluation de l'inventaire sur l'ensemble du territoire national.
- Les DREAL sont maîtres d'œuvre des inventaires. Elles s'appuient pour cela sur un secrétariat scientifique qui peut être délocalisé (confié à une association locale de protection ou d'étude de la nature) et sur le Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN), chargé de valider les résultats.
- L'inventaire des ZNIEFF est conduit sous la responsabilité scientifique et technique du Muséum national d'histoire naturelle. Le préfet de région transmet les inventaires validés régionalement au Service du patrimoine naturel du Muséum d'histoire naturelle, qui est chargé de leur validation définitive et de la gestion informatisée des données.

Phase de mise à jour :

Les DREAL coordonnent la mise en œuvre et l'actualisation de l'inventaire, auxquelles les collectivités peuvent s'associer.



PRÉSENCE D'UN RÉSEAU POUVANT RELAYER L'INFORMATION

Coordination générale de l'inventaire des ZNIEFF par le Muséum national d'histoire naturelle



FINANCEMENT

- L'Etat, en tant que maître d'ouvrage, a financé la mise en place de l'inventaire des ZNIEFF
- L'Etat, la Communauté Européenne, les conseils Régionaux et les conseils départementaux de partagent le financement de la mise à jour, de la modernisation et de la diffusion de l'inventaire



RÉGLEMENTATION

L'inventaire des ZNIEFF constitue un porter-à-connaissance mais n'entraîne pas de protection réglementaire. Cependant, la jurisprudence confirme qu'elles doivent être prises en compte dans les projets d'aménagement. En effet, l'existence d'une ZNIEFF peut être invoquée pour fonder le rejet d'un aménagement ou la légalité d'un acte administratif, soit en raison de la qualité du milieu naturel décrit, soit parce que la ZNIEFF héberge des espèces protégées. Dans ce cas, ce n'est pas la ZNIEFF qui fonde l'interdiction, mais l'intérêt du milieu naturel et/ou la présence d'une espèce protégée.

**DOCUMENT(S) DE GESTION**

De manière générale, l'appartenance à une ZNIEFF de Type II a moins d'impact sur la réalisation des projets que dans le cas d'une ZNIEFF de type 1.

**DURÉE DE LA PLANIFICATION ET FRÉQUENCE D'ACTUALISATION**

Pas de durée ou de fréquence d'actualisation précise, mais dans les faits, actualisation générale (voire modernisation du dispositif) tous les 10 à 15 ans. En complément, la base de données de l'inventaire des ZNIEFF a été organisée pour qu'une mise à jour et une amélioration puissent être menées en permanence, pour inclure de nouvelles zones comme pour en exclure d'autres ne présentant plus d'intérêt, pour préciser des délimitations, en s'appuyant sur les progrès des méthodes et des connaissances scientifiques.



RESULTATS DES CROISEMENTS GEOGRAPHIQUES

A l'échelle nationale (informations issues de la bibliographie) :

L'inventaire des ZNIEFF englobe les zones humides et les milieux aquatiques. Les habitats et les espèces inféodées aux masses d'eau sont donc bien recensés.

A l'échelle des bassins RM et C (résultats issus des croisements géographiques) :

- Sur les 726 ZNIEFF de type 2 incluses dans le bassin RM, 704 se situent au droit d'une masse d'eau (toutes masses d'eau confondues*), ce qui représente une superficie cumulée d'environ 5 150 ha. 586 sont intersectées par au moins une masse d'eau cours d'eau. Les masses d'eau (toutes masses d'eau confondues*) occupent environ 60% de la superficie des ZNIEFF de type 2 intersectées.
- A l'échelle du bassin RM, 1892 masses d'eau cours d'eau sont intersectées par des ZNIEFF de type 2, pour un linéaire cumulé d'environ 5 900 km de cours d'eau. Cela représente près de 15 % du linéaire total des masses d'eau cours d'eau du bassin RM. La portion de cours d'eau intersectée par une ZNIEFF de type 2 approxime en moyenne 21 % du linéaire de la masse d'eau cours d'eau concernée.
- Les régions PACA et ARA concentrent respectivement 30 et 40% des ZNIEFF de type 2 intersectées par les masses d'eau cours d'eau dans le bassin RM pour environ 35 et 20% du linéaire des masses d'eau cours d'eau intersectées.
- Sur les 45 ZNIEFF de type 2 incluses dans le bassin Corse, la totalité se trouve au droit d'une masse d'eau (toutes masses d'eau confondues*), ce qui représente une superficie cumulée d'environ 202 000 ha. Environ 20 % des masses d'eau du bassin Corse sont intersectées par des ZNIEFF de type 2 (toutes masses d'eau confondues*). Les masses d'eau (toutes masses d'eau confondues*) occupent 98% de la superficie des ZNIEFF de type 2 intersectées.
- Sur les 45 ZNIEFF de type 2 incluses dans le bassin Corse, 42 se situent au droit d'une masse d'eau cours d'eau. 141 masses d'eau cours d'eau sont concernées pour environ 350 km de linéaire cumulé de cours d'eau.

* la notion toutes masses d'eau confondues inclut les masses d'eau plan d'eau, cours d'eau, les masses d'eau de transition, les masses d'eau côtières et les masses d'eau souterraines en relation avérée forte ou potentiellement significative avec les milieux de surface.



APERÇU DES TYPES D' ACTIONS MENÉES SUR LES MASSES D'EAU

Les ZNIEFF ne comportent pas de plans d'actions spécifiques. Il s'agit d'un outil de "porter à connaissance". Les outils de protection réglementaires créés sur base de ces inventaires ZNIEFF peuvent en revanche disposer de plans d'actions spécifiques et dédiés aux ressources en eau.



ACCESSIBILITÉ DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET GÉOLOCALISÉE

Modalités d'accès : Les données sont téléchargeables sur le site de l'INPN dans la rubrique "Données & Outils" puis "Informations géographiques"

Modalités de mise à jour : L'INPN effectue une mise à jour continue, sur la base des données mises à jour fournies par les gestionnaires des données

Liste de toutes les informations géographiques et géolocalisées accessibles : Identifiant national, Identifiant régional, Nom du site, Génération du ZNIEFF, *Liste des habitats déterminants Corine Biotope / Eunis, Liste des espèces déterminantes, Activités humaines, Facteurs d'évolution de la zone, Géomorphologie, Granulométrie, Hydrodynamique, Statut propriété, Intérêt de la ZNIEFF.*

Remarques :

L'échelle d'utilisation est le 1/25 000ème
Les champs de la table attributaire ne sont pas toujours renseignés.



ACCESSIBILITÉ DES DOCUMENTS DE GESTION

Formulaires et cartes des ZNIEFF facilement accessibles sur les sites internet des DREAL. Les formulaires sont également accessibles sur le site de l'INPN.



AUTRES RESSOURCES

/



SERVICES RÉFÉRENTS

Financement : DREAL

Suivi scientifique et technique : DREAL

Réglementation : DREAL



ZONES HUMIDES

Milieux de transition entre écosystèmes aquatiques et secs. Elles sont les seuls habitats à faire l'objet d'une convention internationale spécifique, la convention de Ramsar (voir fiche correspondante).

Bien qu'elles ne soient pas des masses d'eau, le SDAGE leurs reconnaît un rôle d'infrastructures naturelles qui contribuent à l'atteinte du bon état des eaux.

Une définition des zones humides est donnée par le code de l'environnement (article L211-1), qui repose sur des critères (sol, flore et végétation, permanence ou non de l'eau ...) pour le diagnostic selon des modalités définies au plan national.

Couverture intégrale de la quasi-totalité du bassin conduite par différents maîtres d'ouvrage (à l'exception de la région Bourgogne pour laquelle le travail n'est pas encore validé). Les méthodes d'inventaire utilisées sont hétérogènes.

Pas de couche SIG globale pour le bassin Rhône-Méditerranée.

ÉQUIVALENCE DANS LE RÉFÉRENTIEL IUCN :

Non classable, car il ne s'agit pas d'un dispositif de protection ou de gestion au sens de l'IUCN

OBJECTIFS



Les inventaires de zones humides poursuivent notamment les objectifs suivants :

- Disposer d'une connaissance, non exhaustive, actualisée de la localisation et de la description des zones humides ;
- Porter à connaissance pour informer et alerter les collectivités, les gestionnaires et les maîtres d'ouvrage lors de projets soumis à l'instruction des services ;
- Fournir des informations pour les actions territoriales (planification de la restauration, modification de pratiques agricole, maintien des usages ...).



GESTIONNAIRE(S)

Une partie significative des zones humides ne bénéficient pas d'une gestion.

En dehors des aires protégées, les gestionnaires potentiels des zones humides sont :

- Les propriétaires fonciers (État, CDLRL, CD, agriculteurs, CEN, FDC, FDAPPMA ...)
- Les organismes gestionnaires mandaté par les propriétaires (collectivités, ONCFS, ONF, FNC, FDC ...)/



PRÉSENCE D'UN RÉSEAU POUVANT RELAYER L'INFORMATION

- Ramsar, MedWet (international et national) ;
- Pôles relais (national) ;
- Conservatoires (national, régional) ;
- Tour du Valat (zones humides méditerranéennes).



FINANCEMENT

- Europe (FEADER, FEDER) ;
- Agence de l'eau ;
- Régions ;
- Départements ;
- Collectivités locales ;
- Fonds privés.



RÈGLEMENTATION

Les milieux humides sont protégés à divers titres :

- Le Code de l'Environnement accorde une attention toute particulière à la préservation des zones humides. Il instaure et définit un objectif d'une gestion équilibrée de la ressource en eau (Art. L.211-1 du code de l'environnement) et vise en particulier la préservation des zones humides. Il affirme le principe selon lequel la préservation et la gestion durable des zones humides sont d'intérêt général ;
- Prise en compte par les aménagements (IOTA, ICPE, PLU, SRC ...) via le porter à connaissance des services de l'État : les articles L. 214-1 à L 214-6 précisent les régimes d'autorisation ou de déclaration et l'article réglementaire R 214-1 qui en découle présente la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration. Par ces textes, tout projet soumis à la loi sur l'eau au titre d'une rubrique doit être examiné au regard de la préservation des zones humides ;
- Les zones humides faisant l'objet d'inventaires municipaux doivent être incorporées dans les documents graphiques des zonages protecteurs des zones humides et, le cas échéant, le règlement ou les orientations d'aménagement et de programmation précisent les dispositions particulières qui leur sont applicables.

**DOCUMENT(S) DE GESTION**

Documents d'appui à la mise en œuvre du SDAGE :

- Guide pour la reconnaissance des zones humides dans le bassin Rhône-Méditerranée
- Note du SDAGE sur la réalisation de plan de gestion stratégique de zones humides
- Guide SDAGE sur l'espace de bon fonctionnement des zones humides

**DURÉE DE LA PLANIFICATION ET FRÉQUENCE D'ACTUALISATION**

- Variable en fonction des initiatives locales
- Pas de document de gestion systématique, des plans de gestion stratégique et plans de gestion locaux d'une durée généralement de 6 ans.
Autres outils cf. fiches (N2000/ exemple)

Protection législative et réglementaire applicable tant que les textes ne sont pas modifiés ou abrogés



RESULTATS DES CROISEMENTS GEOGRAPHIQUES

L'ensemble des zones humides sont concernées : lacs d'altitudes, cours d'eau, tourbières, bras mort, mares, marais, lagunes, etc.

- Dans le lit majeur des cours d'eau, les zones humides contribuent à l'expansion des crues ;
- En relations avérées fortes et potentiellement significatives avec les masses d'eau souterraines elles jouent un rôle stratégique pour la protection et la recharge ;
- En tête de bassin versant, elles favorisent l'infiltration des précipitations et du ruissellement (écrêtement, rétention de particules solides) ;
- Elles contribuent à l'alimentation des masses d'eau cours d'eau.

Résultats des croisements géographiques :

Croisements non réalisés en raison de l'impossibilité de constituer une couche SIG agrégée des zones humides à l'échelle des bassins RM et C.



APERÇU DES TYPES D'ACTIONS MENÉES SUR LES MASSES D'EAU

Objectifs ou actions visant les masses d'eau ou les zones humides dans le programme de mesures du SDAGE 2016-2021 :

- AGR0202 : Limiter les transferts d'intrants et l'érosion au-delà des exigences de la Directive nitrates ;
- AGR0302 : Limiter les apports en fertilisants et/ou utiliser des pratiques adaptées de fertilisation, au-delà des exigences de la Directive nitrates ;
- AGR0303 : Limiter les apports en pesticides agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives au traitement phytosanitaire ;
- AGR0401 : Mettre en place des pratiques pérennes (bio, surface en herbe, assolements, maîtrise foncière) ;
- AGR0801 : Réduire les pollutions ponctuelles par les fertilisants au-delà des exigences de la Directive nitrates ;
- AGR0802 : Réduire les pollutions ponctuelles par les pesticides agricoles ;
- AGR0804 : Réduire la pression phosphorée et azotée liée aux élevages au-delà de la Directive nitrates ;
- AGR0805 : Réduire les effluents issus d'une pisciculture ;
- ASS0302 : Réhabiliter et ou créer un réseau d'assainissement des eaux usées hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles) ;
- ASS0801 : Aménager et/ou mettre en place un dispositif d'assainissement non collectif ;
- DEC0201 : Gérer les déchets de la collecte à l'élimination ;
- IND0202 : Créer et/ou aménager un dispositif de traitement des rejets industriels visant à réduire principalement les pollutions hors substances dangereuses ;
- MIA0204 : Restaurer l'équilibre sédimentaire et le profil en long d'un cours d'eau ;
- MIA0501 : Restaurer un équilibre hydrologique entre les apports d'eau douce et les apports d'eau salée dans une masse d'eau de transition de type lagune ;
- MIA0502 : Mettre en œuvre des opérations d'entretien ou de restauration écologique d'une eau de transition (lagune ou estuaire) ;
- MIA0601 : Obtenir la maîtrise foncière d'une zone humide ;
- MIA0602 : Réaliser une opération de restauration d'une zone humide ;
- MIA1001 : Gérer les forêts pour préserver les milieux aquatiques ;
- RES0602 : Réhabiliter et ou créer un réseau d'assainissement des eaux usées hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles) ;
- RES0801 : Mettre en place un dispositif de soutien d'étiage ou d'augmentation du débit réservé allant au-delà de la réglementation ;



ACCESSIBILITÉ DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET GÉOLOCALISÉE

Modalités d'accès : Les données sont téléchargeables sur les cartographies interactives des DREAL (CARMEN / Bourgogne-Franche-Comté pour Franche-Comté, Grand-Est pour Champagne-Ardenne et Vosges, Auvergne-Rhône-Alpes, PACA, PICTO) et sur demande auprès des DDT (Haut-Rhin, Bourgogne, Haute-Loire, Corse)

Modalités de mise à jour : Il n'existe de mise à jour continue mais dès lors qu'un inventaire zones humides supplémentaire est réalisé, il est intégré aux données

Liste de toutes les informations géographiques et géolocalisées auxquelles on peut accéder : De manière générale les informations suivantes sont disponibles : Identifiant de la zone humide, Nom de la zone humide, Nomenclature d'habitat, URL Fiche, Superficie, Opérateur technique, Nom et date de l'étude. Selon les inventaires sont disponibles également : Fiabilité du traitement, Critère zone humide, Code Corine Biotope, Intérêt de la zone humide (Faune, Flore, Hydrographie)

Remarques :

- L'échelle d'utilisation, de caractérisation et la méthode d'identification est variable selon les départements ;
- Données difficilement accessibles ;
- Forte hétérogénéité des données ;
- Existence de plusieurs générations d'inventaires ;
- Des critères de la définition pris en compte de manière variable ;
- Des données géographiques non indexées à la base de données ;
- Prise en compte des fonctions le plus souvent absente ;
- Pas d'agrégation possible des informations à l'échelle du bassin.



ACCESSIBILITÉ DES DOCUMENTS DE GESTION

Documents téléchargeables sur le site Eaufrance RMC



AUTRES RESSOURCES

- Inventaire faune flore
- Délimitation pour la police de l'eau
- Etude pédologique
- Analyse du fonctionnement hydraulique (rarement disponible)
- Des indicateurs de suivi de l'état ou de la restauration des fonctions
- DOCOB N2000
- PGSZH, plan de gestion



SERVICES RÉFÉRENTS

Financement : Agence de l'eau

Suivi scientifique et technique : ?

Réglementation : DDT



RESERVOIR DE BIODIVERSITE DE LA TRAME VERTE ET BLEUE

La France dispose d'une large gamme d'outils de protection des espaces naturels. Ces dispositifs sont indispensables mais assurent plutôt la création d'îlots de nature préservée dans des territoires de plus en plus artificialisés et fragmentés.

La trame verte et bleue (TVB) concerne l'ensemble du territoire national et vient ainsi compléter ces dispositifs. Son objectif est de (re)constituer un réseau écologique cohérent, à l'échelle du territoire national, qui permette d'assurer une continuité écologique sur les territoires. La TVB doit ainsi offrir la possibilité aux espèces animales et végétales de circuler, de s'alimenter, de se reproduire, de se reposer et de finalement de pérenniser les services rendus par les écosystèmes. Elle concerne une matrice terrestre (trame verte) et aquatique (trame bleue).

Les continuités écologiques recherchées par la constitution de la trame verte et bleue reposent sur deux concepts : des zones vitales appelées "réservoirs de biodiversité" (objet de la présente fiche) et des éléments qui permettent à une population d'espèces de circuler et d'accéder à ces zones vitales, les "corridors écologiques".

Les réservoirs de biodiversité sont des espaces dans lesquels la biodiversité, rare ou commune, menacée ou non, est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie (alimentation, reproduction, repos) et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement, en ayant notamment une taille suffisante. Ce sont des espaces pouvant abriter des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent, ou susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces. Les réservoirs de biodiversité incluent notamment :

- tout ou partie des cours d'eau et canaux mentionnés au 1° et au 3° du III de l'article L. 371-1 du code de l'environnement qui constituent à la fois des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques ;*
- tout ou partie des zones humides mentionnées au 2° et au 3° du III de l'article L. 371-1 du code de l'environnement, qui peuvent jouer le rôle soit de réservoirs de biodiversité, soit de corridors écologiques, soit les deux à la fois.*

Les cours d'eau de la liste 1 sont presque systématiquement considérés comme étant des réservoirs de biodiversité, lorsque la distinction entre les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques est effectuée.

Il s'agit d'un outil d'inventaire et de porter à connaissance.

ÉQUIVALENCE DANS LE RÉFÉRENTIEL IUCN :

Non classable, car il ne s'agit pas d'un dispositif de gestion ou de protection au sens de l'IUCN

OBJECTIFS



Maintenir et renforcer la fonctionnalité des milieux naturels dans les outils de planification et les projets d'aménagement.

Au niveau global des trames vertes et bleues :

- Diminuer la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces ;
- Identifier, préserver les espaces importants pour la préservation de la biodiversité ;
- Atteindre les objectifs de qualité et de quantité des eaux que fixent les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux ;
- Prendre en compte la biologie des espèces sauvages ;
- Faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvages ;
- Améliorer la qualité et la diversité des paysages.



GESTIONNAIRE(S)

Plusieurs acteurs interviennent dans la conception et la mise en œuvre des TVB (MTES, 2018) :

- L'État fixe le cadre de travail et veille à sa cohérence sur l'ensemble du territoire.
- L'État et les régions ont ensuite élaboré ensemble des documents de planification, les schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE), en concertation avec l'ensemble des acteurs locaux. Ces schémas, soumis à enquête publique, respectent les orientations nationales et identifient la trame verte et bleue à l'échelle régionale. Ces schémas sont aujourd'hui intégrés au sein des schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) portés par les régions.
- Les collectivités locales et leurs regroupements doivent ensuite prendre en compte les trames vertes et bleues et les continuités écologiques dans leurs documents d'urbanisme et leurs projets de territoire. Les départements peuvent également intervenir au travers de leur politique des espaces naturels sensibles.



PRÉSENCE D'UN RÉSEAU POUVANT RELAYER L'INFORMATION

Pas de réseau proprement dit, mais l'Agence française pour la biodiversité a créé un site internet dédié intitulé "Centre de ressources pour la mise en œuvre de la Trame verte et bleue".



FINANCEMENT

Le financement des réalisations relatives à la trame verte et bleue repose sur la mobilisation des fonds européens et des collectivités, mais également de l'État dans le cadre des contrats de plans État-Région. Le ministère en charge de l'Environnement soutient financièrement l'élaboration, le suivi, la mise à jour et la déclinaison des schémas régionaux de cohérence écologique ainsi que l'animation du réseau au niveau national comme la recherche et les travaux techniques sur la trame verte et bleue (incluant le comité national trame verte et bleue et le centre de ressources trame verte et bleue). Cela se traduit par exemple par des appels à projets visant à soutenir financièrement des actions concrètes de mise en œuvre de la trame verte et bleue (MTES, 2018). Les agences de l'eau soutiennent des projets en faveur de la reconquête de la biodiversité des milieux aquatiques, notamment par le biais d'appels à projet sur la trame turquoise.



RÉGLEMENTATION

La TVB est un outil intégrateur ; l'identification des réservoirs de biodiversité repose notamment sur la mobilisation des zonages existants, qu'il s'agisse d'espaces protégés ou d'outils de connaissance. Elle constitue en ce sens davantage une appropriation des enjeux par les acteurs concernés qu'un cadre prescriptif réglementaire. Néanmoins, si l'identification de la TVB n'induit pas de règles nouvelles encadrant ou contraignant les projets d'aménagement publics ou privés, elle engendre :

- des engagements éventuellement librement consentis par les maîtres d'ouvrage dans le plan d'action stratégique du SRCE (aujourd'hui intégré au sein du SRADDET) ;
- la prise en compte du SRCE (aujourd'hui intégré au sein du SRADDET) par les documents d'urbanisme, de planification et les projets de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements et de la proposition de mesures d'évitement, de réduction et de compensation aux atteintes aux continuités écologiques (en application de l'article L. 371-3 du code de l'environnement) ;
- l'intégration des continuités écologiques dans les études d'impact des projets publics comme privés (bien que ce terme ne soit plus employé dans le nouveau texte R122-5 codifiant le contenu de l'étude d'impact).



DOCUMENT(S) DE GESTION

La politique des trames verte et bleue repose sur trois documents cadres de gestion :

- les orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques (ONTVB) ;
- les schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE) (aujourd'hui intégrés au sein du SRADDET). Il s'agit de documents stratégiques pour l'aménagement durable des territoires, qui identifient la trame verte et bleue à l'échelle régionale. Le SRCE permet une meilleure prise en compte de la biodiversité dans les projets d'aménagement et les documents d'urbanisme. À la lumière de ce schéma, les collectivités peuvent décliner et préciser la trame verte et bleue sur leur territoire, en y associant l'ensemble des acteurs concernés ;
- les documents de planification et projets de l'État et des collectivités territoriales, particulièrement en matière d'aménagement de l'espace et d'urbanisme (plan local d'urbanisme - PLU, schéma de cohérence territoriale - SCOT, carte communale), qui prennent en compte les SRCE au niveau local.



DURÉE DE LA PLANIFICATION ET FRÉQUENCE D'ACTUALISATION

La première génération de SRADDET devra être adoptée en août 2019 au plus tard. Le SRADDET présente une vision de l'aménagement du territoire régional sur plusieurs années. Il fait l'objet d'un bilan dans les six mois suivant le renouvellement des conseils régionaux. Le conseil général peut alors décider du maintien en l'état du SRADDET ou de sa révision partielle.

Pour mémoire, en ce qui concernait les SRCE (aujourd'hui intégrés au sein des SRADDET), le président du Conseil régional et le préfet de région se prononçaient sur le maintien ou la révision du schéma après analyse conjointe des résultats obtenus par la mise en œuvre du schéma au plus tard six ans après son adoption (article R. 371-34 du code de l'environnement).



RESULTATS DES CROISEMENTS GEOGRAPHIQUES

La trame bleue concerne par définition les milieux aquatiques. Les eaux courantes (cours d'eau, parties de cours d'eau et canaux classés au titre de l'article L. 214-17 du code de l'environnement et les autres cours d'eau, parties de cours d'eau et canaux), importantes pour la préservation de la biodiversité, constituent à la fois des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques. Les zones humides, essentielles pour la préservation de la biodiversité constituent elles aussi des réservoirs de biodiversité et/ou des corridors écologiques.

Résultats des croisements géographiques :
Croisements non réalisés en raison de l'hétérogénéité des données à l'échelle des bassins RM et C.



APERÇU DES TYPES D'ACTIONS MENÉES SUR LES MASSES D'EAU

Compte tenu de l'importance des masses d'eau dans la définition et la préservation des réservoirs de biodiversité, de nombreuses orientations stratégiques au sein des SRCE (aujourd'hui intégrés au sein des SRADDET) concernent les réservoirs de biodiversité aquatiques. A titre d'exemple :

- Le SRCE de la région PACA prévoit une orientation visant à limiter la consommation d'espace par l'urbanisme et à encourager les modes d'aménagement du territoire préservant les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques. Cette orientation stratégique concerne directement la réduction des pressions qui fragmentent le territoire (urbanisation et gestion ou projets de travaux d'aménagement ou d'ouvrages), la question de la consommation et de l'artificialisation de l'espace, de la nature en ville et de l'interconnexion des territoires grâce à la Trame Bleue en tant que corridor (Région Paca, 2014).
- Le SRCE du Languedoc Roussillon comprend un volet important sur les continuités écologiques des cours d'eau et des milieux humides. Il met en avant la nécessité d'une meilleure connaissance des points de rupture dus aux infrastructures sur les cours d'eau (énergétiques - transport - usages abandonnés...) et l'amélioration du recensement des zones humides. Les actions sont en conséquence orientées en faveur de l'effacement des obstacles et de la gestion, ou la restauration, des milieux humides (Région LR, 2016).



ACCESSIBILITÉ DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET GÉOLOCALISÉE

Modalités d'accès : Les données sont téléchargeables sur le site de l'INPN dans la rubrique "Programmes" puis "Trame verte et bleue"

Modalités de mise à jour : Les réservoirs sont établis lors de la création du Schéma Régional de Cohérence Écologique. Ce dernier est mis en œuvre au plus tard six ans après son adoption. En fonction des résultats obtenus, le président du Conseil régional et le préfet de région se prononcent sur son maintien ou non.

Liste de toutes les informations géographiques et géolocalisées auxquelles on peut accéder : Identifiant du réservoir, Identifiant du SRCE, Nom du réservoir, Objectif de préservation, Nomenclature, Emprise de l'objet, Information sur le positionnement d'un objet par rapport aux limites administratives régionales, Code de la région voisine recouverte, Information sur le positionnement d'un objet par rapport aux limites administratives nationales, Code du pays voisin recouvert

Remarques :

- L'échelle d'utilisation est le 1/100 000ème
- L'échelle de caractérisation et la méthode d'identification est variable selon les départements. Les données sont hétérogènes sur le bassin.



ACCESSIBILITÉ DES DOCUMENTS DE GESTION

Les SRADDET sont généralement téléchargeables sur le site des Régions. Les SRCE (aujourd'hui intégrés au sein des SRADDET) restent cependant généralement téléchargeables sur le site des DREAL.



AUTRES RESSOURCES

- Orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques (ONTVB) : document téléchargeable sur le site du Ministère en charge de l'environnement ;
- Les documents de planification et projets de l'État et des collectivités territoriales (PLU, SCOT, carte communale) : documents téléchargeables sur le sites des collectivités concernées.



SERVICES RÉFÉRENTS

Financement : Conseils régionaux (via les SRADDET)

Suivi scientifique et technique : Conseils régionaux (via les SRADDET)

Réglementation : Conseils régionaux (via les SRADDET)



CORRIDOR ECOLOGIQUE DE LA TRAME VERTE ET BLEUE

La France dispose d'une large gamme d'outils de protection des espaces naturels. Ces dispositifs sont indispensables mais assurent plutôt la création d'îlots de nature préservée dans des territoires de plus en plus artificialisés et fragmentés.

La trame verte et bleue (TVB) concerne l'ensemble du territoire national et vient ainsi compléter ces dispositifs. Son objectif est de (re)constituer un réseau écologique cohérent, à l'échelle du territoire national, qui permette d'assurer une continuité écologique sur les territoires. La TVB doit ainsi offrir la possibilité aux espèces animales et végétales de circuler, de s'alimenter, de se reproduire, de se reposer et de finalement pérenniser les services rendus par les écosystèmes. Elle concerne une matrice terrestre (trame verte) et aquatique (trame bleue).

Les continuités écologiques recherchées par la constitution de la trame verte et bleue reposent sur deux concepts : des zones vitales appelées "réservoirs de biodiversité" et des éléments qui permettent à une population d'espèces de circuler et d'accéder à ces zones vitales, les "corridors écologiques" (objets de la présente fiche).

Les corridors écologiques assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie.

ÉQUIVALENCE DANS LE RÉFÉRENTIEL IUCN :

Non classable, car il ne s'agit pas d'un dispositif de gestion ou de protection au sens de l'IUCN

OBJECTIFS



Objectif des corridors : maintenir et renforcer la fonctionnalité des milieux naturels dans les outils de planification et les projets d'aménagement.

Au niveau global des trames vertes et bleues :

- Diminuer la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces
- Identifier, préserver les espaces importants pour la préservation de la biodiversité
- Atteindre les objectifs de qualité et de quantité des eaux que fixent les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux
- Prendre en compte la biologie des espèces sauvages
- Faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvages
- Améliorer la qualité et la diversité des paysages.



GESTIONNAIRE(S)

Plusieurs acteurs interviennent dans la conception et la mise en œuvre des TVB (MTES, 2018) :

- L'État fixe le cadre de travail et veille à sa cohérence sur l'ensemble du territoire.
- L'État et les régions élaborent ensuite ensemble des documents de planification, les schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE), en concertation avec l'ensemble des acteurs locaux. Ces schémas, soumis à enquête publique, respectent les orientations nationales et identifient la trame verte et bleue à l'échelle régionale. Ces schémas sont aujourd'hui intégrés au sein des schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) portés par les régions.
- Les collectivités locales et leurs regroupements doivent ensuite prendre en compte les trames vertes et bleues et les continuités écologiques dans leurs documents d'urbanisme et leurs projets de territoire. Les départements peuvent également intervenir au travers de leur politique des espaces naturels sensibles.



PRÉSENCE D'UN RÉSEAU POUVANT RELAYER L'INFORMATION

Centre de ressources pour la mise en œuvre de la Trame verte et bleue



FINANCEMENT

Le financement des réalisations relatives à la trame verte et bleue repose sur la mobilisation des fonds européens et des collectivités, mais également de l'État dans le cadre des contrats de plans État-Région. Le ministère en charge de l'Environnement soutient financièrement l'élaboration, le suivi, la mise à jour et la déclinaison des schémas régionaux de cohérence écologique ainsi que l'animation du réseau au niveau national comme la recherche et les travaux techniques sur la trame verte et bleue (incluant le comité national trame verte et bleue et le centre de ressources trame verte et bleue). Cela se traduit par exemple par des appels à projets visant à soutenir financièrement des actions concrètes de mise en œuvre de la trame verte et bleue (MTES, 2018). Les agences de l'eau soutiennent des projets en faveur de la reconquête de la biodiversité des milieux aquatiques, notamment par le biais d'appels à projet sur la trame turquoise.



RÉGLEMENTATION

La TVB est un outil intégrateur ; l'identification des réservoirs de biodiversité repose notamment sur la mobilisation des zonages existants, qu'il s'agisse d'espaces protégés ou d'outils de connaissance. Elle constitue en ce sens davantage une appropriation des enjeux par les acteurs concernés qu'un cadre prescriptif réglementaire. Néanmoins, si l'identification de la TVB n'induit pas de règles nouvelles encadrant ou contraignant les projets d'aménagement publics ou privés, elle engendre :

- des engagements éventuellement librement consentis par les maîtres d'ouvrage dans le plan d'action stratégique du SRCE (aujourd'hui intégré au sein du SRADDET)
- la prise en compte du SRCE (aujourd'hui intégré au sein du SRADDET) par les documents d'urbanisme, de planification et les projets de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements et de la proposition de mesures d'évitement, de réduction et de compensation aux atteintes aux continuités écologiques (en application de l'article L. 371-3 du code de l'environnement),
- l'intégration des continuités écologiques dans les études d'impact des projets publics comme privés (bien que ce terme ne soit plus employé dans le nouveau texte R122-5 codifiant le contenu de l'étude d'impact).



DOCUMENT(S) DE GESTION

La politique des trames verte et bleue repose sur trois documents cadres de gestion :

- les orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques (ONTVB)
- les schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE) (aujourd'hui intégrés au sein des SRADDET). Il s'agit de documents stratégiques pour l'aménagement durable des territoires, qui identifient la trame verte et bleue à l'échelle régionale. Le SRCE permet une meilleure prise en compte de la biodiversité dans les projets d'aménagement et les documents d'urbanisme. À la lumière de ce schéma, les collectivités peuvent décliner et préciser la trame verte et bleue sur leur territoire, en y associant l'ensemble des acteurs concernés.
- les documents de planification et projets de l'État et des collectivités territoriales, particulièrement en matière d'aménagement de l'espace et d'urbanisme (plan local d'urbanisme - PLU, schéma de cohérence territoriale - SCOT, carte communale), qui prennent en compte les SRCE au niveau local.



DURÉE DE LA PLANIFICATION ET FRÉQUENCE D'ACTUALISATION

La première génération de SRADDET devra être adoptée en août 2019 au plus tard. Le SRADDET présente une vision de l'aménagement du territoire régional sur plusieurs années. Il fait l'objet d'un bilan dans les six mois suivant le renouvellement des conseils régionaux. Le conseil général peut alors décider du maintien en l'état du SRADDET ou de sa révision partielle. Pour mémoire, en ce qui concernait les SRCE (aujourd'hui intégrés au sein des SRADDET), le président du Conseil régional et le préfet de région se prononçaient sur le maintien ou la révision du schéma après analyse conjointe des résultats obtenus par la mise en œuvre du schéma au plus tard six ans après son adoption (article R. 371-34 du code de l'environnement).



RESULTATS DES CROISEMENTS GEOGRAPHIQUES

La trame bleue concerne par définition les milieux aquatiques. Les eaux courantes (cours d'eau, parties de cours d'eau et canaux classés au titre de l'article L. 214-17 du code de l'environnement et les autres cours d'eau, parties de cours d'eau et canaux), importantes pour la préservation de la biodiversité, constituent à la fois des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques. Les zones humides, essentielles pour la préservation de la biodiversité constituent elles aussi des réservoirs de biodiversité et/ou des corridors écologiques.

Résultats des croisements géographiques :

Croisements non réalisés en raison de l'hétérogénéité des données à l'échelle des bassins RM et C.



APERÇU DES TYPES D' ACTIONS MENÉES SUR LES MASSES D'EAU

Compte tenu de l'importance des masses d'eau dans la définition et la préservation des réservoirs de biodiversité et des corridors, de nombreuses orientations stratégiques des SRCE (aujourd'hui intégrés au sein du SRADDET) concernent la biodiversité aquatique. A titre d'exemple :

- Le SRCE de PACA prévoit en action prioritaire la restauration des fonctionnalités naturelles des cours d'eau : diagnostic détaillé, suppression ou aménagement d'obstacles, reconquête des ripisylves, éco-conditionnalité dans le financement visant à intégrer les fonctionnalités de la trame bleue, etc. (Région Paca, 2014).
- Le SRCE du Languedoc Roussillon comprend un volet important en faveur du maintien des corridors écologiques littoraux. Ce volet prévoit un plan d'action visant à mieux connaître les points de rupture terre / lagunes / espace marin, pour permettre leur conservation ou leur reconquête (Région LR, 2016).



ACCESSIBILITÉ DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET GÉOLOCALISÉE

Modalités d'accès : Les données sont téléchargeables sur le site de l'INPN dans la rubrique "Programmes" puis "Trame verte et bleue"

Modalités de mise à jour : Les réservoirs sont établis lors de la création du Schéma Régional de Cohérence Écologique. Ce dernier est mis en œuvre au plus tard six ans après son adoption. En fonction des résultats obtenus, le président du Conseil régional et le préfet de région se prononcent sur son maintien ou non.

Liste de toutes les informations géographiques et géolocalisées auxquelles on peut accéder : Identifiant du réservoir, Identifiant du SRCE, Nom du réservoir, Objectif de préservation, Nomenclature, Emprise de l'objet, Information sur le positionnement d'un objet par rapport aux limites administratives régionales, Code de la région voisine recouverte, Information sur le positionnement d'un objet par rapport aux limites administratives nationales, Code du pays voisin recouvert

Remarques :

- L'échelle d'utilisation est le 1/100 000ème
 - L'échelle de caractérisation et la méthode d'identification est variable selon les départements.
- Les données sont hétérogènes sur le bassin.



ACCESSIBILITÉ DES DOCUMENTS DE GESTION

Les SRADDET sont généralement téléchargeables sur le site des Régions. Les SRCE (aujourd'hui intégrés au sein des SRADDET) restent cependant généralement téléchargeables sur le site des DREAL.



AUTRES RESSOURCES

- Orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques (ONTVB) : document téléchargeable sur le site du Ministère en charge de l'environnement ;
- Les documents de planification et projets de l'État et des collectivités territoriales (PLU, SCOT, carte communale) : documents téléchargeables sur le sites des collectivités concernées.



SERVICES RÉFÉRENTS

Financement : Conseils régionaux (via les SRADDET)

Suivi scientifique et technique : Conseils régionaux (via les SRADDET)

Réglementation : Conseils régionaux (via les SRADDET)



SITE NATURA 2000

Natura 2000 est le réseau européen des sites naturels terrestres ou marins d'importance communautaire, en application de la directive européenne Oiseaux (1979) et de la directive Habitats-Faune, Flore (1992). Le réseau Natura 2000 vise à assurer la conservation à long terme des espèces et des habitats naturels d'intérêt communautaire.

La désignation d'un site Natura 2000 est basée sur l'état des connaissances scientifiques, en particulier pour ce qui concerne la France, l'inventaire des ZNIEFF (zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique) et des ZICO (Zone importante pour la conservation des oiseaux). Ces inventaires ont permis d'identifier les espèces et les habitats naturels « en danger de disparition », « vulnérables », « rares » ou « endémiques » à l'échelle européenne. Un site peut être désigné soit comme Zone de protection spéciale pour les oiseaux (ZPS) soit comme Zone spéciale de conservation pour les habitats et les espèces (ZCS).

1112 des 1776 sites Natura 2000 de France métropolitaine (soit 63% des sites) présentent un intérêt en termes de protection des milieux aquatiques et des zones humides (MNHN, 2017).

Chaque site Natura 2000 est géré par un gestionnaire, chargé de mettre en œuvre le document d'objectifs (DOCOB). Ce dernier résulte d'une planification concertée de la gestion du site, supervisée par un Comité de pilotage composé de l'ensemble des acteurs locaux. La mise en œuvre du Docob s'effectue sur la base d'opérations contractuelles avec les acteurs locaux (contrats Natura 2000).

ÉQUIVALENCE DANS LE RÉFÉRENTIEL IUCN :

IV-B: Aire de gestion des habitats et des espèces, avec gouvernance partagée collaborative

OBJECTIFS



- Conserver ou rétablir, dans un état favorable à leur maintien à long terme, les habitats naturels et les populations des espèces de faune et de flore sauvages qui ont justifié la désignation du site Natura 2000 ;
- Eviter la détérioration des habitats naturels et les perturbations de nature à affecter de façon significative les espèces de faune et de flore sauvages qui ont justifié la désignation du site Natura 2000 ;
- Rechercher collectivement une gestion équilibrée et durable des espaces qui tienne compte des préoccupations économiques et sociales.



GESTIONNAIRE(S)

Chaque site Natura 2000 est géré par un gestionnaire désigné par le Comité de pilotage au moment de l'élaboration du document d'objectifs. Il ne peut s'agir que d'une collectivité territoriale, d'un groupement de collectivités territoriales concernées par le site, d'associations (conservatoires d'espaces naturels par exemple) ou d'établissements publics (Parcs nationaux ou chambres d'agriculture par exemple).

Le gestionnaire nomme ensuite un opérateur technique, personne physique chargée de l'animation du comité de pilotage et de la rédaction du document d'objectifs (DOCOB), qui inclut notamment la liste des contrats Natura 2000 pouvant être mis en œuvre sur le site.

La mise en œuvre des contrats Natura 2000 est ensuite confiée à un animateur.

Un comité de pilotage (« Copil ») veille à la bonne application du droit et au bon déroulement de la gestion du site. Il regroupe des représentants des acteurs en présence sur le site : associations, agriculteurs, collectivités, pouvoirs publics, chasseurs, pêcheurs, etc.



PRÉSENCE D'UN RÉSEAU POUVANT RELAYER L'INFORMATION

Réseau européen Natura 2000



FINANCEMENT

- Le financement des sites Natura 2000 et des contrats passés avec les utilisateurs est assuré par les fonds nationaux de gestion des espaces naturels, les fonds propres à Natura 2000 inscrits dans le cadre des contrats de projets État-région, des fonds Agences de l'eau, le fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et les fonds européens Life-Nature.
- Budget annuel de l'animation des sites Natura 2000 français : environ 150 millions d'Euros.



RÉGLEMENTATION

Pas de réglementation spécifique, sauf l'obligation d'évaluation des incidences pour les projets et programme inscrits sur une liste nationale ou locale en application des articles R414-19 et R414-27.

La Directive « Habitats » prévoit en effet la réalisation d'une évaluation des incidences lorsqu'un document de planification, programme ou projet d'activités, de travaux, d'aménagements, d'installations, de manifestations ou d'interventions dans le milieu naturel est susceptible d'impacter les habitats et les espèces d'intérêt communautaire d'un site Natura 2000.



DOCUMENT(S) DE GESTION

Document d'objectif (DOCOB) : C'est un document d'orientation, de référence, d'aide à la décision pour les acteurs ayant des compétences sur le site. Il n'a pas de valeur réglementaire. Ce plan de gestion établit un diagnostic et définit les objectifs, les orientations de gestion et les moyens à utiliser pour le maintien ou la restauration des habitats naturels et des espèces dans un état de conservation favorable.

Contrat Natura 2000 : C'est la traduction contractuelle des actions à réaliser pour atteindre les objectifs définis par le DOCOB. Ce contrat est passé entre l'État et le propriétaire d'une parcelle incluse dans un site Natura 2000, en faveur de la conservation ou de la restauration des habitats et des espèces d'intérêt communautaire. Le contrat précise également la nature et les modalités des aides financières ou matérielles que le bénéficiaire perçoit en contrepartie des engagements acceptés. Il existe deux types de contrats Natura 2000 :

- Les contrats agricoles : Ils prennent la forme de mesures agro-environnementales.
- Les contrats non agricoles : Ils sont passés directement avec l'Etat et financés par le ministère chargé de l'environnement. Ils peuvent prendre les formes suivantes :
 - Contrats Natura 2000 forestiers
 - Contrats Natura 2000 non agricoles non forestiers
 - Contrats marins

Charte Natura 2000 : Elle est annexée au document d'objectifs. Elle comporte un ensemble d'engagements collectifs qui définissent les bonnes pratiques, dont la mise en œuvre n'est pas rémunérée. Les engagements prévus par la charte Natura 2000 peuvent faire l'objet de contrôles s'ils donnent lieu à une exonération de la taxe sur le foncier non bâti ou s'ils donnent lieu à une exemption de l'évaluation des incidences.



DURÉE DE LA PLANIFICATION ET FRÉQUENCE D'ACTUALISATION

Circulaires de gestion des sites Natura 2000 : encadre la gestion des sites Natura 2000 (mise en place des COPIL, élaboration des DOCOB, contrats Natura 2000 et Charte Natura 2000).

- Circulaire pour les sites majoritairement terrestres: Dernière actualisation (27/04/2012).
- Circulaire pour les sites majoritairement marins: Dernière actualisation (14/05/12).

Contrat Natura 2000 : 5 ans ou 30 ans pour les contrats en faveur des arbres ou îlots de sénescence.

Charte Natura 2000 : 5 ans.

Bilan annuel d'activité : réalisé tous les ans.

Formulaire Standard de données : recense l'ensemble des données concernant les habitats et les espèces d'intérêt communautaire présents sur le site. La mise à jour est proposée en cas d'éléments nouveaux concernant les habitats et les espèces du site.



RESULTATS DES CROISEMENTS GEOGRAPHIQUES

Informations issues de la bibliographie :

On trouve au sein de Natura 2000 un nombre important de zones humides ou milieux aquatiques, favorables à la biodiversité du fait de leur diversité d'habitats et de leur productivité biologique.

A l'échelle de la France métropolitaine:

- 1112 sites présentent un intérêt en termes de protections des milieux aquatiques et *humides en France, soit 63% des sites (d'après le rapportage de la directive cadre sur l'eau de 2016 cité dans l'évaluation de l'efficacité des mesures Natura 2000 à l'échelle de site à enjeux zones humides et milieux aquatiques du MNHN).*
- Les zones de protection spéciale pour les oiseaux (ZPS) contribuent à la protection des oiseaux aquatiques et des espèces migratrices. Le Plan d'action en faveur des zones humides (1995) montre que les zones humides représentent un habitat pour 50% des espèces d'oiseaux.

A l'échelle du territoire Rhône-Méditerranée et Corse, d'après l'exploitation des documents d'objectifs des sites Natura 2000 du bassin Rhône Méditerranée pour le programme de mesures du SDAGE 2016-2021 du Secrétariat technique SDAGE Rhône Méditerranée :

- 333 DOCOB contenaient des habitats aquatiques et humides sur 1712 ;
- 1320 masses d'eau sont incluses dans les sites Natura 2000 de RMC (1270 en RM et 50 Corse) ;
- 215 habitats humides et aquatiques sont recensés dans les DOCOB Natura 2000 dont 49 (23%) d'intérêt communautaire ;
- 106 espèces d'intérêt communautaire de RMC sont inféodées aux habitats humides et aquatiques.

Résultats des croisements géographiques :

ZPS :

- Sur les 82 ZPS incluses dans le bassin RM, 79 se situent au droit d'une masse d'eau (toutes masses d'eau confondues*), ce qui représente une superficie cumulée d'environ 767 000 ha. 255 sont intersectées par au moins une masse d'eau cours d'eau. Les masses d'eau (toutes masses d'eau confondues*) occupent environ 60% de la superficie des ZPS intersectées.
- A l'échelle du bassin RM, 466 masses d'eau cours d'eau sont intersectées par des ZPS, pour un linéaire cumulé d'environ 3 000 km de cours d'eau. Cela représente près de 8 % du linéaire total des masses d'eau cours d'eau du bassin RM. La portion de cours d'eau intersectée par une ZPS approxime en moyenne 13 % du linéaire de la masse d'eau cours d'eau concernée.
- La région Bourgogne-Franche-Comté concentre environ 35% des ZPS intersectées par les masses d'eau cours d'eau dans le bassin RM pour environ 50% du linéaire des masses d'eau cours d'eau intersectées.
- Les croisements concernant la Corse pourront être réalisés dès réception de la liste des sites Natura 2000 inscrits au registre des zones protégées.

ZSC :

- Sur les 297 ZSC incluses dans le bassin RM, 293 se situent au droit d'une masse d'eau (toutes masses d'eau confondues*), ce qui représente une superficie cumulée d'environ 1 934 000 ha. 76 sont intersectées par au moins une masse d'eau cours d'eau. Les masses d'eau (toutes masses d'eau confondues*) occupent environ 75% de la superficie des ZSC intersectées.
- A l'échelle du bassin RM, 1196 masses d'eau cours d'eau sont intersectées par des ZSC, pour un linéaire cumulé d'environ 8 360 km de cours d'eau. Cela représente environ 20 % du linéaire total des masses d'eau cours d'eau du bassin RM. La portion de cours d'eau intersectée par une ZSC approxime en moyenne 14 % du linéaire de la masse d'eau cours d'eau concernée.
- Les régions PACA et ARA concentrent environ deux tiers (environ un tiers chacune) des ZSC intersectées par les masses d'eau cours d'eau dans le bassin RM pour environ 55% du linéaire des masses d'eau cours d'eau intersectées.
- Les croisements concernant la Corse pourront être réalisés dès réception de la liste des sites Natura 2000 inscrits au registre des zones protégées.

* la notion toutes masses d'eau confondues inclut les masses d'eau plan d'eau, cours d'eau, les masses d'eau de transition, les masses d'eau côtières et les masses d'eau souterraines en relation avérée forte ou potentiellement significative avec les milieux de surface.



APERÇU DES TYPES D' ACTIONS MENÉES SUR LES MASSES D'EAU

Types d'actions vis-à-vis des masses d'eau ou zones humides généralement prévues dans les DOCOB :
restauration des fonctionnalités hydrologiques des milieux ; gestion des milieux, leur ouverture ; gestion des milieux humides et aquatiques

Exemples d'actions spécifiques issues des DOCOB des sites Natura 2000 pour lesquels les enjeux de biodiversité sont fortement en lien avec les masses d'eau et les zones humides :

DOCOB « Milieux alluviaux du Rhône aval » (2007) - site FR 820 1677

Objectifs spécifiques :

- Intégrer la préservation des habitats naturels et habitats d'espèces dans l'entretien courant des espaces riverains des cours d'eau ;
- Maintenir et/ou restaurer les habitats aquatiques dans un état de conservation favorable ;
- Préserver et/ou restaurer le caractère humide des milieux riverains du Rhône ;
- Retrouver un fleuve vif et courant afin de restaurer une faune aquatique typique du fleuve et limiter l'expression de l'eutrophisation.

Actions spécifiques :

- Mettre en place une gestion conservatoire des prairies alluviales basée sur un entretien extensif ;
- Mener des actions de restauration physique des annexes hydrauliques ;
- Mettre en place des moyens de lutte contre les espèces invasives des habitats aquatiques (ex: Amorpha) ;
- Assurer la préservation de la qualité de la nappe phréatique ;
- Aménager les obstacles existants ou à venir qui limitent les déplacements des espèces aquatiques.

DOCOB Avenant Zone de Protection Spéciale—directive Oiseaux « Ile de la Platière » (janvier 2010) site FR 8212012

Objectifs spécifiques :

- Restaurer le caractère humide de la plaine alluviale ;
- Retrouver un fleuve vif et courant afin de restaurer une faune aquatique typique du fleuve et limiter l'expression de l'eutrophisation ;
- Assurer une veille du fonctionnement de l'hydrosystème ;
- Permettre au fleuve de remobiliser progressivement les alluvions des marges fluviales.

Actions spécifiques :

- Mise en place d'une gestion concertée de la ressource en eau du Rhône court-circuité (RCC) de Péage de Roussillon ;
- Optimisation du débit réservé du Rhône court-circuité de Péage de Roussillon ;
- Mettre en place un suivi des paramètres de description du fonctionnement de l'hydrosystème ;
- Soutenir les études et les travaux d'expérimentation d'une modification des aménagements Girardon permettant une reprise progressive des alluvions sableuses stockées sur les marges fluviales.



ACCESSIBILITÉ DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET GÉOLOCALISÉE

Modalités d'accès : Les données sont téléchargeables sur le site de l'INPN dans la rubrique "Données & Outils" puis "Informations géographiques".

Modalités de mise à jour : L'INPN publie les mises à jour une à trois fois par an, sur la base des données mises à jour fournies par les gestionnaires des données.

Liste de toutes les informations géographiques et géolocalisées accessibles : Identifiant national, nom du site, liste des habitats communautaires humides présents dans chaque site Natura 2000, état de conservation, type d'interaction fonctionnelle (lien spatial, lien dynamique fort (hydrologie/hydraulique)), liste des actions concernant les masses d'eau ou zones humides inscrites au Docob, coût des mesures inscrites au Docob, mesures correspondantes du PdM (Etude Agence de l'eau RMC, 2014)

Remarques :

- Echelle de numération comprise entre 1/100 000 (anciens sites) 1/25 000 selon les sites ;
- Absence de deux sites Natura 2000 (FR9301605 et FR2610006) dans les couches SIG fournies par l'Agence de l'eau ;
- Les appellations utilisées pour décrire les habitats dans les docobs ne sont pas homogènes ;
- L'état de conservation des habitats et l'état écologique des masses d'eau n'est pas toujours renseigné.



ACCESSIBILITÉ DES DOCUMENTS DE GESTION

Documents d'objectif (DOCOB): pas de centralisation à l'échelle du réseau, spécifique à chaque site. Disponible dans le site des DREAL, réserves naturelles, parcs naturels, etc.).

Contrats Natura 2000: Non disponible sur internet.

Chartes Natura 2000: Charte disponible sur certains sites web des sites Natura 2000.



AUTRES RESSOURCES

- Fiche pdf détaillée téléchargeable sur le site de l'INPN à partir du code du site
- Cartographie détaillée des habitats d'intérêt communautaire (nomenclature Corine biotope).
- Diagnostic des enjeux de conservation de la biodiversité et diagnostic socio-économique (dans le DOCOB).
- Etudes spécifiques par site selon les besoins de compléments de connaissance.
- Etudes globales à l'échelle du réseau Natura 2000 (ex: efficacité du réseau sur la protection des zones humides et masses d'eau).
- Exploitation des documents d'objectifs des sites Natura 2000 des bassins Rhône Méditerranée Corse pour les programmes de mesures des SDAGE 2016-2021 (C.a.e.i, 2014).



SERVICES RÉFÉRENTS

Financement : DREAL

Suivi scientifique et technique : DREAL / DDT

Réglementation : DDT



RESERVE NATURELLE NATIONALE

Une réserve naturelle nationale (RNN) est un espace naturel protégé terrestre, marin ou côtier d'importance nationale. Il s'agit d'un outil de type protection réglementaire. Ces espaces ont pour objectif de préserver à long terme des milieux naturels exceptionnels, fonctionnels et écologiquement représentatifs, ainsi que des espèces à forte valeur patrimoniale, des patrimoines géologiques ou paléontologiques. Elle est classée par l'Etat, avec ou sans accord des propriétaires concernés pour une durée illimitée, à la différence des réserves naturelles régionales. Les réserves naturelles nationales constituent un des outils de protection les plus forts au niveau national et bénéficient d'une forte reconnaissance pour la valeur de leur biodiversité, correspondant en général à des habitats en bon état de conservation, mais pouvant néanmoins comporter ponctuellement des habitats soumis à de fortes pressions. Selon le rapport "Chapitre 4 : Protection réglementaire des zones humides" (Agence de l'eau RM&C, 2010), les RNN sont le troisième instrument le plus utilisé en superficie pour préserver des zones humides, derrière les réserves de chasse et les sites classés. Par ailleurs, elles appartiennent, au même titre que les RNR et RNC, au réseau national "Réserve naturelle de France" dont 60% des sites sont des espaces marins ou côtiers et 3% sont des zones humides (Réserve Naturelle de France, 2015).

ÉQUIVALENCE DANS LE RÉFÉRENTIEL IUCN :

- La plupart des RNN : IV-B : Aire de gestion des habitats et des espèces, avec gouvernance partagée et gestion collaborative ou conjointe
- Réserves nationales géologiques : III-B : Monument ou élément naturel, gouvernance partagée et gestion collaborative ou conjointe
- Réserves intégrales : Ia-A ou Ia-B (Réserve naturelle intégrale avec gouvernance par le gouvernement, ou bien gouvernance partagée et gestion collaborative ou conjointe)

OBJECTIFS



- Préserver les espèces animales ou végétales et les habitats menacés sur tout ou partie du territoire national ou présentant des qualités remarquables ;
- Reconstituer les populations animales ou végétales ou leurs habitats ;
- Maintenir ou restaurer des jardins botaniques et arboretums constituant des réserves d'espèces végétales en voie de disparition, rares ou remarquables ;
- Préserver des biotopes et des formations géologiques, géomorphologiques ou spéléologiques remarquables ;
- Préserver ou créer des étapes sur les grandes voies de migration de la faune sauvage ;
- Protéger, gérer et faire découvrir ces espaces de nature.



GESTIONNAIRE(S)

La gestion d'une réserve est confiée par voie de convention à des établissements publics, des groupements d'intérêts publics ou des associations (comme les Conservatoires d'espaces naturels), à des fondations, aux propriétaires de terrains classés ou à des collectivités territoriales ou leurs groupements. C'est le préfet, représentant de l'Etat, qui désigne le gestionnaire.

Le comité consultatif de la réserve naturelle constitue un véritable parlement local regroupant l'ensemble des acteurs de la réserve (administrations territoriales et d'Etat, élus locaux, propriétaires, usagers, associations). Il est chargé de suivre et d'évaluer la gestion, et d'exprimer un avis sur toute décision concernant le fonctionnement de la réserve naturelle (article R332-17 du code de l'environnement).

Le conseil scientifique de la réserve : les gestionnaires font souvent appel à des organes consultatifs composés de scientifiques sollicités pour leurs connaissances et expertises dans des domaines variés. Les conseils scientifiques, ou comités scientifiques, ont pour mission d'assister les gestionnaires dans la gestion de l'aire protégée et d'émettre un avis sur tout projet susceptible de venir à l'encontre des objectifs de conservation. Ils apportent une réflexion et une validation scientifique. Le conseil scientifique est consulté sur le plan de gestion et peut être sollicité sur toute question à caractère scientifique de la réserve (article R332-18 du code de l'environnement).



PRÉSENCE D'UN RÉSEAU POUVANT RELAYER L'INFORMATION

Association "Réserves Naturelles de France" (RNF), soutenue par l'Etat et les Régions, qui fédère un réseau national de plus de 700 professionnels de la nature, intervenant au sein de plus de 340 réserves naturelles. Réseau d'échange d'expériences et de mise en œuvre de projets communs des réserves nationales, régionales et de Corse.



FINANCEMENT

- Principalement l'Etat, qui permet de financer en partie les frais de fonctionnement ainsi que les études et les travaux permettant de mettre en œuvre le plan de gestion.
- Le gestionnaire de la réserve peut aussi mobiliser des fonds complémentaires auprès d'autres partenaires publics ou privés (FEDER, agence de l'eau, DREAL, communes, associations, etc.) afin de financer les actions et objectifs du plan de gestion.



RÉGLEMENTATION

L'acte de classement relève d'un décret ou d'un arrêté ministériel. Le classement en réserve naturelle interdit toute destruction et toute modification du milieu. Les activités pouvant être réglementées ou interdites sont notamment la chasse, la pêche, les activités agricoles, forestières et pastorales, industrielles, l'exécution de travaux, l'extraction de matériaux, l'utilisation des eaux, la circulation du public, la divagation des animaux domestiques. Les mesures de protection mises en place sont variables selon les réserves naturelles et doivent être justifiées par les nécessités de la préservation des espèces, sans que puissent être invoqués des droits acquis sur les propriétés privées. Ainsi la réglementation est propre à chaque site.

En cas de non-respect de la réglementation relative aux réserves naturelles, les sanctions peuvent être lourdes : jusqu'à six mois d'emprisonnement et 9 000 euros d'amende pour avoir détruit ou modifié sans autorisation préalable des réserves dans leur état ou leur aspect.



DOCUMENT(S) DE GESTION

Plan de gestion: chaque réserve naturelle bénéficie d'un plan de gestion, qui définit les interventions nécessaires pour assurer la conservation, l'entretien voire la reconstitution du patrimoine naturel. Ce plan de gestion comporte:

- une description et une analyse de l'état initial de la réserve ;
- une évaluation de la valeur patrimoniale et des objectifs de gestion ;
- la présentation des objectifs de gestion, à long terme et pour la durée du plan de gestion ;
- une programmation des opérations ;
- les modalités d'évaluation du plan.



DURÉE DE LA PLANIFICATION ET FRÉQUENCE D'ACTUALISATION

Plan de gestion: durée de validité entre 5 et 10 ans (article R332-22 du code de l'environnement).



RESULTATS DES CROISEMENTS GEOGRAPHIQUES

A l'échelle nationale (informations issues de la bibliographie) :

A l'échelle des réserves naturelles nationales :

- De nombreuses réserves nationales sont des espaces importants *pour la protection des zones humides*. D'après le rapport Observatoire du Patrimoine naturel des Réserves Naturelles de France 2007 de RNF, 13% de la surface globale des RNN sont des habitats strictement humides d'après la nomenclature Corine Biotope. Pour 37 des 167 RNN, la surface en milieux humides occupe au moins la moitié de la réserve. De plus en plus, de nouvelles réserves sont créées pour protéger les zones humides. Depuis 1998, 12 nouvelles réserves importantes pour les zones humides non marines ont été créées dont deux sont classées en site RAMSAR.

A l'échelle des réserves naturelles (RNN et RNC) :

- Les réserves naturelles sont des outils de protection d'espèces végétales ou animales dont certaines sont en lien avec les habitats humides.
- 42% des espèces végétales inféodées aux habitats humides et par ailleurs protégées, menacées en France ou inscrites à la Directive Habitat-Faune-Flore (DHFF), sont présentes dans les RN (RNN et RNC confondues).
- Un tiers des mollusques protégés et/ou inscrits à la Directive Habitat-Faune-Flore (DHFF) sont présents dans les réserves naturelles (RNN et RNC confondues).
- 23 des 26 espèces autochtones d'amphibiens protégés au niveau national ou inscrits à la DHFF sont présentes dans les réserves naturelles (RNN et RNC confondues).

A l'échelle du bassin RM (résultats issus des croisements géographiques) :

- Sur les 65 RNN incluses dans le bassin RM, la totalité se trouve au droit d'une masse d'eau (toutes masses d'eau confondues*), ce qui représente une superficie cumulée d'environ 110 000 ha, et 44 d'entre elles sont intersectées par au moins une masse d'eau cours d'eau. Les masses d'eau (toutes masses d'eau confondues*) occupent environ 70% de la superficie des RNN intersectées.
- A l'échelle du bassin RM, 102 masses d'eau cours d'eau sont intersectées par des RNN, pour un linéaire cumulé d'environ 280 km de cours d'eau. Cela représente moins de 1% du linéaire total des masses d'eau cours d'eau du bassin RM. La portion de cours d'eau intersectée par une RNN représente en moyenne 10% du linéaire de la masse d'eau cours d'eau concernée.
- La région Auvergne-Rhône-Alpes concentre plus de la moitié des RNN intersectées par les masses d'eau cours d'eau dans le bassin RM et environ 60% du linéaire de masses d'eau cours d'eau intersectées par des RNN.
- Il n'y a pas de RNN dans le bassin Corse qui présente uniquement des RNC.

* la notion toutes masses d'eau confondues inclut les masses d'eau plan d'eau, cours d'eau, les masses d'eau de transition, les masses d'eau côtières et les masses d'eau souterraines en relation avérée forte ou potentiellement significative avec les milieux de surface.



APERÇU DES TYPES D'ACTIONS MENÉES SUR LES MASSES D'EAU

Exemples d'actions spécifiques issues des plans de gestions des réserves naturelles nationales pour lesquelles les enjeux de biodiversité sont fortement en lien avec les masses d'eau et les zones humides :

Plan de gestion "Ile de la Platière" (2008-2017) RNN 79:

Objectifs spécifiques à long terme :

- Préserver la bonne qualité des eaux souterraines ;
- Restaurer une dynamique fluviale permettant au fleuve de remobiliser progressivement les alluvions fines piégées par les aménagements Girardon et de retrouver des communautés pionnières fonctionnelles tout en conservant la stabilité du profil en long du lit du vieux Rhône ;
- Restaurer un peuplement d'oiseaux nicheurs, migrants et hivernants caractéristiques du fleuve.

Actions spécifiques:

- Participer à la concertation pour la gestion de la ressource en eau ;
- Suivi des paramètres de qualité de l'eau de la nappe ;
- Suivre les débits du Rhône ;
- Suivi des odonates.

Plan de gestion "Marais du Lavours" (2011-2020) RNN68: (64 ha de prairies humides soit 13% de la réserve)

Objectifs spécifiques à long terme :

- Restaurer puis maintenir le fonctionnement hydrodynamique du marais, comprenant les eaux de surface et les eaux souterraines, afin de permettre le développement des communautés végétales et animales, et en particulier celles qui sont les plus spécifiques du marais, rares ou menacées ;
- Restaurer puis maintenir en bon état de conservation les habitats naturels spécifiques des marais continentaux périfluviaux, nécessaires au développement des espèces qui leur sont inféodées, dont certaines sont devenues rares ou menacées en France et en Europe.

Actions spécifiques:

- Contrôler de façon concertée le niveau de l'eau ;
- Mettre en place un suivi régulier des amphibiens ;
- Suivre la végétation aquatique dans les principaux fossés ;
- Reprofiler un tronçon de berge en pente douce avec une ripisylve diversifiée ;
- Débroussailler manuellement les gouilles (les petites étendues d'eau), ou tester le feu dirigé hivernal.



ACCESSIBILITÉ DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET GÉOLOCALISÉE

Modalités d'accès : Les données sont téléchargeables sur le site de l'INPN dans la rubrique "Données & Outils" puis "Informations géographiques".

Modalités de mise à jour : L'INPN publie les mises à jour tous les ans, sur la base des données mises à jour fournies par les gestionnaires des données.

Liste de toutes les informations géographiques et géolocalisées accessibles : Identifiant Local, Identifiant national, Nom du site, Date de création, Date modification administrative et/ou géométrique, URL présentation du site sur INPN, Superficie, Numéro de l'acte du classement, Responsable de la gestion de l'espace, Opérateur technique, Type de donnée utilisée pour la digitalisation, année de la donnée utilisée pour la digitalisation du site, Motif du classement, Précision de la saisie, Identifiant de la réserve naturelle nationale auquel l'espace est associé, Codification pour distinguer une réserve naturelle nationale et un périmètre de protection la réserve naturelle nationale.

Remarques :

- L'échelle d'utilisation est le 1/25 000ème
- Les champs de la table attributaire ne sont pas toujours renseignés



ACCESSIBILITÉ DES DOCUMENTS DE GESTION

Plan de gestion: Téléchargeable sur le site internet des DREAL ou sur les sites officiels des réserves naturelles.



AUTRES RESSOURCES

- Cartographie détaillée des habitats naturels (nomenclature Corine biotope).
- Plan de gestion avec pour certains la cartographie des zones humides.
- Etudes spécifiques par site selon les besoins de compléments de connaissance (ex: Le rapport "La restauration de la végétation aquatique du lac d'Annecy" de SILA).



SERVICES RÉFÉRENTS

Financement : DREAL

Suivi scientifique et technique : DREAL / DDT

Réglementation : DREAL / DDT



RESERVE NATURELLE REGIONALE

Les réserves naturelles régionales présentent les mêmes caractéristiques générales que les réserves naturelles nationales. Les RNR ont pour objectif de préserver à long terme des milieux naturels exceptionnels, fonctionnels et écologiquement représentatifs, ainsi que des espèces à forte valeur patrimoniale, des patrimoines géologiques ou paléontologiques. Ces réserves sont d'importance régionale, à la différence des réserves naturelles nationales. Les RNR tout comme les RNC contribuent à la préservation des ZNIEFF et des habitats naturels d'intérêt communautaire, ainsi qu'aux plans et programme d'actions nationaux (plan d'action des zones humides par exemple) et aux engagements internationaux de la France, comme les directives européennes (par ex. une partie importante des réserves naturelles régionale est incluse dans des périmètres Natura 2000). La création d'une réserve naturelle régionale est une initiative du Conseil régional ou parfois à la demande des propriétaires concernés, à la différence des RNN, classées par l'Etat avec ou sans l'accord des propriétaires. Ce classement a une durée limitée (renouvelable) et certaines activités ne peuvent pas être réglementées (la chasse, la pêche, l'extraction de matériaux), à la différence des RNN. Il s'agit d'un outil de type protection réglementaire. Ces espaces bénéficient d'une protection forte et d'une reconnaissance pour la valeur de leur biodiversité, correspondant en général à des habitats en bon état de conservation, mais pouvant néanmoins comporter ponctuellement des habitats soumis à de fortes pressions.

ÉQUIVALENCE DANS LE RÉFÉRENTIEL IUCN :

- La plupart des RNR : IV B : Aire de gestion des habitats et des espèces, avec gouvernance partagée et gestion collaborative ou conjointe
- Certaines RNR : III B : Monument ou élément naturel, gouvernance partagée et gestion collaborative ou conjointe

OBJECTIFS



- Contribuer à la protection des ZNIEFF ;
- Préserver les habitats d'intérêt communautaire ;
- Contribuer aux plans et programme d'actions nationaux (plan d'action des zones humides) ;
- Contribuer aux engagements internationaux comme les directives européennes ;
- Protéger, gérer et faire découvrir ces espaces de nature.



GESTIONNAIRE(S)

Le gestionnaire:

La gestion d'une réserve peut être confiée par voie de convention à des établissements publics, des groupements d'intérêts publics ou des associations (comme les Conservatoires d'espaces naturels), à des fondations, aux propriétaires de terrains classés ou à des collectivités territoriales ou leurs groupements. Le gestionnaire est désigné par le Président du Conseil Régional.

Le comité consultatif: constitue un véritable parlement local regroupant l'ensemble des acteurs de la réserve (administrations territoriales et d'État, élus locaux, propriétaires, usagers, associations). Il est chargé de suivre et d'évaluer la gestion, et d'exprimer un avis sur toute décision concernant la réserve naturelle.

Le conseil scientifique de la réserve: Les gestionnaires font souvent appel à des organes consultatifs composés de scientifiques sollicités pour leurs connaissances et expertises dans des domaines variés. Les conseils scientifiques, ou comités scientifiques, ont pour rôle d'assister les gestionnaires dans la gestion de la réserve et d'émettre un avis sur tout projet susceptible de venir à l'encontre des objectifs de conservation. Ils apportent une réflexion et une validation scientifique.



PRÉSENCE D'UN RÉSEAU POUVANT RELAYER L'INFORMATION

Association "Réserves Naturelles de France" (RNF), soutenue par l'Etat et les Régions, qui fédère un réseau national de plus de 700 professionnels de la nature, intervenant au sein de plus de 340 réserves naturelles
Réseau d'échange d'expériences et de mise en œuvre de projets communs nationales, régionales et de Corse



FINANCEMENT

- Principalement par le Conseil régional
- Le gestionnaire de la réserve peut aussi mobiliser des crédits complémentaires auprès d'autres partenaires publics (FEDER, agence de l'eau, DREAL, communes, associations, etc.) ou privés pour la mise en œuvre des mesures de gestion sur le territoire de la réserve.



RÉGLEMENTATION

Contrairement à ce qui est prévu pour les réserves nationales, la réglementation ou l'interdiction de la chasse ou de la pêche, de l'extraction de matériaux et de l'utilisation des eaux n'est pas possible dans une RNR. Les mesures de protection mises en place doivent être justifiées par les nécessités de préservation des espèces ou du patrimoine géologique, sans que puissent être invoqués des droits acquis sur les propriétés privées. L'acte de classement d'une RNR permet aux sites de se soumettre à des régimes particuliers et de définir les activités interdites sur chaque site tels que les activités agricoles, pastorales et forestières, les constructions et installations diverses, etc. La réglementation est donc propre à chaque site.

**DOCUMENT(S) DE GESTION**

Plan de gestion: Il détermine les interventions nécessaires pour assurer la conservation, l'entretien voire la reconstitution du patrimoine naturel. Il comporte:

- Un diagnostic complet de l'ensemble des patrimoines.
- Une déclinaison des objectifs de gestion à long et court terme.
- Un programme opérationnel accompagné d'un phasage dans le temps et du chiffrage des actions.
- Les modalités de suivi du programme opérationnel.

**DURÉE DE LA PLANIFICATION ET FRÉQUENCE D'ACTUALISATION**

Périodicité d'actualisation du Plan de gestion variable selon les régions.



RESULTATS DES CROISEMENTS GEOGRAPHIQUES

A l'échelle du bassin RM :

- Sur les 39 RNR incluses dans le bassin RM, 36 d'entre elles se situent au droit d'une masse d'eau (toutes masses d'eau confondues*), ce qui représente une superficie cumulée d'environ 113 800 ha, et 15 d'entre elles sont intersectées par au moins une masse d'eau cours d'eau. Les masses d'eau (toutes masses d'eau confondues*) occupent en moyenne 97% de la superficie des RNR intersectées.
- A l'échelle du bassin RM, 22 masses d'eau cours d'eau sont intersectées par des RNR, pour un linéaire cumulé d'environ 45 km de cours d'eau. Cela représente bien moins de 1% du linéaire total des masses d'eau cours d'eau du bassin RM. La portion de cours d'eau intersectée par une RNR représente en moyenne 15% du linéaire de la masse d'eau cours d'eau concernée.
- La région Auvergne-Rhône-Alpes concentre un tiers des RNR intersectées par les masses d'eau cours d'eau dans le bassin RM et plus de 40% du linéaire de masses d'eau cours d'eau intersectées par des RNR.
- Il n'y a pas de RNR dans le bassin Corse qui présente uniquement des RNC.

* la notion toutes masses d'eau confondues inclut les masses d'eau plan d'eau, cours d'eau, les masses d'eau de transition, les masses d'eau côtières et les masses d'eau souterraines en relation avérée forte ou potentiellement significative avec les milieux de surface.



APERÇU DES TYPES D'ACTIONS MENÉES SUR LES MASSES D'EAU

Exemples d'actions spécifiques issues des réserves naturelles régionales pour lesquels les enjeux de biodiversité sont fortement en lien avec les masses d'eau et les zones humides :

Plan de gestion "Ile de Sainte Lucie" (Juin 2010) RNR202:

Objectifs spécifiques à long terme :

- Préserver la bonne qualité des eaux souterraines;
- Conserver le linéaire des digues à salicorne et Limoniastrum des anciens salins;
- Développer une identité de site et une représentation commune du territoire de la RNR, associant l'espace forestier, les anciens salins et le littoral.

Actions spécifiques:

- Maintenir la mosaïque d'habitats naturels d'intérêt patrimonial liée aux milieux humides et dunaires;
- Mettre en place une gestion hydraulique des salins;
- Maîtriser la fréquentation sur les digues des salins.

Plan de gestion "Tour du Valat" (2013 prévisionnel 2014) RNR1:

Objectifs spécifiques à long termes:

- Les zones humides méditerranéennes sont préservées, restaurées et valorisées par une communauté d'acteurs mobilisés au service de la biodiversité et des sociétés humaines;
- Toutes les altérations du fonctionnement hydrologique sont identifiées;
- Une étude typologique détaillée des mares est réalisée;
- Une cartographie fine des habitats est réalisée.

Actions spécifiques:

- Améliorer la communication autour des études sur la qualité de l'eau;
- Assurer la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides méditerranéennes en améliorant la compréhension de leur fonctionnement et en mobilisant une communauté d'acteurs.



ACCESSIBILITÉ DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET GÉOLOCALISÉE

Modalités d'accès : Les données sont téléchargeables sur le site de l'INPN dans la rubrique "Données & Outils" puis "Informations géographiques"

Modalités de mise à jour : L'INPN publie les mises à jour tous les mois, sur la base des données mises à jour fournies par les gestionnaires des données

Liste de toutes les informations géographiques et géolocalisées auxquelles on peut accéder : Identifiant Local, Identifiant national, Nom du site, Date de création, Date de modification administrative et/ou géométrique, URL de présentation du site sur l'INPN, Superficie, Numéro de l'acte du classement, Responsable de la gestion de l'espace, Opérateur technique, Type de donnée utilisée pour la digitalisation, Année de la donnée utilisée pour la digitalisation du site, Motif du classement, Précision de la saisie.

Remarques :

- L'échelle d'utilisation est le 1/25 000ème
- Les champs de la table attributaire ne sont pas toujours renseignés



ACCESSIBILITÉ DES DOCUMENTS DE GESTION

Plan de gestion: plus difficile à trouver sur internet que les réserves naturelles nationales, certains plans de gestions disponibles sur les sites des DREAL.



AUTRES RESSOURCES

- Cartographie détaillée des habitats naturels (Corine biotope) ;
- Cartographies des zones humides pour certaines réserves ;
- Etudes spécifiques par site selon les besoins de compléments de connaissance (ex: Le rapport "Etude des zones humides de la réserve naturelle régionale des Partias" (Puy-Saint-André, Hautes-Alpes) de LPO).



SERVICES RÉFÉRENTS

Financement : Conseil régional

Suivi scientifique et technique : Conseil régional

Réglementation : Conseil régional



RESERVE NATURELLE DE CORSE

Les réserves naturelles de Corse (RNC) présentent les mêmes caractéristiques générales que les réserves naturelles nationales et régionales. Les RNC ont pour objectif de préserver à long terme des milieux naturels exceptionnels, fonctionnels et écologiquement représentatifs, ainsi que des espèces à forte valeur patrimoniale, des patrimoines géologiques ou paléontologiques. Ces espaces bénéficient d'une protection forte et d'une reconnaissance pour la valeur de leur biodiversité, correspondant en général à des habitats en bon état de conservation, mais pouvant néanmoins comporter ponctuellement des habitats soumis à de fortes pressions. Il s'agit d'un outil de type protection réglementaire.

Les RNC, comme les RNR, contribuent à la préservation des ZNIEFF et des habitats naturels d'intérêt communautaires, à des plans et des programmes d'actions nationaux (plan d'action des zones humides) et à des engagements internationaux comme les directives européennes (par ex. une partie importante des réserves naturelles de Corse est incluse dans des périmètres Natura 2000). Les 7 RNC actuelles sont administrées depuis 2002 par la Collectivité de Corse. Ces espaces sont gérés par des structures différentes : associations, parc naturel régional, Collectivité de Corse, Office de l'Environnement de la Corse.

L'essentiel du territoire couvert par ces réserves est constitué d'écosystèmes marins, littoraux ou micro-insulaires et de montagne (lacs). Ils sont donc fortement liés aux masses d'eau.

ÉQUIVALENCE DANS LE RÉFÉRENTIEL IUCN :

- IV B : Aire de gestion des habitats et des espèces, avec gouvernance partagée et gestion collaborative ou conjointe

OBJECTIFS



- Contribuer à la protection des ZNIEFF ;
- Contribuer aux plans et programmes d'actions nationaux (ex : plan d'action des zones humides) ;
- Mettre en œuvre la réglementation communautaire ou les obligations résultant d'engagements internationaux ;
- Préserver les espèces animales ou végétales et habitats en voie de disparition ou remarquables ;
- Reconstituer les populations animales ou végétales ou leurs habitats ;
- Préserver les biotopes et les formations géologiques, géomorphologiques ou spéléologiques remarquables ;
- Préserver ou constituer des étapes sur les grandes voies de migration de la faune sauvage ;
- Améliorer les connaissances ;
- Être des laboratoires du milieu vivant essentiels à la compréhension du fonctionnement des écosystèmes, de la biodiversité et de ses menaces ainsi que des phénomènes globaux comme le changement climatique ;
- Communiquer et sensibiliser.



GESTIONNAIRE(S)

Le gestionnaire : La gestion d'une RNC peut être confiée par voie de convention à des établissements publics, des groupements d'intérêts publics ou des associations, à des fondations, aux propriétaires de terrains classés ou à des collectivités territoriales ou leurs groupements. Le gestionnaire est désigné par arrêté du Président du Conseil Exécutif de Corse.

Le comité consultatif : il constitue un véritable parlement local regroupant l'ensemble des acteurs de la réserve (administrations territoriales et d'État, élus locaux, propriétaires, usagers, associations). Il est chargé de suivre et d'évaluer la gestion, et d'exprimer un avis sur toute décision concernant la réserve naturelle.

Le conseil scientifique de la réserve : Les gestionnaires font souvent appel à des organes consultatifs composés de scientifiques sollicités pour leurs connaissances et expertises dans des domaines variés. Les conseils scientifiques ont pour rôle d'assister les gestionnaires dans la gestion de la réserve et d'émettre un avis sur tous projets susceptibles de venir à l'encontre des objectifs de conservation. Ils apportent une réflexion et une validation scientifique.



PRÉSENCE D'UN RÉSEAU POUVANT RELAYER L'INFORMATION

Association "Réserves Naturelles de France" (RNF), soutenue par l'Etat et les Régions, qui fédère un réseau national de plus de 700 professionnels de la nature, intervenant au sein de plus de 340 réserves naturelles
Réseau d'échange d'expériences et de mise en œuvre de projets communs nationales, régionales et de Corse



FINANCEMENT

- Essentiellement la Collectivité de Corse
- Le gestionnaire de la réserve peut aussi mobiliser des fonds complémentaires auprès d'autres partenaires publics (FEDER, agence de l'eau, collectivités locales, associations, etc.) ou privés.



RÉGLEMENTATION

Contrairement à ce qui est prévu pour les réserves naturelles nationales, la réglementation ou l'interdiction du survol et de l'extraction de matériaux n'est pas possible dans les RNC créées à l'initiative de la Collectivité de Corse. Les mesures de protection mises en place doivent être justifiées par les nécessités de préservation des espèces ou du patrimoine géologique, sans que puissent être invoqués des droits acquis sur les propriétés privées. L'acte de classement d'une RNC, d'une durée illimitée, permet aux sites de se soumettre à des régimes particuliers et de définir les activités interdites ou réglementées sur chaque site tels que la chasse ou la pêche, les activités agricoles, pastorales et forestières, les constructions et installations diverses, etc. La réglementation est donc propre à chaque réserve.

En cas de non-respect de la réglementation relative aux réserves naturelles, les sanctions peuvent être lourdes : jusqu'à six mois d'emprisonnement et 9 000 euros d'amende pour avoir détruit ou modifié sans autorisation préalable des réserves dans leur état ou leur aspect.

**DOCUMENT(S) DE GESTION**

Plan de gestion: Il détermine les interventions nécessaires pour assurer la conservation, l'entretien voire la reconstitution du patrimoine naturel. Il comporte :

- un diagnostic complet de l'ensemble des patrimoines.
- une déclinaison des objectifs de gestion à long et court terme.
- un programme opérationnel accompagné d'un phasage dans le temps et du chiffrage des actions.
- des modalités de suivi du programme opérationnel.

**DURÉE DE LA PLANIFICATION ET FRÉQUENCE D'ACTUALISATION**

Sur un échantillon de 3 plans de gestion de RNC, la périodicité de mise à jour est de 5 ans.



RESULTATS DES CROISEMENTS GEOGRAPHIQUES

Informations issues de la bibliographie :

Toutes les réserves naturelles de Corse ont un lien fort avec les masses d'eau.

- Les sept réserves naturelles couvrent 83 425 ha : 96 % en milieu marin, un peu plus de 2 % sur le littoral et le reste en zones humides.
- 2 des 7 réserves sont labellisées site RAMSAR (l'étang de Biguglia et Tre Padule de Suartone). Les réserves naturelles de Corse abritent de nombreuses espèces protégées et rares inféodées aux milieux humides.
- L'étang de Biguglia est une des rares stations françaises d'hibiscus à cinq fruits.

Résultats des croisements géographiques :

- Les 7 RNC incluses dans le bassin de Corse se situent au droit d'une masse d'eau (toutes masses d'eau confondues*), ce qui représente une superficie cumulée d'environ 43 000 ha, et 3 d'entre elles sont intersectées par au moins une masse d'eau cours d'eau. Les masses d'eau (toutes masses d'eau confondues*) occupent en moyenne 50% de la superficie des RNC intersectées. La superficie des masses d'eau (toutes masses d'eau confondues*) intersectées par une RNC représente 4% de la superficie totale des masses d'eau du bassin de Corse.
- A l'échelle du bassin de Corse, 8 masses d'eau cours d'eau sont intersectées par des RNC, pour un linéaire cumulé d'environ 11 km de cours d'eau. Cela représente moins de 1% du linéaire total des masses d'eau cours d'eau du bassin de Corse. La portion de cours d'eau intersectée par une RNC représente en moyenne 18% du linéaire de la masse d'eau cours d'eau concernée.

* la notion toutes masses d'eau confondues inclut les masses d'eau plan d'eau, cours d'eau, les masses d'eau de transition, les masses d'eau côtières et les masses d'eau souterraines en relation avérée forte ou potentiellement significative avec les milieux de surface.



APERÇU DES TYPES D'ACTIONS MENÉES SUR LES MASSES D'EAU

Exemples d'actions spécifiques des RNC pour lesquels les enjeux de biodiversité sont fortement en lien avec les masses d'eau et les zones humides :

Plan de gestion " la réserve naturelle de Scandola" (2014-2018) :

Objectifs spécifiques à long terme:

- Conserver la diversité des milieux et des habitats ;
- Maintenir la diversité des espèces ;
- Conserver la qualité du milieu ;
- Gérer et encadrer les activités humaines en mer.

Actions spécifiques:

- Étude des populations de poissons ;
- Valorisation des 35 années de suivi continu des espèces marines et terrestres de la réserve ;
- Poursuite de la diffusion de la carte des protections de l'espace littoral et marin de Corse.

Plan de gestion "La réserve naturelle de l'étang du Biguglia" (2014-2018) :

Objectifs spécifiques à long terme:

- Maintenir un équilibre entre l'activité professionnelle de pêche et la ressource halieutique ;
- Maintenir les fonctions de réservoir biologique de la réserve ;
- Poursuivre l'acquisition des connaissances sur la fonctionnalité de l'étang et des espèces ;
- Assurer le suivi des indicateurs de bon fonctionnement de la zone humide.

Actions spécifiques:

- Étude de l'influence de la gestion des flux hydrologiques sur la répartition spatio-temporelle des peuplements phytoplanctoniques de l'étang ;
- Étude des stocks halieutiques de la réserve naturelle de l'étang de Biguglia ;
- Suivi des populations nicheuses d'oiseaux d'eau ;
- Suivi cartographique et qualitatif des herbiers aquatiques.



ACCESSIBILITÉ DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET GÉOLOCALISÉE

Modalités d'accès : Les données sont téléchargeables sur le site de l'INPN dans la rubrique "Données & Outils" puis "Informations géographiques"

Modalités de mise à jour : L'INPN publie les mises à jour tous les ans, sur la base des données mises à jour fournies par les gestionnaires des données.

Liste de toutes les informations géographiques et géolocalisées auxquelles on peut accéder : Identifiant Local, Identifiant national, Nom du site, Date de création, URL de présentation du site sur l'INPN, Superficie, Numéro de l'acte du classement, Responsable de la gestion de l'espace, Opérateur technique, Type de donnée utilisée pour la digitalisation, année de la donnée utilisée pour la digitalisation du site, Motif du classement, Précision de la saisie.

Remarques :

- L'échelle d'utilisation est le 1/25 000ème
- Les champs de la table attributaire ne sont pas toujours renseignés



ACCESSIBILITÉ DES DOCUMENTS DE GESTION

Plan de gestion : spécifique à chaque site, pas de centralisation à l'échelle du réseau. 3 plans de gestion sur 5 sont disponibles sur le site officiel de la Collectivité de Corse et l'office de l'environnement de la Corse. 2 RNC, créés en 2017 et 2018, ne disposent pas encore de plan de gestion.



AUTRES RESSOURCES

- Certains plans de gestion de RNC sont disponibles sur le site officiel de la Collectivité de Corse et de l'Office de l'environnement de la Corse.
- Cartographie détaillée des habitats naturels (Corine biotope).
- Recensement des zones humides par l'office de l'environnement de la Corse.



SERVICES RÉFÉRENTS

Financement : Collectivité de Corse

Suivi scientifique et technique : Office de l'Environnement de la Corse

Réglementation : Collectivité de Corse (et DREAL/DDTM pour les RNC créées par l'Etat)



ARRETE PREFECTORAL DE PROTECTION DE BIOTOPES

Les arrêtés préfectoraux de protection de biotope (APPB) sont des aires protégées à caractère réglementaire, créées par arrêté préfectoral. Elles ont pour objectif de prévenir, par des mesures réglementaires spécifiques de préservation de leurs biotopes, la disparition de certaines espèces protégées.

L'arrêté de biotope est un des instruments le plus utilisé et le plus simple à mettre en œuvre pour protéger les zones humides. En superficie, il est le cinquième instrument le plus utilisé pour protéger les zones humides (Agence de l'eau RM&C, 2010).

ÉQUIVALENCE DANS LE RÉFÉRENTIEL IUCN :

IV-A : Aire de gestion des habitats et des espèces, gouvernance par le gouvernement

OBJECTIFS



- Prévenir la disparition des espèces protégées (espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées) par des mesures réglementaires visant à conserver les biotopes nécessaires à leur alimentation, à leur reproduction, à leur repos ou à leur survie.
- Limiter ou supprimer des actions ou activités pouvant nuire à la conservation du ou des biotopes ou encore certaines activités agricoles telles que l'épandage de produits antiparasitaires, l'emploi de pesticides, etc.

**GESTIONNAIRE(S)**

Pas de gestionnaire, sauf si l'APPB est situé au sein d'un autre espace naturel protégé.

**PRÉSENCE D'UN RÉSEAU POUVANT RELAYER L'INFORMATION**

Pas de réseau

**FINANCEMENT**

Aucun

**RÉGLEMENTATION**

L'initiative de la création des APPB appartient à l'Etat sous la responsabilité du préfet. Les inventaires scientifiques servent de base à la définition des projets. La procédure de création d'une protection de biotope peut être rapide. L'arrêté est pris après avis de la commission départementale des sites siégeant en formation de protection de la nature et de la chambre départementale d'agriculture. Lorsque des biotopes sont situés sur des terrains soumis au régime forestier, l'avis du directeur régional de l'Office national des forêts est également sollicité. La décision d'institution de mesures de protection appartient au préfet ou au ministre des pêches maritimes lorsque les mesures concernent le domaine public maritime.

La réglementation instituée par l'APPB consiste essentiellement en interdictions d'actions ou d'activités pouvant nuire à l'objectif de conservation du ou des biotopes. Les interdictions édictées visent le plus souvent l'écobuage, le brûlage des chaumes, le brûlage ou broyage de végétaux sur pied, la destruction de talus ou de haies, les constructions, la création de plans d'eau, la chasse, la pêche, certaines activités agricoles comme l'épandage de produits antiparasitaires ou l'emploi de pesticides, les activités minières et industrielles, le camping, les activités sportives (telles que motonautisme ou planche à voile par exemple), la circulation du public, le survol aérien en-dessous d'une certaine altitude, la cueillette...

Outre les interdictions visées ci-dessus, l'arrêté peut également prévoir des mesures visant à améliorer le biotope, par exemple en imposant aux propriétaires de négocier en fin de bail le retour en prairies de terrains labourés.

Les arrêtés de protection de biotope n'ont pas vocation à avoir une durée illimitée, mais doivent être limités dans le temps en fonction de la durée nécessaire au rétablissement de la ou des espèces concernées.

**DOCUMENT(S) DE GESTION**

La gestion est uniquement définie par une liste de réglementations et il n'y a donc pas de plan de gestion.

**DURÉE DE LA PLANIFICATION ET FRÉQUENCE D'ACTUALISATION**

Pas de mise à jour, mais durée pouvant être limitée.



RESULTATS DES CROISEMENTS GEOGRAPHIQUES

À l'échelle nationale (informations issues de la bibliographie) :

De nombreux APPB concernent directement les masses d'eau. Selon l'AFB, 22,7% des APPB concernent des eaux non marines, 20,3% des marais et tourbières et 5,2% des milieux marins.

À l'échelle des bassins RM et C (résultats issus des croisements géographiques) :

- Sur les 302 APPB inclus dans le bassin RM, 289 se situent au droit d'une masse d'eau (toutes masses d'eau confondues*), ce qui représente une superficie cumulée d'environ 96 000 ha. 115 APPB sont intersectés par au moins une masse d'eau cours d'eau. Les masses d'eau (toutes masses d'eau confondues*) occupent environ 80% de la superficie des APPB intersectés.
- A l'échelle du bassin RM, 204 masses d'eau cours d'eau sont intersectées par des APPB, pour un linéaire cumulé d'environ 470 km de cours d'eau. Cela représente légèrement plus d'1% du linéaire total des masses d'eau cours d'eau du bassin RM. La portion de cours d'eau intersectée par un APPB représente en moyenne 10% du linéaire de la masse d'eau cours d'eau concernée.
- La région ARA concentre plus de 50% des APPB intersectés par les masses d'eau cours d'eau dans le bassin RM et environ 30% du linéaire des masses d'eau cours d'eau intersectées par des PNR.
- Sur 37 APPB inclus dans le bassin Corse, 6 sont intersectés par au moins une masse d'eau cours d'eau, ce qui représente un linéaire de cours d'eau cumulé de 4,6 km.

* la notion toutes masses d'eau confondues inclut les masses d'eau plan d'eau, cours d'eau, les masses d'eau de transition, les masses d'eau côtières et les masses d'eau souterraines en relation avérée forte ou potentiellement significative avec les milieux de surface.



APERÇU DES TYPES D'ACTIONS MENÉES SUR LES MASSES D'EAU

Arrêté inter-préfectoral de protection de biotope du 20 mai 2015 "Basse vallée de la Savoureuse" :

Objectifs spécifiques :

Préserver les écosystèmes alluviaux résiduels interdépartementaux de la rivière Savoureuse Faune et flore protégées : Trèfle strié, Butome en ombelle, Cuivré des marais, Triton palmé, Lézard des souches, Lézard vivipare, Chabot, Truite fario, Aigrette garzette, Martin pêcheur, Milan noir, Pic cendré, Pie-grièche écorcheur

Arrêté préfectoral de protection de biotope du 1er juillet 2009 sur L'Écrevisse à pattes blanches et la faune patrimoniale associée :

Objectifs spécifiques :

Préserver les ruisseaux et leurs pourtours nécessaires à la reproduction, à l'alimentation, au repos et à la survie des espèces concernées.

Activités réglementées :

- Dans le lit mineur : sont interdits la circulation de tous véhicules, l'accès des chevaux et piétons en dehors des ouvrages aménagés à cet effet ; la pose de clôtures permanentes en travers du lit ; pénétration du bétail dans le lit ; le stockage des rémanents, ...
- Dans le périmètre proche (20 m) : sont interdits la création de fossés ou la pose de drains aboutissant au cours d'eau ; la conversion des prairies en culture et le labour des prairies naturelles ; le prélèvement d'eau à l'exception des prélèvements autorisés ou déclarés ; l'utilisation de produits phytosanitaires ; l'épandage et le stockage de fumier, de lisiers, de boues de STEP, de compost et d'engrais minéraux ; la plantation d'essences végétales spécifiques ; la mise à nu des sols, notamment par coupe rase ou dessouchage ; ...
- Dans le périmètre global (100 m) : l'emploi de produits phytosanitaires et les prélèvements en eau sont réglementés ; la création, l'extension et la remise en eau de plans d'eau permanents ou temporaires sont interdites, la gestion des cours d'eau doit être de type patrimoniale, sans introduction de poissons ou d'autres espèces aquatiques, ...

**ACCESSIBILITÉ DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET GÉOLOCALISÉE**

Modalités d'accès : Les données sont téléchargeables sur le site de l'INPN dans la rubrique "Données & Outils" puis "Informations géographiques"

Modalités de mise à jour : L'INPN publie les mises à jour tous les ans, sur la base des données mises à jour fournies par les gestionnaires des données,

Liste de toutes les informations géographiques et géolocalisées auxquelles on peut accéder :

Identifiant Local, Identifiant national, Nom du site, Date de création, Date de modification administrative et/ou géométrique, URL de présentation du site sur l'INPN, Superficie, Numéro de l'acte du classement, Type de donnée utilisée pour la digitalisation, année de la donnée utilisée pour la digitalisation du site, Motif du classement, Précision de la saisie

Remarques :

- L'échelle d'utilisation est le 1/25 000ème
- Les champs de la table attributaire ne sont pas toujours renseignés

**ACCESSIBILITÉ DES DOCUMENTS DE GESTION**

Les arrêtés de protection de biotope (APB) sont généralement disponibles sur internet.

**AUTRES RESSOURCES**

- Cartographie détaillée des habitats communautaires (CORINE biotope)

**SERVICES RÉFÉRENTS**

Financement : pas de financement

Suivi scientifique et technique : DREAL

Réglementation : DDT / DREAL



RESERVOIR BIOLOGIQUE DES SDAGE

Les réservoirs biologiques sont nécessaires au maintien ou à l'atteinte du bon état écologique des cours d'eau d'un bassin versant et à la préservation de la biodiversité à l'échelle des bassins versants. Ils contribuent à ce titre aux objectifs des schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE) (aujourd'hui intégrés au sein des schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET)) en constituant à la fois des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques de la trame bleue.

D'après l'article L.214-108 du code de l'environnement, les cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux susceptibles de jouer le rôle de réservoirs biologiques doivent répondre à deux critères :

- contenir une ou plusieurs zones de reproduction ou d'habitat des espèces identifiées dans l'annexe V de la DCE (phytoplanctons, macrophytes et phytobenthos, faune benthique invertébrée ou ichtyofaune) ;
- permettre la répartition de ces espèces dans un ou plusieurs cours d'eau du bassin versant.

Les réservoirs biologiques correspondent donc :

- à un tronçon de cours d'eau ou une annexe hydraulique qui va jouer le rôle de pépinière, de « fournisseur » d'espèces susceptibles de coloniser une zone naturellement ou artificiellement appauvrie (réensemencement du milieu) ;
- ou à des aires où les espèces peuvent accéder à l'ensemble des habitats naturels nécessaires à l'accomplissement des principales phases de leur cycle biologique (reproduction, abri-repos, croissance, alimentation) (CGEDD, 2012).

Un réservoir biologique peut donc être :

- un tronçon élémentaire de cours d'eau, ou une agrégation de tronçons élémentaires,
- ou une masse d'eau au sens de la DCE.

Pour jouer pleinement leur rôle de réservoirs, la libre circulation latérale et longitudinale des espèces doit être assurée au sein de ces réservoirs et entre les réservoirs et les autres milieux aquatiques dont ils permettent de soutenir les éléments biologiques. La notion de réservoir biologique va ainsi au-delà de la seule circulation des espèces amphihalines et prend en compte les déplacements entre plusieurs zones de vie au sein d'une même rivière (CGEDD, 2012).

Le classement des cours d'eau en liste 1 (qui implique le fait qu'aucune autorisation ou concession ne peut être accordée pour la construction de nouveaux ouvrages s'ils constituent un obstacle à la continuité écologique) constitue un outil de préservation des réservoirs biologiques. Le fait qu'ils soient des éléments constitutifs des SRCE (aujourd'hui intégrés au sein des SRADDET) représente également une plus-value pour leur préservation).

NB : La liste 1 comprend les réservoirs biologiques du SDAGE, les cours d'eau en très bon état écologique et les cours d'eau nécessitant une protection complète des poissons migrateurs amphihalins (alose, lamproie marine et anguille dans le bassin Rhône-Méditerranée). Les cours d'eau classés en liste 1 constituent des milieux importants pour certaines espèces sensibles ou pour les grands migrateurs. La liste des cours d'eau est mise à jour en tant que de besoin après l'adoption du SDAGE pour intégrer les nouveaux enjeux.

Les réservoirs biologiques sont identifiés sur la base d'aires présentant une richesse biologique reconnue (inventaires scientifiques ou statuts de protection) et de la présence d'espèces patrimoniales révélatrices d'un bon fonctionnement des milieux aquatiques en termes de continuité écologique.

ÉQUIVALENCE DANS LE RÉFÉRENTIEL IUCN :

Outil spécifique aux cours d'eau français et non classable dans le référentiel UICN.

OBJECTIFS



Identifier les zones qui jouent un rôle de pépinière et celles au sein desquelles les espèces peuvent accéder à l'ensemble des habitats naturels pour mieux les préserver.



GESTIONNAIRE(S)

L'identification de réservoirs biologiques n'implique pas de gestion. Ils sont identifiés dans chacun des bassins versants hydrologiques de France. Leur liste figure dans chaque SDAGE.

Il est possible que des réservoirs soient inclus dans d'autres outils de gestion de la biodiversité (PNR, RNN, etc.). C'est alors le gestionnaire de cet outil ou le syndicat de rivière / EPTB correspondant qui mettra en œuvre les actions prévues sur ces espaces, en impliquant l'Agence de l'eau et les services de l'État. Le SDAGE RM précise que toute opportunité qui concourt à renforcer la fonction d'essaimage d'un réservoir biologique est à saisir.

Par ailleurs, afin d'en assurer la non-dégradation à long terme, les services de l'État intègrent les réservoirs biologiques dans leurs stratégies départementales d'instruction des dossiers « loi sur l'eau » et veillent à leur bonne prise en compte par les projets d'aménagement susceptibles de les impacter directement ou indirectement. Ils s'assurent notamment de la mise en œuvre exemplaire de la séquence ERC par les porteurs de projet dans le cadre des procédures d'autorisation relatives aux polices de l'environnement (police de l'eau, des installations classées et des carrières). Une vigilance particulière est attendue pour que les solutions d'évitement soient étudiées.



PRÉSENCE D'UN RÉSEAU POUVANT RELAYER L'INFORMATION

Pas de réseau.



FINANCEMENT

Le financement d'actions pouvant concourir à renforcer la fonction d'essaimage d'un réservoir biologique peut être potentiellement porté par :

- l'Agence de l'eau
- l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (Onema), aujourd'hui intégré à l'Agence française pour la biodiversité (AFB)
- les fédérations de pêche, ...



RÉGLEMENTATION

Sur les réservoirs biologiques étant dans le SDAGE, ils héritent de la portée réglementaire et juridique de celui-ci.

Sur les réservoirs biologiques classés en Liste 1, la construction de nouveaux ouvrages est interdite si ceux-ci constituent un obstacle à la continuité écologique.

**DOCUMENT(S) DE GESTION**

Les SDAGE peuvent prévoir des dispositions spécifiques aux réservoirs biologiques. C'est le cas des SDAGE RM et C via les dispositions 6A-03 "préserver les réservoirs biologiques et poursuivre leur caractérisation" (SDAGE RM) et 3B-03 "Identifier et préserver des réservoirs biologiques" (SDAGE Corse).

**DURÉE DE LA PLANIFICATION ET FRÉQUENCE D'ACTUALISATION**

Tout comme la liste des réservoirs biologiques, les dispositions du SDAGE les concernant sont susceptibles d'être mises à jour à chaque nouveau cycle de programmation, c'est-à-dire tous les 6 ans.

**RESULTATS DES CROISEMENTS GEOGRAPHIQUES**

Dans le bassin Rhône-Méditerranée, le linéaire de cours d'eau identifié en tant que réservoir biologique s'élève à environ 23 800 km. 81 % des réservoirs biologiques sont situés sur des cours d'eau classés en liste 1 (BRLi, 2018).

Dans le bassin Corse, le linéaire cumulé de cours d'eau identifié en tant que réservoir biologique s'élève à environ 1180 km. 74 % des réservoirs biologiques sont situés sur des cours d'eau classés en liste 1 (BRLi, 2018).

**APERÇU DES TYPES D' ACTIONS MENÉES SUR LES MASSES D'EAU**

Les SDAGE RM et C précisent que toutes les mesures nécessaires au maintien de leur fonctionnement, et donc de leur rôle de réservoirs à l'échelle des bassins versants, doivent être envisagées et mises en œuvre (ex: reconquête de la continuité latérale et longitudinale, restauration d'annexes hydrauliques, ...)



ACCESSIBILITÉ DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET GÉOLOCALISÉE

Modalités d'accès : Les données sont téléchargeables sur le portail du bassin de Corse dans la rubrique "Téléchargement" puis "SDAGE 2016-2021" et sur le portail du bassin Rhône-Méditerranée dans la rubrique "Gestion de l'eau" puis "SDAGE 2016 - 2021" et "Les 9 OF(s)".

Modalités de mise à jour : Si besoin, la liste des réservoirs biologiques est mise à jour à chaque nouveau cycle de programmation (tous les 5 ans).

Liste de toutes les informations géographiques et géolocalisées auxquelles on peut accéder : Identifiant du site, nom du site, Code de la masse d'eau, Indication sur la présence ou non de frayères, Espèces visées par le classement en réservoir biologique, Type de migration utilisé par les espèces visées

Remarques :

- Il existe des différences entre les informations disponibles dans les tables attributaires du bassin RM et du bassin Corse.



ACCESSIBILITÉ DES DOCUMENTS DE GESTION

Le SDAGE est disponible sur le site internet *eaufrance* pour le bassin Rhône-Méditerranée et sur le site officiel de la collectivité territoriale de Corse pour le bassin Corse.



AUTRES RESSOURCES

- Liste des réservoirs indiquée dans les SDAGE
- Fiches individuelles de chaque réservoir biologique disponible sur le site internet "data.gouv"
- Les réservoirs biologiques, au même titre que les autres tronçons de cours d'eau, peuvent faire l'objet d'inventaires, de caractérisations dans le cadre d'études à l'échelle d'un bassin versant (SAGE, EVP, contrats de rivières, études piscicoles, etc.).



SERVICES RÉFÉRENTS

Financement : DREAL de bassin

Suivi scientifique et technique : DREAL de bassin

Réglementation : DREAL de bassin



CŒUR DE PARC NATIONAL

Les parcs nationaux sont des espaces terrestres ou maritimes dont le milieu naturel et, le cas échéant, le patrimoine culturel, « présentent un intérêt spécial » (art. L331-1 du code de l'environnement) et recèlent une richesse écologique exceptionnelle. Ils sont composés de deux entités :

- Un ou plusieurs cœurs définis comme des espaces terrestres et maritimes à protéger (objet de la présente fiche), sur lesquels s'applique un haut niveau de protection, via une réglementation spécifique définie par son décret de création et par la charte du parc national (modalités d'application de la réglementation dans les cœurs). Il s'agit d'un outil de type protection réglementaire. Au sein de ceux-ci, une zone appelée réserve intégrale peut être instituée afin d'assurer, dans un but scientifique, une protection plus forte de certains éléments de la faune et de la flore (cas des PN de Port-Cros et des Écrins) ;
- Une aire d'adhésion définie comme tout ou partie du territoire des communes qui, ayant vocation à faire partie du parc national en raison notamment de leur continuité géographique ou de leur solidarité écologique avec le cœur, ont décidé d'adhérer à la charte du parc national et de concourir volontairement à cette protection (anciennement « zone périphérique »).

On compte aujourd'hui dix parcs nationaux en France. Sept sont situés en métropole dont la majorité dans le bassin Rhône-Méditerranée : la Vanoise (créé en 1963), Port-Cros (1963), les Pyrénées (1967), les Cévennes (1970), les Écrins (1973), le Mercantour (1979) et les Calanques (2012) (PNF, 2013).

Les cœurs de parcs nationaux bénéficient d'une protection forte et d'une forte reconnaissance pour la valeur de leur biodiversité, correspondant en général à des habitats en bon état de conservation (tout particulièrement dans les réserves intégrales), mais pouvant néanmoins comporter ponctuellement des habitats soumis à de fortes pressions.

ÉQUIVALENCE DANS LE RÉFÉRENTIEL IUCN :

Catégorie II-B : Parc national, avec gouvernance partagée et gestion collaborative, sauf Parc national des Cévennes : V-B : paysage terrestre ou marin protégé, avec gouvernance partagée et gestion collaborative

OBJECTIFS



- Préserver des territoires présentant un intérêt spécial des dégradations et des atteintes susceptibles d'altérer leur diversité, leur composition, l'aspect et l'évolution du milieu naturel, particulièrement la faune, la flore, le sous-sol, l'atmosphère et les eaux, les paysages et le patrimoine culturel
- Développer la connaissance et le suivi scientifique des patrimoines
- Conserver, gérer et si besoin restaurer les patrimoines naturels, culturels et paysagers
- Favoriser les usages contribuant à la préservation des patrimoines et au développement durable
- Faire du classement en parc national un atout pour le territoire
- Sensibiliser, animer, éduquer aux enjeux de la préservation des patrimoines de ces territoires
- Offrir au public un accueil de qualité compatible avec les objectifs de préservation des patrimoines
- Faire participer des acteurs locaux à la gouvernance des parcs nationaux
- Contribuer aux politiques régionales de développement durable et de protection des patrimoines
- Contribuer aux politiques nationales de développement durable et de protection des patrimoines
- Contribuer aux politiques européennes et internationales de protection des patrimoines



GESTIONNAIRE(S)

Un parc national est géré par trois niveaux d'entités (PNF, 2018) :

- Les instances délibératives : la gouvernance des parcs nationaux est assurée par un conseil d'administration (CA), composé de représentants de l'État, d'élus locaux, de scientifiques et d'usagers du territoire. Les acteurs locaux détiennent la majorité au sein du CA. Le bureau, émanation du conseil d'administration, prépare les travaux et suit l'exécution des décisions du CA.
- L'établissement public du Parc : il est chargé de gérer le parc et d'appliquer la réglementation en vigueur dans les cœurs. Il est dirigé par un directeur et un directeur adjoint, et inclut des chargés de mission dans différents domaines (patrimoine naturel, développement rural, communication, etc.), ainsi que du personnel de terrain réparti sur le territoire du parc (chefs de secteur, gardes moniteurs). Il est placé sous la tutelle du ministère en charge de l'écologie.
- Les instances consultatives : le conseil scientifique et le conseil économique, social et culturel, composés de personnalités qualifiées dans leurs domaines respectifs. Ils ont pour mission d'assister le conseil d'administration et le directeur dans leurs prises de décision en fournissant des avis argumentés.



PRÉSENCE D'UN RÉSEAU POUVANT RELAYER L'INFORMATION

Agence française pour la biodiversité (AFB)



FINANCEMENT

Fonctionnement:

La majeure partie du budget de fonctionnement (et donc du budget total) est constituée par la subvention pour charges de service public (SCSP), subvention publique versée par le ministère de tutelle. Celle-ci constituait en moyenne 75 % du budget total des parcs nationaux français en 2015. Le reste du budget de fonctionnement est assuré par des subventions provenant d'autres organismes que l'État (cofinancements de la région, de l'Union européenne), par des ressources propres des parcs nationaux (prestations d'études, ventes de produits, etc.), et parfois par des ressources fiscales (taxe Barnier sur les traversées maritimes).

Investissement:

Le budget d'investissement était à l'origine constitué d'une subvention d'État, dont le niveau a largement diminué au cours des dernières années. Les niveaux d'investissement des parcs nationaux semblent s'uniformiser et converger vers une valeur située autour de 0,5 M€ par an. La contraction des moyens tend actuellement à réduire la capacité d'action des parcs nationaux, alors qu'ils ont pour mission d'entreprendre des actions de grande ampleur, de réaliser certaines actions comme la mise en cohérence de la signalétique, l'entretien des petits équipements, la sensibilisation à l'environnement, des expérimentations en cœur de parc et d'intervenir en aire d'adhésion (par ex. : études, accompagnement du développement durable, etc.). Les parcs sont donc globalement en recherche de mécanismes de financements additionnels, par exemple par des cofinancements renforcés avec les agences de l'eau (CGDD, 2018).



RÉGLEMENTATION

Dans le cœur du parc, les activités humaines sont strictement encadrées par la réglementation des parcs nationaux, fondée sur le décret de création, sur les modalités d'application de la réglementation dans les cœurs, qui font l'objet d'un chapitre spécifique dans la charte du parc national et sur les actes dérivés de l'établissement public.

La plupart des activités humaines qui pourraient nuire à la conservation de la biodiversité y sont ainsi réglementées ou interdites. Globalement, la réglementation opposable au sein des cœurs de parc soumet "à un régime particulier et, le cas échéant, à une interdiction, la chasse et la pêche, les activités commerciales, l'extraction des matériaux non concessibles, l'utilisation des eaux, la circulation du public quel que soit le moyen emprunté, le survol du cœur du parc à une hauteur inférieure à 1 000 mètres du sol, toute action susceptible de nuire au développement naturel de la faune et de la flore et, plus généralement, d'altérer le caractère du parc national" (art. L331-4-1 du code de l'environnement). L'établissement public du parc national a également vocation à encadrer les activités agricoles, pastorales et forestières.

Ainsi, certains travaux relevant d'une étude d'impact et pouvant affecter de façon notable les cœurs terrestres ne peuvent être autorisés qu'après avis conforme de l'établissement. On notera enfin que les documents, schémas, plans et programme d'orientations (ScoT, etc.) comme les décisions politiques au droit d'un parc doivent être cohérents avec les documents de gestion de celui-ci.

**DOCUMENT(S) DE GESTION**

Il existe trois grands types de documents qui fondent la gestion des parcs nationaux :

- Le décret de création propre à chaque parc, qui définit les règles générales de protection applicables dans le cœur du parc.
- La charte du parc national, élaborée en concertation avec les élus et acteurs locaux, définit 1) les objectifs de protection et les modalités d'application de la réglementation dans le ou les cœurs et 2) les orientations de gestion durable dans l'aire d'adhésion, basées sur l'engagement volontaire des communes de l'aire d'adhésion, et ayant vocation à être mises en œuvre de manière contractuelle. Sa durée de validité est de 15 ans.
- Le programme d'aménagement contient les orientations et les principes directeurs qui précisent le cadre de travail des équipes de chacun des services et des secteurs du parc national. Le programme d'aménagement est décliné au niveau des services et des secteurs au travers de documents dénommés plans de gestion. Ces derniers déclinent et détaillent les objectifs du programme d'aménagement sur le plan thématique (service) et géographique (territoire du secteur, réserve intégrale, cœurs, aire d'adhésion).

**DURÉE DE LA PLANIFICATION ET FRÉQUENCE D'ACTUALISATION**

Le décret de création est valable sur une période indéterminée, jusqu'à sa modification ou son abrogation.

Une nouvelle charte doit être élaborée tous les 15 ans.

Les programmes d'aménagement ont une validité de 5 ans.



RESULTATS DES CROISEMENTS GEOGRAPHIQUES

Les périmètres des parcs nationaux englobent d'importantes zones humides et milieux aquatiques : glaciers, moraines, lacs, zones humides d'altitude, têtes de bassins versants (Écrins, Vanoise, Mercantour, Cévennes) et zones littorales (Port-Cros, Calanques).

Résultats des croisements géographiques :

- Sur les 6 cœurs de Parcs nationaux inclus dans le bassin RM, la totalité se trouve au droit d'une masse d'eau (toutes masses d'eau confondues*), ce qui représente une superficie cumulée d'environ 267 500 ha, et 4 d'entre elles sont intersectées par au moins une masse d'eau cours d'eau. Les masses d'eau (toutes masses d'eau confondues*) occupent environ 60% de la superficie des cœurs de Parcs nationaux intersectés.
- A l'échelle du bassin RM, 100 masses d'eau cours d'eau sont intersectées par des cœurs de Parcs nationaux, pour un linéaire cumulé d'environ 520 km de cours d'eau. Cela représente bien moins de 1% du linéaire total des masses d'eau cours d'eau du bassin RM. La portion de cours d'eau intersectée par des cœurs de Parcs nationaux représente en moyenne 35% du linéaire de la masse d'eau cours d'eau concernée.
- La région Provence-Alpes-Côte-D'azur concentre environ 55% du linéaire de masses d'eau cours d'eau intersectées par des cœurs de Parcs nationaux.
- Il n'y pas de Parc national en Corse.

* la notion toutes masses d'eau confondues inclut les masses d'eau plan d'eau, cours d'eau, les masses d'eau de transition, les masses d'eau côtières et les masses d'eau souterraines en relation avérée forte ou potentiellement significative avec les milieux de surface.



APERÇU DES TYPES D' ACTIONS MENÉES SUR LES MASSES D'EAU

L'ensemble des parcs nationaux développent des programmes visant la gestion et la préservation de l'eau et des milieux aquatiques.

À titre d'exemple :

- Le parc national des Cévennes présente ainsi dans sa charte plusieurs objectifs de protection visant à garantir des cours d'eau et des milieux de qualité (réduction des traitements phytosanitaires, gestion quantitative et optimisation de l'utilisation de l'eau, etc.) et de mettre en place une gestion patrimoniale des ressources piscicoles ;
- Le parc national du Mercantour exprime dans sa charte l'ambition d'engager plusieurs actions contractuelles contribuant à la préservation des milieux aquatiques : maintenir les continuités écologiques des torrents, restaurer le fonctionnement naturel des lacs d'altitude et protéger les zones humides des perturbations d'origine humaine.



ACCESSIBILITÉ DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET GÉOLOCALISÉE

Modalités d'accès : Les données sont téléchargeables sur le site de l'INPN dans la rubrique "Données & Outils" puis "Informations géographiques"

Modalités de mise à jour : L'INPN publie les mises à jour tous les mois, sur la base des données mises à jour fournies par les gestionnaires des données,

Liste de toutes les informations géographiques et géolocalisées auxquelles on peut accéder : Identifiant Local, Identifiant national, Nom du site, Date de création, Date de modification administrative et/ou géométrique, URL de présentation du site sur l'INPN, Superficie, Numéro de l'acte du classement, Responsable de la gestion de l'espace, Opérateur technique, Type de donnée utilisée pour la digitalisation, année de la donnée utilisée pour la digitalisation du site, Motif du classement, Précision de la saisie, Identifiant du périmètre de parc national (cœur/aire d'adhésion) auquel l'espace est associé, Codification utilisée pour distinguer le cœur de parc national et l'aire d'adhésion.

Remarque :

- L'échelle d'utilisation est le 1/25 000ème



ACCESSIBILITÉ DES DOCUMENTS DE GESTION

Les documents de gestion relatifs aux Parcs nationaux sont généralement téléchargeables directement sur les sites des Établissements publics des Parcs nationaux concernés.



AUTRES RESSOURCES

Modalités d'accès : Les données sont téléchargeables sur le site de l'INPN dans la rubrique "Données & Outils" puis "Informations géographiques"

Modalités de mise à jour : L'INPN publie les mises à jour tous les mois, sur la base des données mises à jour fournies par les gestionnaires des données,

Liste de toutes les informations géographiques et géolocalisées auxquelles on peut accéder : Identifiant Local, Identifiant national, Nom du site, Date de création, Date de modification administrative et/ou géométrique, URL de présentation du site sur l'INPN, Superficie, Numéro de l'acte du classement, Responsable de la gestion de l'espace, Opérateur technique, Type de donnée utilisée pour la digitalisation, année de la donnée utilisée pour la digitalisation du site, Motif du classement, Précision de la saisie, Identifiant du périmètre de parc national (cœur/aire d'adhésion) auquel l'espace est associé, Codification utilisée pour distinguer le cœur de parc national et l'aire d'adhésion.

Remarques :

- L'échelle d'utilisation est le 1/25 000ème



SERVICES RÉFÉRENTS

Les documents de gestion relatifs aux Parcs nationaux sont généralement téléchargeables directement sur les sites des Établissements publics des Parcs nationaux concernés.



RESERVE BIOLOGIQUE DIRIGEE

Le statut de réserve biologique est spécifique aux forêts de l'Etat (domaniales) et aux forêts des collectivités gérées par L'Office National des Forêts (ONF).

Les réserves biologiques dirigées (RBD) concernent des milieux ou espèces remarquables qui nécessitent en général une gestion conservatoire particulière. Les interventions du gestionnaire sur le milieu sont orientées vers l'objectif de conservation des espèces ou milieux remarquables.

Le plus souvent, les RBD concernent des milieux ouverts (tourbières et autres milieux humides, pelouses sèches, landes, milieux dunaires), plus ou moins enclavés dans la forêt. Sans intervention, ces milieux risqueraient de se fermer par le développement naturel de la végétation forestière et de perdre leur richesse floristique et faunistique. Les activités telles que la sylviculture, la circulation du public et la chasse sont restreintes ou interdites en fonction de leur compatibilité avec les objectifs de la réserve. Elles sont créées par arrêté, interministériel (Écologie et Agriculture), garant de leur pérennité.

Ces espaces bénéficient d'une protection forte et d'une forte reconnaissance pour la valeur de leur biodiversité, correspondant en général à des habitats en bon état de conservation, mais pouvant néanmoins comporter ponctuellement des habitats soumis à de fortes pressions.

ÉQUIVALENCE DANS LE RÉFÉRENTIEL IUCN :

IV- A : Aire de gestion des habitats ou des espèces, avec gouvernance par le gouvernement

OBJECTIFS



Préserver des milieux et des espèces remarquables dans les espaces forestiers

**GESTIONNAIRE(S)**

Office national des Forêts

**PRÉSENCE D'UN RÉSEAU POUVANT RELAYER L'INFORMATION**

L'Office National des Forêts a de fait la fonction de coordination du réseau des Réserves biologiques.

**FINANCEMENT**

Etat, ONF et collectivités territoriales

**RÉGLEMENTATION**

C'est au cas par cas qu'un arrêté fixe la réglementation propre à chaque RBD. L'accès et les usages (cueillette, etc.) peuvent être limités voire interdits, en fonction de la présence d'espèces vulnérables (flore fragile, faune sensible au dérangement), de milieux particulièrement sensibles, ou pour des motifs de sécurité du public (danger des arbres morts).

**DOCUMENT(S) DE GESTION****Plan de gestion :**

L'ONF élabore le dossier de création, qui constitue également le premier plan de gestion de la réserve. Il comporte un projet de réglementation, soumis préalablement à avis du préfet et des maires concernés et doit être approuvé par le CNPN (Conseil national du patrimoine naturel). Le plan de gestion comporte :

- un diagnostic complet de l'ensemble des patrimoines ;
- une déclinaison des grands objectifs de gestion à long et court terme ;
- la réglementation qui s'applique sur la réserve biologique ;
- un programme opérationnel accompagné d'un phasage dans le temps et du chiffrage des actions ;
- les modalités de suivi du programme opérationnel.

Comité consultatif de gestion: peut être créé localement pour améliorer et/ou valider la gestion de chaque réserve ou d'un groupe de réserves.

**DURÉE DE LA PLANIFICATION ET FRÉQUENCE D'ACTUALISATION**

Plan de gestion: périodicité de mise à jour variable, le plus souvent 10 ans



RESULTATS DES CROISEMENTS GEOGRAPHIQUES

À l'échelle nationale (informations issues de la bibliographie) - RBD et RBI confondues :

Les réserves biologiques concernent fortement les zones humides.

- En 2001, 4 % des surfaces des RB protégeaient des forêts alluviales. En outre, elles abritaient, sur un peu moins de la moitié de leur superficie, une large palette d'habitats non forestiers, dont des zones humides : marais et tourbières (29%), mares et étangs (4%), mais également des prairies humides.
- D'après une enquête effectuée en 1999 portant sur 80 réserves biologiques, les superficies en zones humides couvraient environ 1 217 ha, dont environ 50 % de forêts et de fourrés alluviaux. Ce chiffre pourrait néanmoins être sous-estimé, car dans presque la moitié des cas, il n'a pas été possible de préciser la superficie des zones humides concernées.
- L'ONZH (Observatoire National des Zones Humides) estime pour sa part que 1 315 ha de zones humides d'importance majeure se situent en réserves biologiques (IFEN, 2008, Fiche indicateur Protection)
- Le réseau des réserves biologiques joue également un rôle non négligeable dans la préservation des espèces protégées. Ainsi, ces réserves abritent de nombreuses espèces végétales protégées des zones tourbeuses (40% des espèces de marais et de tourbières de plaine, 34% des espèces de tourbières de plaine, 34% des espèces de tourbières de montagnes) et des lacs et de mares d'altitude (62%). S'agissant des espèces animales protégées, elles accueillent la totalité des espèces d'amphibiens protégées, 40 % des espèces de poissons protégées, 40 % des espèces de lépidoptères protégées et 20 % des espèces d'odonates protégées.

À l'échelle des bassins RM et C (résultats issus des croisements géographiques) - RBD uniquement :

- Sur les 45 RBD incluses dans le bassin RM, 44 se situent au droit d'une masse d'eau (toutes masses d'eau confondues*), ce qui représente une superficie cumulée d'environ 11 000 ha. 18 sont intersectées par au moins une masse d'eau cours d'eau. Les masses d'eau (toutes masses d'eau confondues*) occupent environ 80% de la superficie des RBD intersectées.
- A l'échelle du bassin RM, 21 masses d'eau cours d'eau sont intersectées par des RBD, pour un linéaire cumulé d'environ 38 km de cours d'eau. Cela représente bien moins de 1% du linéaire total des masses d'eau cours d'eau du bassin RM. La portion de cours d'eau intersectée par une RBD représente en moyenne 9% du linéaire de la masse d'eau cours d'eau concernée.
- La région PACA concentre un tiers des RBD intersectées par les masses d'eau cours d'eau dans le bassin RM et environ 45% du linéaire des masses d'eau cours d'eau intersectées par des RBD.
- Sur les 4 RBD incluses dans le bassin Corse, la totalité se trouve au droit d'une masse d'eau (toutes masses d'eau confondues*), ce qui représente une superficie cumulée d'environ 360 ha. Bien moins de 1% des masses d'eau du bassin Corse sont intersectées par des RBD (toutes masses d'eau confondues*). Les masses d'eau (toutes masses d'eau confondues*) occupent environ 100% de la superficie des RBD intersectées.
- Sur les 4 RBD incluses dans le bassin Corse, 2 se situent au droit d'une masse d'eau cours d'eau. 2 masses d'eau cours d'eau sont concernées pour environ 1 km de linéaire cumulé de cours d'eau.

* la notion toutes masses d'eau confondues inclut les masses d'eau plan d'eau, cours d'eau, les masses d'eau de transition, les masses d'eau côtières et les masses d'eau souterraines en relation avérée forte ou potentiellement significative avec les milieux de surface.



APERÇU DES TYPES D' ACTIONS MENÉES SUR LES MASSES D'EAU

Le plus souvent, les actions conduites dans le cadre des RBD prévoient le maintien de milieux ouverts au sein des forêts, en particulier des zones humides. D'autres actions peuvent également concerner les zones humides, en particulier :

- la réalisation de travaux de gestion hydraulique, pour maintenir ou restaurer des zones humides ;
- la lutte contre des espèces exotiques envahissantes.

Les zones humides ciblées peuvent être des forêts alluviales, des têtes de bassin versant en milieu forestier ou d'autres types de zones humides.



ACCESSIBILITÉ DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET GÉOLOCALISÉE

Modalités d'accès : Les données sont téléchargeables sur le site de l'INPN dans la rubrique "Données & Outils" puis "Informations géographiques"

Modalités de mise à jour : L'INPN publie les mises à jour tous les ans, sur la base des données mises à jour fournies par les gestionnaires des données,

Liste de toutes les informations géographiques et géolocalisées auxquelles on peut accéder :

Identifiant Local, Identifiant national, Nom du site, Date de création, URL présentation du site sur INPN, Superficie, Numéro de l'acte du classement, Type de donnée utilisée pour la digitalisation, Motif du classement, Précision de la saisie, Indique si la réserve biologique est mixte c'est-à-dire voisine d'une réserve biologique intégrale ou dirigée, Codification utilisée pour distinguer si l'objet correspond à une réserve biologique intégrale ou à une réserve biologique dirigée.

Remarques :

- L'échelle d'utilisation est le 1/25 000ème
- Les champs de la table attributaire ne sont pas toujours renseignés



ACCESSIBILITÉ DES DOCUMENTS DE GESTION

Plans de gestion : Les plans de gestion des RBD ne sont pas tous accessibles sur Internet.



AUTRES RESSOURCES

/



SERVICES RÉFÉRENTS

Financement : ONF

Suivi scientifique et technique : ONF

Réglementation : ONF



RESERVE BIOLOGIQUE INTEGRALE

Le statut de réserve biologique est spécifique aux forêts de l'Etat (domaniales) et aux forêts des collectivités gérées par L'ONF.

Les RBI sont des espaces-témoins voués à la libre évolution des forêts. Si les plus anciennes ont été créées il y a plus de 60 ans, c'est depuis les années 1990 que l'ONF a entrepris de constituer un réseau national représentatif de toute la diversité des milieux forestiers, des plus communs (mais typiques de grandes régions naturelles) jusqu'aux plus remarquables. Les RBI sont des observatoires de la dynamique naturelle des forêts sur le long terme, notamment dans le contexte des changements climatiques. Elles sont aussi des conservatoires de formes de biodiversité plus rare dans les forêts exploitées : insectes et champignons liés au bois mort, etc. L'exploitation forestière y est interdite. Elles sont créées par arrêté, interministériel (Écologie et Agriculture), garant de leur pérennité.

Ces espaces bénéficient d'une protection forte et d'une forte reconnaissance pour la valeur de leur biodiversité, correspondant en général à des habitats en bon état de conservation, mais pouvant néanmoins comporter ponctuellement des habitats soumis à de fortes pressions.

ÉQUIVALENCE DANS LE RÉFÉRENTIEL IUCN :

Ia-A : Réserve naturelle intégrale, avec gouvernance par le gouvernement

OBJECTIFS



- Maintenir des espaces forestiers témoins en libre évolution

**GESTIONNAIRE(S)**

Office national des forêts

**PRÉSENCE D'UN RÉSEAU POUVANT RELAYER L'INFORMATION**

L'Office National des Forêts a de fait la fonction de coordination du réseau des Réserves biologiques.

**FINANCEMENT**

Etat, ONF, collectivités territoriales

**RÉGLEMENTATION**

C'est au cas par cas qu'un arrêté fixe la réglementation propre à chaque RBI. On retrouve généralement certaines constantes : interdiction de l'exploitation forestière, interdiction de la chasse au petit gibier. Mais le terme "intégral" ne signifie pas que toute activité est interdite : il vise avant tout les activités sylvicoles, tandis que l'accès du public reste souvent possible sous conditions. Il n'est pas rare qu'un sentier de randonnée balisé traverse une réserve biologique et permette sa découverte.

Seuls certains actes de gestion sont possibles :

- sécuriser des itinéraires de circulation qui longent ou traversent les RBI : sentiers pédestres balisés, chemins, routes ;
- réguler les ongulés par la chasse pour préserver les équilibres naturels entre faune et flore en l'absence de prédateurs ;
- éliminer des espèces exotiques.

**DOCUMENT(S) DE GESTION****Plan de gestion :**

L'ONF élabore le dossier de création, qui constitue également le premier plan de gestion de la réserve. Il comporte un projet de réglementation, soumis préalablement à avis du préfet et des maires concernés et doit être approuvé par le CNPN (Conseil national du patrimoine naturel). Le plan de gestion comporte :

- un diagnostic complet de l'ensemble des patrimoines ;
- une déclinaison des grands objectifs de gestion à long et court terme ;
- la réglementation qui s'applique sur la réserve biologique ;
- un programme opérationnel accompagné d'un phasage dans le temps et du chiffrage des actions ;
- les modalités de suivi du programme opérationnel.

Comité consultatif de gestion: peut être créé localement pour améliorer et/ou valider la gestion de chaque réserve ou d'un groupe de réserves.

**DURÉE DE LA PLANIFICATION ET FRÉQUENCE D'ACTUALISATION**

Plan de gestion: périodicité de mise à jour variable, le plus souvent 10 ans



RESULTATS DES CROISEMENTS GEOGRAPHIQUES

A l'échelle nationale (informations issues de la bibliographie) - RBD et RBI confondues :

Les réserves biologiques concernent fortement les zones humides.

- En 2001, 4 % des surfaces des RB protégeaient des forêts alluviales. En outre, elles abritaient, sur un peu moins de la moitié de leur superficie, une large palette d'habitats non forestiers, dont des zones humides : marais et tourbières (29%), mares et étangs (4%), mais également des prairies humides.
- D'après une enquête effectuée en 1999 portant sur 80 réserves biologiques, les superficies en zones humides couvraient environ 1 217 ha, dont environ 50 % de forêts et de fourrés alluviaux. Ce chiffre pourrait néanmoins être sous-estimé, car dans presque la moitié des cas, il n'a pas été possible de préciser la superficie des zones humides concernées.
- L'ONZH (Observatoire National des Zones Humides) estime pour sa part que 1 315 ha de zones humides d'importance majeure se situent en réserves biologiques (IFEN, 2008, Fiche indicateur Protection)
- Le réseau des réserves biologiques joue également un rôle non négligeable dans la préservation des espèces protégées. Ainsi, ces réserves abritent de nombreuses espèces végétales protégées des zones tourbeuses (40% des espèces de marais et de tourbières de plaine, 34% des espèces de tourbières de plaine, 34% des espèces de tourbières de montagnes) et des lacs et de mares d'altitude (62%). S'agissant des espèces animales protégées, elles accueillent la totalité des espèces d'amphibiens protégées, 40 % des espèces de poissons protégées, 40 % des espèces de lépidoptères protégées et 20 % des espèces d'odonates protégées.

A l'échelle des bassins RM et C (résultats issus des croisements géographiques) - RBI uniquement :

- Sur les 22 RBI incluses dans le bassin RM, la totalité se situe au droit d'une masse d'eau (toutes masses d'eau confondues*), ce qui représente une superficie cumulée d'environ 1 000 ha. 6 sont intersectées par au moins une masse d'eau cours d'eau. Les masses d'eau (toutes masses d'eau confondues*) occupent environ 95% de la superficie des RBI intersectées.
- A l'échelle du bassin RM, 9 masses d'eau cours d'eau sont intersectées par des RBI, pour un linéaire cumulé d'environ 26 km de cours d'eau. Cela représente bien moins de 1% du linéaire total des masses d'eau cours d'eau du bassin RM. La portion de cours d'eau intersectée par une RBI représente en moyenne 19% du linéaire de la masse d'eau cours d'eau concernée.
- Les régions PACA et ARA se partagent les RBI intersectées par les masses d'eau cours d'eau dans le bassin RM. Environ 90% du linéaire des masses d'eau cours d'eau intersectées par des RBI se trouve en région PACA contre 10% en région ARA.
- Sur les 4 RBI incluses dans le bassin Corse, la totalité se trouve au droit d'une masse d'eau (toutes masses d'eau confondues*), ce qui représente une superficie cumulée d'environ 1 300 ha. Bien moins de 1% des masses d'eau du bassin Corse sont intersectées par des RBI (toutes masses d'eau confondues*). Les masses d'eau (toutes masses d'eau confondues*) occupent 100% de la superficie des RBD intersectées.
- Sur les 4 RBI incluses dans le bassin Corse, 2 se situent au droit d'une masse d'eau cours d'eau. 2 masses d'eau cours d'eau sont concernées pour environ 7 km de linéaire cumulé de cours d'eau.

* la notion toutes masses d'eau confondues inclut les masses d'eau plan d'eau, cours d'eau, les masses d'eau de transition, les masses d'eau côtières et les masses d'eau souterraines en relation avérée forte ou potentiellement significative avec les milieux de surface.



APERÇU DES TYPES D' ACTIONS MENÉES SUR LES MASSES D'EAU

Actions fortes de conservation des forêts alluviales, des zones humides, des têtes de bassin versant en milieu forestier.

**ACCESSIBILITÉ DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET GÉOLOCALISÉE**

Modalités d'accès : Les données sont téléchargeables sur le site de l'INPN dans la rubrique "Données & Outils" puis "Informations géographiques"

Modalités de mise à jour : L'INPN publie les mises à jour tous les ans, sur la base des données mises à jour fournies par les gestionnaires des données,

Liste de toutes les informations géographiques et géolocalisées auxquelles on peut accéder :

Identifiant Local, Identifiant national, Nom du site, Date de création, URL présentation du site sur INPN, Superficie, Numéro de l'acte du classement, Type de donnée utilisée pour la digitalisation, Motif du classement, Précision de la saisie, Indique si la réserve biologique est mixte c'est-à-dire voisine d'une réserve biologique intégrale ou dirigée, Codification utilisée pour distinguer si l'objet correspond à une réserve biologique intégrale ou à une réserve biologique dirigée.

Remarques :

- L'échelle d'utilisation est le 1/25 000ème
- Les champs de la table attributaire ne sont pas toujours renseignés

**ACCESSIBILITÉ DES DOCUMENTS DE GESTION**

Plans de gestion : Les plans de gestion des RBD ne sont pas tous accessibles sur Internet.

**AUTRES RESSOURCES**

/

**SERVICES RÉFÉRENTS**

Financement : ONF

Suivi scientifique et technique : ONF

Réglementation : ONF



RESERVE NATIONALE DE CHASSE ET DE FAUNE SAUVAGE

Les Réserves nationale de chasse et de faune sauvage (RNCFS) constituent une catégorie particulière de réserve de chasse et de faune sauvage (RCFS), sélectionnée pour son intérêt scientifique ou en raison de la présence d'espèces patrimoniales. Les RNCFS se différencient des RCFS par leur superficie importante, le suivi régulier qui y est mis en place et l'existence d'un comité directeur. Selon le cas, les RNCFS sont instituées à la demande de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage après avis de la Fédération nationale des chasseurs (FNC), ou à l'initiative de tout établissement public qui en assure la gestion après avis de l'ONCFS et de la FNC. Ces espaces protégés recouvrent une grande diversité de milieux et abritent une faune très variée. Il s'agit d'un outil de type protection réglementaire. Il existe une dizaine de réserves nationales de chasse et de faune sauvage en France métropolitaine dont 4 dans le bassin Rhône-Méditerranée et Corse (Caroux-Espinouse, Les Bauges, Belledonne, Orlu). Les RNCFS hébergent environ 55% des espèces d'oiseaux inscrites à l'annexe I de la Directive européenne Oiseaux.

ÉQUIVALENCE DANS LE RÉFÉRENTIEL IUCN :

IV-A : Aire de gestion des habitats ou des espèces, avec gouvernance par le gouvernement

OBJECTIFS



- Protéger les populations d'oiseaux migrateurs conformément aux engagements internationaux ;
- Assurer la protection des milieux naturels indispensables à la sauvegarde d'espèces menacées ;
- Favoriser la mise au point d'outils de gestion des espèces de faune sauvage et de leurs habitats ;
- Contribuer au développement durable de la chasse au sein des territoires ruraux.



GESTIONNAIRE(S)

L'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) est chargé de superviser la gestion des RNCFS. Pour certaines d'entre elles, il partage la gestion avec l'Office national des forêts (ONF) et/ou un Parc naturel régional (PNR).

Chaque RNCFS comporte :

Un comité directeur, présidé par le préfet et comprenant notamment les directeurs de l'ONCFS, de l'ONF, des présidents de fédérations de chasseurs, des représentants de collectivités territoriales. Ce comité a une fonction exclusivement consultative.

Un directeur, désigné par le préfet, sur proposition de l'organisme gestionnaire de la réserve. Le directeur détient le pouvoir de gestion de la réserve dans les conditions de l'arrêté constitutif de celle-ci. A ce titre, il prépare le programme annuel des actions à entreprendre et les propositions de financement afférentes. Par ailleurs, les captures de gibier sont effectuées à sa demande ; il tient un état de ces captures et en rend compte au comité directeur.

Les missions assurées par le gestionnaire sont les suivantes :

- La protection d'espèces de la faune sauvage et de leurs habitats ;
- La réalisation d'études scientifiques et techniques ;
- La mise au point de modèles de gestion cynégétique et de gestion des habitats de la faune sauvage ;
- La formation des personnels spécialisés ;
- L'information du public ;
- La capture, à des fins de repeuplement, d'espèces appartenant à la faune sauvage.



PRÉSENCE D'UN RÉSEAU POUVANT RELAYER L'INFORMATION

Les RNCFS sont organisées en un réseau national sous la responsabilité et la coordination de l'ONCFS et de la fédération nationale des chasseurs. L'objectif est de « constituer des territoires de références ». L'ONCFS remet annuellement au ministre chargé de la chasse un rapport qui rend compte des actions du réseau en matière de protection de la faune sauvage et de ses habitats et de maintien des équilibres biologiques.



FINANCEMENT

Les gestionnaires (principalement l'ONCFS, qui gère 8 des 14 RNCFS, dont les Bauges et le Caroux-Espinouse) financent la préservation des RNCFS.



RÉGLEMENTATION

Tout acte de chasse est interdit. Toutefois, l'arrêté d'institution peut prévoir la possibilité d'exécuter un plan de chasse ou un plan de gestion, lorsque celui-ci est nécessaire au maintien des équilibres biologiques et agrosylvocynégétiques. Ce plan doit être compatible avec la préservation du gibier et de sa tranquillité.

Des captures de gibier à des fins scientifiques ou de repeuplement peuvent être autorisées dans la réserve, sous certaines conditions.

**DOCUMENT(S) DE GESTION**

Plan de gestion: Il détermine les interventions nécessaires pour assurer la conservation, l'entretien voire la reconstitution du patrimoine naturel. Il comporte:

- un diagnostic complet de la faune sauvage, de l'ensemble des patrimoines, du contexte socio-économique et des enjeux de gestion,
- une présentation détaillée des objectifs à long et court terme,
- la liste des opérations permettant d'atteindre les objectifs.

**DURÉE DE LA PLANIFICATION ET FRÉQUENCE D'ACTUALISATION**

Plan de gestion: renouvelé tous les 5 ans



RESULTATS DES CROISEMENTS GEOGRAPHIQUES

A l'échelle nationale (informations issues de la bibliographie) :

D'après Les milieux naturels protégés dans 152 zones humides du Service de l'Observation et des Statistiques (2011), les zones humides des RNCFS recouvrent 11 336 ha sur 36 549 ha des zones humides étudiées à l'échelle de la France métropolitaine. Parmi ces zones humides, 6 764 ha sont considérées d'importance majeure selon l'Observatoire National des Zones Humides. Aujourd'hui ces valeurs doivent être revues à la hausse car une nouvelle réserve s'est ajoutée à la liste des Réserves nationales de Chasse et Faune Sauvage. Contrairement à d'autres sites tels que les réserves naturelles nationales et les arrêtés préfectoraux de protection biotope, la part de zones humides protégées par les RNCFS n'a que faiblement augmenté de 1990 à 2008.

A l'échelle des bassins RM et C (résultats issus des croisements géographiques) :

- Sur les 4 RNCFS incluses dans le bassin RM, la totalité se trouve au droit d'une masse d'eau (toutes masses d'eau confondues*), ce qui représente une superficie cumulée d'environ 9 000 ha, et 3 d'entre elles sont intersectées par au moins une masse d'eau cours d'eau. Les masses d'eau (toutes masses d'eau confondues*) occupent environ 65% de la superficie des RNN intersectées.
- A l'échelle du bassin RM, 5 masses d'eau cours d'eau sont intersectées par des RNCFS, pour un linéaire cumulé d'environ 26 km de cours d'eau. Cela représente bien moins de 1% du linéaire total des masses d'eau cours d'eau du bassin RM. La portion de cours d'eau intersectée par une RNCFS représente en moyenne 60% du linéaire de la masse d'eau cours d'eau concernée.
- La région Auvergne-Rhône-Alpes concentre 2 des 3 RNCFS intersectées par les masses d'eau cours d'eau dans le bassin RM et environ 85% du linéaire de masses d'eau cours d'eau intersectées par des RNCFS. La 3ème RNCFS intersectée par les masses d'eau cours d'eau est située en Occitanie pour un linéaire de cours d'eau intersecté de 4 km.
- Il n'y a pas de RNCFS dans le bassin Corse qui présente uniquement des RNC.

* la notion toutes masses d'eau confondues inclut les masses d'eau plan d'eau, cours d'eau, les masses d'eau de transition, les masses d'eau côtières et les masses d'eau souterraines en relation avérée forte ou potentiellement significative avec les milieux de surface.



APERÇU DES TYPES D'ACTIONS MENÉES SUR LES MASSES D'EAU

Plan de gestion de la réserve nationale de chasse et de faune sauvage du lac du Der et des étangs d'Outines et d'Arrigny 2016-2025 (située hors bassins RM et C) :

Objectifs spécifiques à long terme:

- Maintenir la diversité biologique de la réserve par la préservation des habitats et de réseaux écologiques fonctionnels ;
- Poursuivre les études nécessaires sur les espèces et habitats pour mieux les protéger et les favoriser ;
- Valoriser le patrimoine naturel et la gestion de la réserve et sensibiliser les publics, les acteurs et les gestionnaires du territoire.

Actions spécifiques:

- Répartition des actions pour le poste de garde zones humides et concertation continue entre les organismes dans le cadre de la gestion de la RNCFS ;
- Suivi du niveau d'eau toutes les deux semaines, tout au long de l'année : Lecture du niveau des eaux sur la règle limnimétrique placée à chaque bonde de vidange des étangs.
- Surveillance du site et des actions menées par le pisciculteur pour veiller au respect du cahier des charges, essentiellement durant les périodes de pêche et de repoissonnement.



ACCESSIBILITÉ DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET GÉOLOCALISÉE

Modalités d'accès : Les données sont téléchargeables sur le site de l'INPN dans la rubrique "Données & Outils" puis "Informations géographiques"

Modalités de mise à jour : L'INPN publie les mises à jour tous les ans, sur la base des données mises à jour fournies par les gestionnaires des données,

Liste de toutes les informations géographiques et géolocalisées auxquelles on peut accéder : Identifiant Local, Identifiant national, Nom du site, Date de création, URL de présentation du site sur l'INPN, Superficie, Numéro de l'acte du classement, Responsable de la gestion de l'espace, Opérateur technique, Type de donnée utilisée pour la digitalisation, année de la donnée utilisée pour la digitalisation du site, Motif du classement, Précision de la saisie.

Remarques :

- L'échelle d'utilisation est le 1/25 000ème
- Les champs de la table attributaire ne sont pas toujours renseignés



ACCESSIBILITÉ DES DOCUMENTS DE GESTION

Plan de gestion : généralement disponible sur les sites internet de l'ONCFS, de l'ONF ou des Parcs naturels régionaux.



AUTRES RESSOURCES

- Rapport d'activité disponible sur le site officiel de l'ONCFS ;
- Rapports ou études des zones humides contenues dans les RNCFS sur le site officiel de l'ONCFS.



SERVICES RÉFÉRENTS

Financement : ONCFS

Suivi scientifique et technique : ONCFS

Réglementation : ONCFS



ESPACE NATUREL SENSIBLE

Les Espaces Naturels Sensibles (ENS) des départements sont un outil de protection par acquisition foncière, institué par la loi du 31 décembre 1976. Ils concernent des espaces dont le caractère naturel est menacé et rendu vulnérable, actuellement ou potentiellement, soit en raison de la pression urbaine ou du développement des activités économiques ou de loisirs, soit en raison d'un intérêt particulier eu égard à la qualité du site ou aux caractéristiques des espèces végétales ou animales qui s'y trouvent. Ces espaces sont protégés pour être ouverts au public, mais on admet que la sur fréquentation ne doit pas mettre en péril leur fonction de protection. Une gestion des milieux avec plan de gestion, et suivi et évaluation environnementale scientifique est recommandée.

L'ENS est un outil de protection par la maîtrise foncière puis de gestion par les départements. Il peut également être complété par une réglementation spécifique et des mesures contractuelles ou concertées, en fonction des orientations adoptées par les Conseils départementaux en matière de choix d'acquisition et des possibilités qui leurs sont offertes dans le cadre de leurs compétences.

ÉQUIVALENCE DANS LE RÉFÉRENTIEL IUCN :

V-B (Paysage terrestre ou marin protégé) ou VI-B (Aire protégée de ressources naturelles gérées), avec gouvernance partagée et gestion collaborative

OBJECTIFS



Les ENS ont pour objectif de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels ; mais également d'aménager ces espaces pour être ouverts au public, sauf exception justifiée par la fragilité du milieu naturel.



GESTIONNAIRE(S)

Conseils départementaux. Ils assurent les missions suivantes :

- Acquisition d'espaces sensibles ;
- Gestion et réhabilitation des terrains ;
- Ouverture raisonnée au public ;
- Dans certains cas, préservation de champs d'expansion des crues.



PRÉSENCE D'UN RÉSEAU POUVANT RELAYER L'INFORMATION

Réseau national des ENS porté par l'Assemblée des départements de France.



FINANCEMENT

- Taxe départementale des espaces naturels sensibles (TDENS), remplacée depuis le 1er janvier 2012 par la part départementale de la taxe d'aménagement (TA), dont le taux est voté par les départements. Elle permet de financer l'acquisition, l'aménagement et l'entretien et la gestion de tout espace naturel.
- Des partenaires (Agence de l'eau, Conseil Régional...) peuvent contribuer au financement de la gestion des sites.



RÉGLEMENTATION

Les départements disposent d'un droit de préemption dans les zones identifiées comme sensibles. Ce droit peut être exercé directement par le Conseil départemental ou par substitution par le Conservatoire du littoral ou les communes.

Le Conseil départemental peut ensuite passer des conventions avec des propriétaires publics ou privés en vue de l'ouverture au public. En tant que propriétaire, il peut passer des conventions d'usage avec des acteurs du territoire en charge de la gestion des sites.

En revanche, il n'existe pas de réglementation particulière attachée au statut d'ENS.



DOCUMENT(S) DE GESTION

- **La charte des ENS:** L'Assemblée des départements de France a adopté en 2006 la "Charte des espaces naturels sensibles" afin d'assurer une cohérence des politiques départementales des ENS. La charte précise certains éléments qui ne figuraient pas initialement dans le texte de loi, comme la possibilité de financer les études, les personnels dédiés, les actions d'animation, de communication, d'éducation et de sensibilisation à la politique des ENS. La charte prévoit, dans le cadre de la mise en place d'une politique ENS, l'appui d'un conseil scientifique et l'élaboration d'une procédure d'évaluation, fondée sur des indicateurs (nombre d'habitats et d'espèces prioritaires préservés par la politique ENS, nombre de nouveaux sites, nombre de plans de gestion réalisés...).

- **Le schéma départemental des ENS:** il définit les objectifs et moyens d'intervention à court et à long terme des espaces naturels sensibles présents dans le département. La réalisation du schéma ne relève d'aucune obligation, mais du volontarisme des Conseils départementaux souhaitant disposer d'un outil structurant leur politique des ENS. les trois quarts des départements français sont dotés d'un schéma des ENS ou d'un document aux objectifs similaires.

- **Le plan de gestion d'un ENS:** Certains sites sont dotés d'un plan de gestion. Celui-ci détermine les interventions nécessaires pour assurer la conservation, l'entretien voire la reconstitution du patrimoine naturel. Il comporte :
 - un diagnostic complet et une identification des enjeux de gestion ;
 - une déclinaison des grands objectifs de gestion à long et court terme ;
 - un programme opérationnel accompagné d'un phasage dans le temps et du chiffrage des actions ;
 - des modalités de suivi du programme opérationnel.
 La gestion est mise en œuvre soit par gestion directe par les services des départements, soit au moyen de conventions de gestion.



DURÉE DE LA PLANIFICATION ET FRÉQUENCE D'ACTUALISATION

- **Schéma départemental des ENS:** intervalle de mise à jour variable selon les départements (exemple: Schéma départemental des Espaces Naturels Sensibles de l'Essonne (2012-2021))
- **Plan de gestion des ENS:** variable selon les sites (exemple: Plan de gestion: espace naturel sensible du Paty (2011-2016))



RESULTATS DES CROISEMENTS GEOGRAPHIQUES

Tous les milieux naturels et remaniés non bâtis sont concernés par les ENS.

Résultats des croisements géographiques :
Croisements non réalisables en raison de l'impossibilité de constituer une couche SIG agrégée des ENS à l'échelle des bassins RM et C.



APERÇU DES TYPES D'ACTIONS MENÉES SUR LES MASSES D'EAU

Les ENS ne visent pas spécifiquement les masses d'eau, mais nombre d'entre eux incluent des zones humides et des milieux aquatiques.

Plan de préservation et d'interprétation de l'Espace Naturel Sensible du Méandre des Oves Période 2013-2022 :

Objectifs spécifiques à long terme:

- Conserver et restaurer les habitats de prairies alluviales méso hygrophiles à xérophile ;
- Obtenir un marais avec une longue période de mise en eau avec un maximum d'eau à la sortie de l'hiver, suivi d'une lente baisse du niveau d'eau au cours du printemps et de l'été conduisant à un assèchement temporaire en août-septembre ;
- Conserver et/ou restaurer une fréquence d'inondation, un niveau et un battement de nappe suffisants pour la conservation du patrimoine naturel et assurer une veille sur les espèces liées.

Actions spécifiques:

- Suivi des niveaux d'eaux du marais des Oves ;
- Suivi des amphibiens (semi quantitatif) avec mise en œuvre des protocoles Rhoméo et RNF et analyse des données ;
- Suivi piézométrique.



ACCESSIBILITÉ DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET GÉOLOCALISÉE

Modalités d'accès : Les données sont téléchargeables sur les cartographies interactives des DREAL (CARMEN / Bourgogne-Franche-Comté pour Saône-et-Loire et le territoire de Belfort, Auvergne-Rhône-Alpes pour l'Ain, PACA) et sur demande auprès des Conseils départementaux (Jura, Côte-D'Or, Doubs, Haute-Saône, Haute-Marne, Vosges, Haut Rhin, Haute-Savoie, Savoie, Isère, Drôme, Ardèche, Haute-Loire, Loire, Rhône, Lozère, Gard, Hérault, Aveyron, Tarn, Aude, Haute Garonne, Ariège, Pyrénées-Orientales, Corse)

Modalités de mise à jour : information non disponible à ce stade

Liste de toutes les informations géographiques et géolocalisées auxquelles on peut accéder : Nom du site, Propriétaire du site, Superficie, Type de milieu

Remarques :

- L'absence de centralisation des données au niveau des DREAL rend difficile la constitution d'une couche SIG couvrant l'intégralité du bassin.



ACCESSIBILITÉ DES DOCUMENTS DE GESTION

Schémas départementaux des ENS: disponibles sur certains sites internet, selon les départements

Plans de gestion des ENS : disponibles sur certains sites internet, selon les départements



AUTRES RESSOURCES

- Carte nationale des espaces naturels sensibles
- Schémas départementaux des ENS



SERVICES RÉFÉRENTS

Financement : Conseils départementaux

Suivi scientifique et technique : Conseils départementaux

Réglementation : Conseils départementaux / DDT



SITE DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CdL) est un établissement public, chargé de mener une politique foncière visant la protection définitive des espaces naturels et des paysages sur les rivages maritimes et lacustres. Il acquiert des terrains fragiles ou menacés, à l'amiable, par préemption, ou exceptionnellement par expropriation. Des biens peuvent également lui être donnés ou légués. Le Conservatoire peut également se voir affecter ou attribuer la gestion d'une partie du Domaine Public Maritime (DPM).

Après avoir effectué les travaux de remise en état nécessaires, il confie la gestion de ses terrains aux communes, à d'autres collectivités locales ou à des associations et des organismes techniques afin d'assurer la gestion, dans le respect des orientations arrêtées dans le plan de gestion, lui-même validé par le Comité local de gestion.

En France métropolitaine, les zones humides sont particulièrement développées sur le littoral. Elles constituent une des priorités d'intervention du Conservatoire depuis plusieurs décennies. Aujourd'hui, il protège près de 80 000 hectares de zones humides littorales, rétro littorales ou lacustres, soit 8 % des vasières, pré salés, estuaires, marais doux et salés, lacs, lagunes, rias, mangroves, herbiers présents dans son aire de compétence.

ÉQUIVALENCE DANS LE RÉFÉRENTIEL IUCN :

- IV-B : Aire de gestion des habitats ou des espèces, avec gouvernance partagée et gestion collaborative
- V-B : Paysage terrestre ou marin protégé, avec gouvernance partagée et gestion collaborative

OBJECTIFS



- Préserver les milieux naturels et les paysages littoraux et lacustres remarquables ou menacés;
- Accueillir le public dans le respect des sites, et le sensibiliser à la préservation de l'environnement;
- Œuvrer à l'équilibre des littoraux et prendre en compte les effets du changement climatique par une gestion raisonnée avec les partenaires locaux;
- Appuyer le développement durable des activités présentes sur les sites (agriculture, gestion du patrimoine, artisanat, etc.).



GESTIONNAIRE(S)

La gestion des sites est proposée aux collectivités territoriales, parfois à des établissements publics, comme le Parc national de Port-Cros ou encore à des associations agréées, comme la Ligue pour la Protection des Oiseaux ou la Société nationale de protection de la nature.

Dans la plupart des cas, la gestion est supervisée par un Comité local de gestion, qui se réunit chaque année pour effectuer le bilan de la gestion, planifier les opérations à réaliser et convenir de leur financement.

Le conservatoire du Littoral, assure les missions suivantes en sa qualité de propriétaire :

- Acquisition de terrains littoraux et lacustres ;
- Remise en état des sites ;
- Élaboration du plan de gestion ;
- Délégation de la gestion ;
- Coordination et suivi.



PRÉSENCE D'UN RÉSEAU POUVANT RELAYER L'INFORMATION

Le Conservatoire assure de fait une fonction de tête de réseau, en particulier pour ce qui concerne l'animation et la formation des 900 gardes du Littoral. Les gestionnaires des sites du Conservatoire se sont regroupés au sein de l'association "Rivages de France", qui fédère, anime et valorise le réseau national des gestionnaires d'espaces naturels littoraux et lacustres préservés.



FINANCEMENT

Le Conservatoire finance l'acquisition des sites sur son budget propre, complété par des soutiens publics (Europe, collectivités territoriales, établissements publics) et privés (mécénat, dons et legs, donations). Le financement de la remise en état des sites et l'élaboration des plans de gestion sont assurés par le Conservatoire du Littoral, parfois avec l'appui d'organismes techniques, comme l'Agence de l'Eau. Le financement de la gestion des sites est ensuite à la charge du gestionnaire. Le Conservatoire peut néanmoins contribuer au financement de certaines réalisations, le plus souvent dans le cadre de conventions de financement qui prévoient un co-financement des régions et des départements.



RÈGLEMENTATION

Une réglementation spécifique s'applique sur les terrains propriétés du Conservatoire du Littoral. Cette réglementation peut être complétée par des arrêtés municipaux réglementant certaines activités.

Dans tous les cas, sauf dérogations autorisés par le Conseil d'Administration du Conservatoire, les activités suivantes sont interdites sur les terrains du conservatoire :

- Les constructions nouvelles ainsi que les travaux publics ou privés de nature pouvant altérer l'équilibre écologique et la qualité du paysage ;
- La circulation et le stationnement des véhicules motorisés hors des lieux prévus à cet effet, à l'exception des véhicules de service et de sécurité, et des engins agricoles nécessaires à la gestion du site sur les parcelles concernées ;
- Les activités commerciales non directement liées à la mission du Conservatoire ;
- Les compétitions sportives ; les activités de campement et de caravanage, y compris dans un véhicule.



DOCUMENT(S) DE GESTION

La convention de gestion : Signée entre le Conservatoire et le gestionnaire, elle définit les objectifs de gestion, les obligations respectives des parties signataires, les principes de gestion, la réglementation applicable, la nature des ressources et produits, la durée de la convention et les modalités de résiliation.

Le plan de gestion : Il est élaboré en concertation avec les partenaires du site et validé par le directeur du Conservatoire du littoral. Il définit notamment les objectifs de gestion et le plan de travail, sur la base d'un diagnostic patrimonial et socio-économique détaillé. Les plans de gestion des sites du Conservatoire sont de natures et de contenus très variable, du fait de la diversité des contextes et des gestionnaires des sites du Conservatoire. Près de 72% des sites du Conservatoire disposent à ce jour d'un document de planification, qu'il s'agisse d'un plan de gestion ou d'un plan d'aménagement.



DURÉE DE LA PLANIFICATION ET FRÉQUENCE D'ACTUALISATION

La convention de gestion : variable selon les sites.

Le plan de gestion : le plus souvent, mis à jour tous les 5 ans.



RESULTATS DES CROISEMENTS GEOGRAPHIQUES

A l'échelle nationale (informations issues de la bibliographie) :

Le conservatoire du littoral est habilité à intervenir sur les cantons littoraux et sur les communes riveraines des lacs de plus de 1000 hectares.

- En France métropolitaine, les zones humides constituent une des priorités d'intervention : aujourd'hui, le Conservatoire protège ainsi près de 80 000 hectares de zones humides littorales, rétro littorales ou lacustres, soit 8 % des vasières, pré salés, estuaires, marais doux et salés, lacs, lagunes, rias, mangroves, herbiers qui sont présents dans son aire de compétence.
- Sur la période 2009-2010, le Conservatoire du littoral, appuyé par les agences de l'eau, a ainsi permis d'acquérir et de protéger 8 114 ha de zones humides.
- La Stratégie d'intervention 2015-2050 du Conservatoire du Littoral est particulièrement ambitieuse en matière d'acquisition de zones humides, en particulier dans les grands estuaires et les marais.

A l'échelle des bassins RM et C (résultats issus des croisements géographiques) :

- Sur les 169 sites du CdL inclus dans le bassin RM, 167 se situent au droit d'une masse d'eau (toutes masses d'eau confondues*), ce qui représente une superficie cumulée d'environ 53 000 ha. 25 sont intersectés par au moins une masse d'eau cours d'eau. Les masses d'eau (toutes masses d'eau confondues*) occupent environ 95% de la superficie des sites du CdL intersectés.
- A l'échelle du bassin RM, 30 masses d'eau cours d'eau sont intersectées par des sites du CdL, pour un linéaire cumulé d'environ 15 km de cours d'eau. Cela représente bien moins de 1% du linéaire total des masses d'eau cours d'eau du bassin RM. La portion de cours d'eau intersectée par un site du CdL représente en moyenne 6% du linéaire de la masse d'eau cours d'eau concernée.
- La région Occitanie concentre la moitié des sites du CdL intersectés par les masses d'eau cours d'eau dans le bassin RM et environ 60% du linéaire des masses d'eau cours d'eau intersectées par des sites du CdL.
- Sur les 69 sites du CdL inclus dans le bassin Corse, la totalité se trouve au droit d'une masse d'eau (toutes masses d'eau confondues*), ce qui représente une superficie cumulée d'environ 20 000 ha. Environ 2% des masses d'eau du bassin Corse sont intersectées par des sites du CdL (toutes masses d'eau confondues*). Les masses d'eau (toutes masses d'eau confondues*) occupent environ 98% de la superficie des sites du CdL intersectés.
- Sur les 69 sites du CdL inclus dans le bassin Corse, 14 se situent au droit d'une masse d'eau cours d'eau. 19 masses d'eau cours d'eau sont concernées pour environ 20 km de linéaire cumulé de cours d'eau.

* la notion toutes masses d'eau confondues inclut les masses d'eau plan d'eau, cours d'eau, les masses d'eau de transition, les masses d'eau côtières et les masses d'eau souterraines en relation avérée forte ou potentiellement significative avec les milieux de surface.



APERÇU DES TYPES D' ACTIONS MENÉES SUR LES MASSES D'EAU

Selon l'accord-cadre 2014-2018 pour la préservation des zones humides littorales de Provence Alpes Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon, Corse et des grands lacs, l'ensemble des zones humides prioritaires sur le périmètre de l'Agence Rhône Méditerranée Corse est évalué à environ 6 000 ha (voir avec Romain la superficie totale)

Exemples d'actions spécifiques issues des plans de gestion ou des DOCOB des sites du Conservatoire du littoral pour lesquels les enjeux de biodiversité sont fortement en lien avec les masses d'eau et les zones humides :

Plan de gestion du site de Tartuguières :

Objectifs à long terme:

- Assurer une gestion hydraulique garante du bon état écologique du site
- Assurer l'adéquation des usages avec le maintien de la biodiversité
- Appréhender les évolutions des milieux et des espèces du site pour pouvoir ajuster la gestion

Actions spécifiques:

- Gérer les niveaux d'eau du site pour une expression maximale de la diversité des habitats, de la flore et de la faune
- Adapter la pression de pâturage dans le temps et l'espace
- Mettre en œuvre des suivis de milieux et des populations animales ou végétales

Plan de gestion des anciens salins d'Hyères :

Objectifs à long terme:

- Maintenir et développer la valeur écologique et biologique des milieux aquatiques et amphibies des anciens salins
- Améliorer les connaissances relatives au patrimoine naturel et à la gestion des anciens salins et de leur littoral
- Préserver les zones sensibles de l'impact de la fréquentation du public
- Aménager le réseau hydraulique du site salinier pour permettre une gestion optimale de la biodiversité

Actions spécifiques:

- Améliorer la richesse et la diversité des milieux d'eau douce
- Accroître les fonctions lagunaires et de nurserie pour les poissons ainsi que les conditions favorables aux herbiers de *Ruppia*
- Contribuer à la gestion intégrée de la zone côtière (DPM, échange avec la mer)



ACCESSIBILITÉ DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET GÉOLOCALISÉE

Modalités d'accès : Les données sont téléchargeables sur le site de l'INPN dans la rubrique "Données & Outils" puis "Informations géographiques"

Modalités de mise à jour : L'INPN publie les mises à jour tous les ans, sur la base des données mises à jour fournies par les gestionnaires des données,

Liste de toutes les informations géographiques et géolocalisées auxquelles on peut accéder : Identifiant Local, Identifiant national, Nom du site, Date de création, Date de modification administrative et/ou géométrique, URL de présentation du site sur l'INPN, Superficie, Numéro de l'acte du classement, Type de donnée utilisée pour la digitalisation, année de la donnée utilisée pour la digitalisation du site, Motif du classement, Précision de la saisie

Remarques :

- L'échelle d'utilisation est le 1/25 000ème
- Les champs de la table attributaire ne sont pas toujours renseignés



ACCESSIBILITÉ DES DOCUMENTS DE GESTION

Plan de gestion : Certains d'entre eux sont disponibles sur le site Conservatoire du Littoral. La plupart sont mis en ligne sur les sites internet des gestionnaires.



AUTRES RESSOURCES

- Stratégie d'intervention 2015-2050 ;
- Fiche sur la gestion des zones humides du Conservatoire du littoral (disponible sur le site internet du CdL).



SERVICES RÉFÉRENTS

Financement : Conservatoire du Littoral

Suivi scientifique et technique : Conservatoire du Littoral

Réglementation : Conservatoire du Littoral



SITE DES CONSERVATOIRES D'ESPACE NATUREL

Les 29 Conservatoires d'espaces naturels français sont des associations à but non lucratif, qui contribuent à préserver le patrimoine naturel et paysager par la maîtrise foncière et d'usage, et s'appuient sur une approche concertée. Leur intervention est fondée sur 4 principes : la connaissance, la protection, la gestion et la valorisation.

Aujourd'hui, les 29 Conservatoires d'espaces naturels assurent la protection de 3108 sites (protection foncière et d'usage), couvrant 160 455 ha. L'action des conservatoires bénéficie d'un large soutien de L'Etat, des collectivités territoriales et de partenaires privés.

Les sites du conservatoire d'espace naturel sont représentatifs de la diversité des milieux naturels présents sur le territoire. Les milieux ouverts représentent la majeure partie d'entre eux, dont 40% des sites sont des zones humides. La majorité des sites nécessitent des interventions régulières, mais d'autres sont laissés à des dynamiques naturelles spontanées.

ÉQUIVALENCE DANS LE RÉFÉRENTIEL IUCN :

Diversité des catégories UICN :

- I : Réserve Naturelle Intégrale
- III : Monument ou élément naturel
- IV : Aire de gestion des habitats ou des espèces
- V : Paysage terrestre ou marin protégé
- VI : Aire Protégée avec utilisation durable des ressources naturelles

Mode de gouvernance :

- C : Gouvernance privée par une organisation sans but lucratif, ou gouvernance partagée et gestion collaborative ou conjointe

OBJECTIFS



- Préserver le patrimoine naturel et paysager par la maîtrise foncière et des usages, dans le cadre d'une approche concertée et d'un ancrage territorial
- Acquérir des connaissances sur la biodiversité par la réalisation d'inventaires et d'expertises, et partager ces connaissances pour déterminer les priorités d'intervention ;
- Protéger des sites remarquables par la maîtrise foncière ou d'usage de terrains publics ou privés via l'acquisition, la location ou des convention de gestion ;
- Gérer les sites par la mise en œuvre d'opérations spécifiques adaptées, en régie ou déléguées, définies par un plan de gestion et bénéficiant d'un suivi scientifique ;
- Valoriser les sites par l'accueil du public, l'organisation de visites, de conférences, d'actions en milieu scolaire, et de publications pour contribuer à l'éducation à l'environnement et au développement durable ;
- Animer des projets de territoire par l'accompagnement de politiques publiques relatives à la biodiversité, l'eau et l'agriculture, contribuant ainsi au développement durable des territoires.

**GESTIONNAIRE(S)**

Les Conservatoires d'espaces naturels

**PRÉSENCE D'UN RÉSEAU POUVANT RELAYER L'INFORMATION**

Les Conservatoires sont regroupés en réseau au sein de la Fédération des Conservatoires d'Espaces Naturels et adhèrent à la charte des Conservatoires.

**FINANCEMENT**

Etat, Collectivités territoriales, UE, établissements publics et assimilés, partenaires privés, adhésions des bénévoles, etc.

**RÉGLEMENTATION**

Variable selon le statut réglementaire et le type de maîtrise foncière du site. Un tiers des sites gérés bénéficie d'un statut de protection de type réserve naturelle nationale ou régionale, espace naturel sensible, arrêté préfectoral de protection de biotope, etc.

**DOCUMENT(S) DE GESTION**

Charte: La Charte constitue le texte de référence qui réunit les Conservatoires d'espaces naturels. Elle affirme leurs valeurs et guide leurs actions.

Plan de gestion : Les sites des Conservatoires bénéficient d'un plan de gestion, pour lequel la Fédération des Conservatoires a publié un guide méthodologique actualisé en 2015. Les plans de gestion sont organisés de la manière suivante :

- Identification des enjeux (état de conservation, facteurs d'influence) ;
- Etat souhaité à long terme et dispositifs de suivi scientifique ;
- Objectifs opérationnels à court terme et résultats attendus ;
- Mesures et suivis de gestion.

**DURÉE DE LA PLANIFICATION ET FRÉQUENCE D'ACTUALISATION**

Charte: la Charte des Conservatoires d'espaces naturels est révisée tous les dix ans et peut être adaptée à chaque fois que le contexte le justifie.

Plan de gestion: Variable selon les sites.



RESULTATS DES CROISEMENTS GEOGRAPHIQUES

A l'échelle nationale (informations issues de la bibliographie) :

Les zones humides sont bien représentées dans le réseau (près de 40% des sites de milieux ouverts abritent des écosystèmes alluviaux, aquatiques ou lacustres, des tourbières ou des marais).

A l'échelle des bassins RM et C (résultats issus des croisements géographiques) - concerne uniquement les sites sous maîtrise foncière du CEN et non tous les sites gérés par le CEN :

- Sur les 79 sites du CEN inclus dans le bassin RM, 73 se situent au droit d'une masse d'eau (toutes masses d'eau confondues*), ce qui représente une superficie cumulée d'environ 1 900 ha. 17 sont intersectées par au moins une masse d'eau cours d'eau. Les masses d'eau (toutes masses d'eau confondues*) occupent environ 85% de la superficie des sites du CEN intersectés.
- A l'échelle du bassin RM, 14 masses d'eau cours d'eau sont intersectées par des sites du CEN, pour un linéaire cumulé d'environ 5 km de cours d'eau. Cela représente environ 0,01 % du linéaire total des masses d'eau cours d'eau du bassin RM. La portion de cours d'eau intersectée par un site du CEN représente en moyenne 3% du linéaire de la masse d'eau cours d'eau concernée.
- La région Bourgogne-Franche-Comté concentre environ 65% des sites du CEN intersectés par les masses d'eau cours d'eau dans le bassin RM, pour environ 45% du linéaire des masses d'eau cours d'eau intersectées.
- Le seul site du CEN inclus dans le bassin Corse se trouve au droit d'une masse d'eau (toutes masses d'eau confondues*).

* la notion toutes masses d'eau confondues inclut les masses d'eau plan d'eau, cours d'eau, les masses d'eau de transition, les masses d'eau côtières et les masses d'eau souterraines en relation avérée forte ou potentiellement significative avec les milieux de surface.



APERÇU DES TYPES D'ACTIONS MENÉES SUR LES MASSES D'EAU

Exemples d'actions spécifiques issues des plans de gestions de sites du Conservatoire d'espaces naturels pour lesquels les enjeux de biodiversité sont fortement en lien avec les masses d'eau et les zones humides :

Marais de Via - nouvelle phase de mise en œuvre 2014-2023 :

Objectifs spécifiques à long terme:

- Optimiser les processus fonctionnels sur les processus fonctionnels garantissant le caractère humide et la richesse écologique des milieux ouverts
- Améliorer la qualité écologique des milieux forestiers tout en développant un mode de production sylvicole extensif

Actions spécifiques:

- Test d'arrachage mécanique de la bourdaine
- Arrachage manuel de la bourdaine (arbuste très présent en zone humide)
- Suivi de la végétation de milieux ouverts

Réseau de zones humides en tête de bassin versant du Haut-Beaujolais - premier plan de gestion en faveur de la biodiversité 2012 - 2016 :

Objectifs spécifiques:

- Animer et coordonner un réseau d'acteurs
- Conserver, voire accroître, la qualité des habitats humides remarquables
- Favoriser une mosaïque d'habitats

Actions spécifiques:

- Organisation de journées techniques, réalisation de plaquettes d'information à destination de publics variés
- Abattage et débardage de résineux, pâturage de prairies humides adapté aux enjeux écologiques
- Mise en place d'une ceinture de feuillus autour de la zone humide



ACCESSIBILITÉ DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET GÉOLOCALISÉE

Modalités d'accès : Les données sont téléchargeables sur le site de l'INPN dans la rubrique "Données & Outils" puis "Informations géographiques"

Modalités de mise à jour : L'INPN publie les mises à jour tous les ans, sur la base des données mises à jour fournies par les gestionnaires des données,

Liste de toutes les informations géographiques et géolocalisées auxquelles on peut accéder : Identifiant Local, Identifiant national, Nom du site, Superficie

Remarques :

- L'échelle d'utilisation est le 1/25 000ème
- Les champs de la table attributaire ne sont pas toujours renseignés



ACCESSIBILITÉ DES DOCUMENTS DE GESTION

Charte: disponible sur le site internet du CEN

Plans de gestion: disponibles sur le site internet du CEN



AUTRES RESSOURCES

- Rapports ou plaquettes sur les zones humides sur certaines zone naturelles, disponibles sur le site officiel du CEN (exemple: *Agir pour les zones humides des vallées du Rhône et de la Saône*)
- *Des lettres des actions en faveur des milieux humides* disponible sur les sites officiels du CEN de certaines régions



SERVICES RÉFÉRENTS

Financement : Conservatoires d'espaces naturels

Suivi scientifique et technique : Conservatoires d'espaces naturels

Réglementation : Conservatoires d'espaces naturels



PARC NATUREL MARIN

Les parcs naturels marins (PNM) constituent des espaces marins de protection et de gestion concertée. Ils sont créés dans des espaces marins hébergeant un patrimoine naturel remarquable. Les PNM visent à la fois le bon état des écosystèmes, des espèces et habitats patrimoniaux ou ordinaires, le bon état des eaux marines, mais aussi l'exploitation durable des activités, les valeurs ajoutées (sociale, économique, scientifique, éducative) ou encore le maintien du patrimoine maritime culturel. Ils sont complémentaires d'autres types d'espaces protégés, notamment les parcs nationaux et les réserves naturelles, qui peuvent également concerner les milieux marins. Le principe fondamental des Parcs naturels marins est d'associer les collectivités territoriales et les usagers aux décisions de l'Etat en mer, autour d'un objectif de protection et de gestion durable, dans une optique de gestion intégrée des activités. Il existe deux parcs naturels marins sur le bassin RMC : le PNM du golfe du Lion" et " le PNM du cap Corse et de l'Agriate".

ÉQUIVALENCE DANS LE RÉFÉRENTIEL IUCN :

- VI-B : Aire Protégée avec utilisation durable des ressources naturelles, avec gestion partagée et gestion conjointe

OBJECTIFS



- La connaissance du milieu.
- La protection des écosystèmes.
- Le développement durable des activités liées à la mer.

Un parc naturel marin vise à la fois le bon état des écosystèmes, des espèces et habitats patrimoniaux ou ordinaires, le bon état des eaux marines, mais aussi l'exploitation durable des activités, les valeurs ajoutées (sociale, économique, scientifique, éducative) ou encore le maintien du patrimoine maritime culturel.

**GESTIONNAIRE(S)**

Le conseil de gestion de parc, composé d'acteurs locaux, assure la gouvernance du PNM. Le principe fondamental des Parcs naturels marins est en effet d'associer les collectivités territoriales et les usagers aux décisions de l'Etat en mer, autour d'un objectif de protection et de gestion durable, dans une optique de gestion intégrée des activités.

L'Agence française pour la biodiversité apporte les moyens humains et financiers pour la gestion des parcs naturels marins. L'équipe d'un parc comprend en moyenne une vingtaine d'agents.

**PRÉSENCE D'UN RÉSEAU POUVANT RELAYER L'INFORMATION**

Les parcs naturels marins (PNM) peuvent faire partie de la liste des ASPIM (Aires Spécialement Protégées d'Importance Méditerranéenne). L'appartenance à cette liste induit une labellisation et une mise en réseau des aires marines protégées concernées.

**FINANCEMENT**

L'Agence française pour la biodiversité apporte les moyens humains et financiers de tous les parcs mis en place et des missions d'étude qui interviennent en amont et leur permettent de voir le jour.

Les collectivités peuvent apporter un cofinancement pour certains projets.

**RÈGLEMENTATION**

Pas de réglementation propre aux PNM, mais utilisation de différentes possibilités de réglementations sectorielles. Avis conforme nécessaire pour certaines activités.



DOCUMENT(S) DE GESTION

Élaboré par le conseil de gestion avec l'appui de l'équipe du parc, le plan de gestion fixe les objectifs et finalités du parc à 15 ans. Ce plan doit être élaboré dans un délai de trois ans à compter de la date de création du parc. Il sert de cadre pour décider des actions annuelles menées par les agents du parc. Chaque plan de gestion est soumis à la validation du CA de l'Agence française pour la biodiversité. Il comporte un document graphique indiquant les différentes zones du parc et leur vocation.



DURÉE DE LA PLANIFICATION ET FRÉQUENCE D'ACTUALISATION

Plan de gestion: mise à jour tous les 15 ans.



RESULTATS DES CROISEMENTS GEOGRAPHIQUES

Eaux marines placées sous la souveraineté ou la juridiction de l'Etat, Domaine Public Maritime (DPM) [eaux intérieures, mer territoriale, zone économique exclusive, zone de protection écologique en Méditerranée, tous espaces appartenant au DPM]

Résultats des croisements géographiques :

Les masses d'eau côtières des bassins RM et Corse compte chacune 1 PNM pour une superficie d'environ 13 000 ha pour le bassin RM et d'environ 33 500 ha pour le bassin Corse.



APERÇU DES TYPES D'ACTIONS MENÉES SUR LES MASSES D'EAU

Plan de gestion du Parc naturel marin du golfe du Lion :

Objectifs spécifiques :

- Restauration des milieux aquatiques et Préservation de la qualité de l'eau ;
- Amélioration de la qualité de l'eau ;
- Évaluer le devenir en mer des polluants et de donner des éléments précis et quantifiés de l'état du milieu marin ;
- Équilibrer les prélèvements à la biomasse disponible.

Quelques actions spécifiques :

- Élaborer un modèle hydrodynamique permettant d'évaluer l'impact de pollution et la dispersion des polluants en mer ;
- Mettre en réseau les données et les acteurs intervenants dans la connaissance de la qualité des eaux marines et des eaux continentales : création d'un observatoire de la qualité de l'eau ;
- Réduire l'utilisation des pesticides (urbain, agricole, domestique, etc.) et promouvoir les changements de pratique.



ACCESSIBILITÉ DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET GÉOLOCALISÉE

Modalités d'accès : Les données sont téléchargeables sur le site de l'INPN dans la rubrique "Données & Outils" puis "Informations géographiques"

Modalités de mise à jour : L'INPN publie les mises à jour tous les mois, sur la base des données mises à jour fournies par les gestionnaires des données, Liste de toutes les informations géographiques et géolocalisées auxquelles on peut accéder : Identifiant Local, Identifiant national, Nom du site, Date de création, Date modification administrative et/ou géométrique, URL présentation du site sur INPN, Superficie, Numéro de l'acte du classement, Type de donnée utilisée pour la digitalisation, année de la donnée utilisée pour la digitalisation du site, Motif du classement, Précision de la saisie.

Remarques :

- Les champs de la table attributaire ne sont pas toujours renseignés



ACCESSIBILITÉ DES DOCUMENTS DE GESTION

Plans de gestion: disponibles sur le site officiel de l'Agence française pour la biodiversité.



AUTRES RESSOURCES

D'autres ressources sont disponibles sur le site officiel de l'Agence française pour la biodiversité.



SERVICES RÉFÉRENTS

Financement : AFB

Suivi scientifique et technique : AFB

Réglementation : AFB

BIBLIOGRAPHIE

- actu-environnement. (2013, 02 19). Quelles sont les conséquences du classement d'un cours d'eau ? Consulté le 07 27, 2018, sur actu environnement: <https://www.actu-environnement.com/ae/news/cours-eau-classement-liste-ouvrages-travaux-lit-mineur-17849.php4>
- Adour-Garonne Agence de l'eau. (2015, 12 14). Listes mises à jour des cours d'eau en très bon état et des réservoirs biologiques du SDAGE Adour-Garonne 2016-2021. Consulté le 07 27, 2018, sur Adour-Garonne Agence de l'eau: <http://adour-garonne.eaufrance.fr/upload/DOC/DCE/SDAGE-2016-2021-methodologie-TBE-REB.pdf>
- Agence de l'eau. (2015). Rapport d'évaluation environnementale définitif. Consulté le 07 27, 2018
- Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse. (s.d.). 10ème programme d'action "Sauvons l'eau !". Consulté le 06 21, 2018, sur Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse: https://www.eaurmc.fr/jcms/vmr_35527/fr/10eme-programme-d-action-sauvons-l-eau?cid=gbr_5488&portal=ppi_5780
- Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse. (2015). Programme d'action 2013-2018, Sauvons l'eau !, synthèse. Consulté le 06 21, 2018, sur Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse: https://www.eaurmc.fr/jcms/dma_40911/fr/programme-d-action-2013-2018-sauvons-l-eau-synthese
- Agence de l'eau RM&C. (2010). Protection réglementaire des zones humides.
- Agence de l'eau RMC. (2016). SDAGE Corse 2016-2021.
- Agence de l'eau RMC. (2016). SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021.
- Agence Française de la Biodiversité. (2010, 03 20). Arrêté de protection de biotope. Consulté le 06 21, 2018, sur Outils juridiques pour la protection des espaces naturels: <http://ct78.espaces-naturels.fr/arrete-de-protection-de-biotope#procedures>
- Agence Française de la Biodiversité. (2010, 01 01). Réserve naturelle nationale. Consulté le 06 21, 2018, sur Outils juridiques pour la protection des espaces naturels: <http://ct78.espaces-naturels.fr/reserve-naturelle-nationale>
- Agence Française de la Biodiversité. (2011, 10 05). Réserve de biosphère. Consulté le 06 21, 2018, sur Outils juridiques pour la protection des espaces naturels: <http://ct78.espaces-naturels.fr/reserve-de-biosphere>
- Agence Française de la Biodiversité. (2011, 10 12). Réserve naturelle régionale. Consulté le 06 21, 2018, sur Outils juridiques pour la protection des espaces naturels: <http://ct78.espaces-naturels.fr/reserve-naturelle-regionale>
- Agence Française pour la Biodiversité. (s.d.).
- Agence Française pour la biodiversité. (2009, 09 30). Conservatoire du littoral. Récupéré sur Outils juridiques pour la protection des espaces naturels: <http://ct78.espaces-naturels.fr/conservatoire-du-littoral>
- Agence Française pour la biodiversité. (2005, 09 15). Z.N.I.E.F.F. Consulté le 06 21, 2018, sur Outils juridiques pour la protection des espaces naturels: <http://ct78.espaces-naturels.fr/znieff>
- Agence Française pour la biodiversité. (2010, 02 15). Conservatoires régionaux d'espaces naturels. Consulté le 06 22, 2018, sur Outils juridiques pour la protection des espaces naturels: <http://ct78.espaces-naturels.fr/conservatoires-regionaux-despaces-naturels>
- Agence Française pour la biodiversité. (2010, 01 10). Espace naturel sensible des départements. Consulté le 06 21, 2018, sur Outils juridiques pour la protection des espaces naturels: <http://ct78.espaces-naturels.fr/espace-naturel-sensible-des-departements>



- Agence Française pour la Biodiversité. (2010, 01 10). Parc naturel régional. Consulté le 06 21, 2018, sur Outils juridiques pour la protection des espaces naturels: <http://ct78.espaces-naturels.fr/parc-naturel-regional>
- Agence Française pour la Biodiversité. (2010, 02 22). Site inscrit. Consulté le 06 21, 2018, sur Outils juridiques pour la protection des espaces naturels: <http://ct78.espaces-naturels.fr/site-inscrit>
- Agence Française pour la Biodiversité. (2011, 09 23). Natura 2000. Consulté le 06 21, 2018, sur Outils juridiques pour la protection des espaces naturels: <http://ct78.espaces-naturels.fr/natura-2000-0>
- Agence Française pour la biodiversité. (2011, 10 05). Préservation des zones humides - Loi sur l'eau. Consulté le 06 22, 2018, sur Outils juridiques pour la protection des espaces naturels: <http://ct78.espaces-naturels.fr/preservation-des-zones-humides-loi-sur-leau>
- Agence Française pour la biodiversité. (2011, 06 01). Réserve biologique (Réserve biologique intégrale/ Réserve biologique dirigée). Consulté le 06 22, 2018, sur Outils juridiques pour la protection des espaces naturels: <http://ct78.espaces-naturels.fr/reserve-biologique>
- Agence Française pour la biodiversité. (2011, 10 16). Réserve naturelle en Corse. Consulté le 07 11, 2018, sur Outils juridiques pour la protection des espaces naturels: <http://ct78.espaces-naturels.fr/reserve-naturelle-en-corse>
- Agence Française pour la biodiversité. (2011, 10 16). Sanctuaire pour les mammifères marins en Méditerranée. Consulté le 06 22, 2018, sur Outils juridiques pour la protection des espaces naturels: <http://ct78.espaces-naturels.fr/sanctuaire-pour-les-mammiferes-marins-en-mediterranee>
- Agence Française pour la biodiversité. (2011, 10 15). Zone humide d'importance internationale. Convention de Ramsar. Consulté le 06 21, 2018, sur Outils juridiques pour la protection des espaces naturels: <http://ct78.espaces-naturels.fr/zone-humide-dimportance-internationale-convention-de-ramsar>
- Agence Française pour la biodiversité. (2012, 05 31). Parc naturel marin. Consulté le 06 22, 2018, sur Outils juridiques pour la protection des espaces naturels: <http://ct78.espaces-naturels.fr/parc-naturel-marin>
- Agence Française pour la Biodiversité. (2013, 02 01). Parc national. Consulté le 06 21, 2018, sur Outils juridiques pour la protection des espaces naturels: <http://ct78.espaces-naturels.fr/parc-national>
- Agence Française pour la biodiversité. (2014, 10). Plan de gestion du Parc naturel marin du golfe du Lion. Consulté le 06 22, 2018, sur Aires marines: <http://www.aires-marines.fr/L-Agence/Organisation/Parcs-naturels-marins/Parc-naturel-marin-du-golfe-du-Lion/Documentation-du-Parc/Plan-de-gestion-du-Parc-naturel-marin-du-golfe-du-Lion>
- Agence Française pour la biodiversité. (2017, 04 28). Une nouvelle catégorie d'AMP est lancée : les zones de conservation halieutiques. Récupéré sur afbiodiversité: <https://www.afbiodiversite.fr/fr/actualites/une-nouvelle-categorie-damp-est-lancee-les-zones-de-conservation-halieutiques>
- Agence Française pour la biodiversité. (2018, 02 20). Site classé. Consulté le 06 22, 2018, sur Outils juridiques pour la protection des espaces naturels: <http://ct78.espaces-naturels.fr/site-classe>
- Agence Française pour la biodiversité. (2014, 10). Parc naturel marin du golfe du Lion. Consulté le 07 27, 2018, sur Aires marines: <http://www.aires-marines.fr/L-Agence/Organisation/Parcs-naturels-marins/Parc-naturel-marin-du-golfe-du-Lion/Documentation-du-Parc/Plan-de-gestion-du-Parc-naturel-marin-du-golfe-du-Lion>
- AGOA. (2012). Les actions menées par le sanctuaire Agoa. Consulté le 08 08, 2018, sur sanctuaire Agoa: <http://www.sanctuaire-agoa.fr/Agoa/Actions>
- Ardèche le département. (s.d.). Les espaces naturels sensibles. Consulté le 07 27, 2018, sur Ardèche: <http://www.ardeche.fr/226-espaces-naturels.htm>
- Assemblée des départements de France. (2011, 01). Espaces naturels sensibles : Une politique des départements en faveur. Consulté le 07 27, 2018, sur Zone humides: <http://zones-humides.org/sites/default/files/espaces-naturels-sensibles-adf-janvier-2011.pdf>

- ATEN (Pôle de Ressources & Compétences pour la nature). (2015, 07). *Etat des lieux des espaces naturels protégés français*. Consulté le 06 21, 2018, sur Agence Française pour la Biodiversité: <http://www.espaces-naturels.fr/Espaces-naturels-proteges/Etat-des-lieux-des-espaces-naturels-proteges-francais>
- ATEN (Pôle de Ressources & Compétences pour la nature). (2015, 08). *Etat des lieux des espaces naturels protégés français*. Consulté le 06 21, 2018, sur Agence Française de la Biodiversité: <http://www.espaces-naturels.fr/Espaces-naturels-proteges/Etat-des-lieux-des-espaces-naturels-proteges-francais>
- C.a.e.i. (2014). *Exploitation des documents d'objectifs des sites Natura 2000 des bassins Rhône Méditerranée Corse pour les programmes de mesures des SDAGE 2016-2021*.
- CGEDD. (2012). *Plan d'actions pour la restauration de la continuité écologique des cours d'eau (Parce) - Diagnostic de mise en œuvre*.
- Collectivité territoriale de Corse. (2012, 10 8). *Les réserves naturelles*. Consulté le 07 11, 2018, sur Collectivité territoriale de Corse: https://www.corse.fr/Les-reserves-naturelles_a520.html
- Comité de bassin Rhône Méditerranée. (2015). *SDAGE 2016-2021*. Consulté le 06 22, 2018
- Comité français de l'UICN. (2015). *Application des catégories de gestion UICN en France - Document de travail*.
- Commissariat général au développement durable (CGDD). (2018). *Parcs nationaux - Quelles pistes de financements additionnels ?* THEMA.
- Conservation Nature. (2010). *Arrêté de Protection de Biotope*. Consulté le 06 21, 2018, sur Conservation nature: <http://www.conservation-nature.fr/article3.php?id=125>
- Conservation nature. (2010). *Conservatoires d'Espaces Naturels*. Récupéré sur Conservation nature: <http://www.conservation-nature.fr/acteurs2.php?id=15>
- Conservation nature. (2010). *Espace Naturel Sensible*. Consulté le 06 21, 2018, sur Conservation nature: <http://www.conservation-nature.fr/article3.php?id=126>
- Conservation nature. (2010). *Inventaire des zones humides*. Récupéré sur Conservatoire nature: <http://www.conservation-nature.fr/article3.php?id=224>
- Conservation nature. (2010, 2018 07). *La charte Natura 2000*. Consulté le 02, sur Conservation Nature: <http://www.conservation-nature.fr/article3.php?id=112>
- Conservation nature. (2010). *Natura 2000*. Consulté le 06 22, 2018, sur Conservation nature: <http://www.conservation-nature.fr/article3.php?id=66>
- Conservation nature. (2010). *Parc National*. Récupéré sur Conservation nature : <http://www.conservation-nature.fr/article3.php?id=50>
- Conservation nature. (2010). *Parc naturel marin*. Consulté le 06 25, 2018, sur Conservation nature: <http://www.conservation-nature.fr/article3.php?id=116>
- Conservation nature. (2010). *Parc Naturel Régional*. Consulté le 06 22, 2018, sur Conservation nature: *Parc Naturel Régional*
- Conservation nature. (2010). *Réserve de biosphère*. Consulté le 06 22, 2018, sur Conservation nature: <http://www.conservation-nature.fr/article3.php?id=140>
- Conservation nature. (2010). *Réserve Naturelle Nationale*. Récupéré sur Conservation nature: <http://www.conservation-nature.fr/article3.php?id=76>
- Conservation nature. (2010). *Site inscrit et site classé*. Récupéré sur Conservation nature : <http://www.conservation-nature.fr/article3.php?id=129>
- Conservation nature. (2010). *Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique*. Consulté le 06 21, 2018, sur Conservation nature: <http://www.conservation-nature.fr/article3.php?id=148>
- Conservatoire du littoral. (s.d.). Récupéré sur Conservatoire du littoral : <http://www.conservatoire-du-littoral.fr/>



- Conservatoire du littoral. (2015, 06). Les chiffres clés du littoral - 2015. Consulté le 06 22, 2018, sur Conservatoire du littoral: <http://www.conservatoire-du-littoral.fr/108-les-chiffres-cles-du-littoral-2015.htm>
- Conservatoire du littoral. (s.d.). Conservatoire du littoral. Consulté le 06 25, 2018, sur Conservatoire du littoral: <http://www.conservatoire-du-littoral.fr/3-le-conservatoire.htm>
- Conservatoires d'espaces naturels. (s.d.). Leurs missions. Consulté le 06 22, 2018, sur Conservatoires d'espaces naturels: <http://www.reseau-cen.org/fr/decouvrir-le-reseau/leurs-missions>
- CPIE des Causses méridionaux. (2016, 05 27). Qu'est-ce qu'un DOCOB? Consulté le 07 02, 2018, sur vallée du Galeizon: www.fr/natura-2000/le-docob/quest-ce-quun-docob.html
- Département de la Haute-Corse. (2013). Plan de gestion 2014-2018 de la réserve naturelle de l'étang de Biguglia.
- Deux-Sèvres département. (s.d.). Les espaces naturels sensibles(ENS) : Des milieux naturels préservés ouverts à tous. Consulté le 07 27, 2018, sur Deux-Sèvres: <https://www.deux-sevres.fr/nos-missions/lenvironnement-leau-lassainissement/les-espaces-naturels-sensibles-ens-des-milieux>
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de l'Alsace. (2018, 05 24). Réserve biologique dirigée ou intégrale. Consulté le 06 25, 2018, sur data.gouv: <https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/reserve-biologique-dirigee-ou-integrale/>
- DREAL Bourgogne. (2014). Classement des cours d'eau - Liste 1. Récupéré sur geo.data.gouv: <https://geo.data.gouv.fr/fr/datasets/5295054502bc6ed39bf50854faa0044c1feb3fe>
- DREAL Centre-Val de Loire. (2015, 03 05). Qu'est-ce qu'un Arrêté de Protection de Biotope (APB)? Consulté le 07 11, 2018, sur centre développement durable: <http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr/qu-est-ce-qu-un-arrete-de-protection-de-biotope-a1986.html>
- DREAL Corse. (2013). Fiche du site 940004115, PLATEAU CALCAIRE DE BONIFACIO. - INPN, SPNMNHN. Consulté le 2018, sur [inpn.mnhn.fr](https://inpn.mnhn.fr/zone/znief/940004115.pdf): <https://inpn.mnhn.fr/zone/znief/940004115.pdf>
- DREAL Corse. (s.d.). Le Conservatoire du Littoral. Consulté le 06 26, 2018, sur DREAL Corse: <http://www.corse.developpement-durable.gouv.fr/le-conservatoire-du-littoral-r228.html>
- DREAL PACA. (2016). Fiche znief - MARAIS EST DU VACCARÈS DU VIEUX RHÔNE AU MARAIS DE ROMIEU.
- DREAL PACA. (2018, 07 01). Réserves naturelles. Consulté le 07 11, 2018, sur paca développement: <http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/reserves-naturelles-r364.html>
- Eau France. (2018). La politique du bassin en faveur des zones humides. Consulté le 07 13, 2018, sur rhone-mediterranee.eaufrance.fr: <http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/milieux-aquatiques/zones-humides/politique-bassin.php>
- Eau France. (2018). Les inventaires de zones humides. Consulté le 07 13, 2018, sur zones-humides.org: <http://www.zones-humides.org/entre-terre-et-eau/ou-les-trouve-t-on/les-inventaires-de-zones-humides>
- Eau France. (2018). Les sites Ramsar en France. Consulté le 07 13, 2018, sur zones-humides.org: <http://www.zones-humides.org/entre-terre-et-eau/ou-les-trouve-t-on/les-sites-reconnus/les-sites-ramsar-en-france>
- Espace Naturel Sensible du Méandre des Oves. (2013). Espace Naturel Sensible du Méandre des Oves Plan de Préservation et d'interprétation Période 2013-2022. Consulté le 07 27, 2018, sur Ile platière réserve naturelle: http://www.ile.platiere.reserves-naturelles.org/IMG/pdf/Plan_de_gestion_ENS.pdf
- Futura Sciences. (s.d.). Convention de Ramsar. Récupéré sur Futura Sciences: <https://www.futura-sciences.com/planete/definitions/developpement-durable-convention-ramsar-6537/>
- Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN). (2018). L'inventaire Znieff - Élaboration de l'inventaire. Rôle du MNHN. Consulté le 07 13, 2018, sur [inpn.mnhn.fr](https://inpn.mnhn.fr/programme/inventaire-znieff/presentation): <https://inpn.mnhn.fr/programme/inventaire-znieff/presentation>

- Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN). (s.d.). L'INVENTAIRE ZNIEFF. Récupéré sur [inpn.mnhn.fr](https://inpn.mnhn.fr/programme/inventaire-znieff/presentation): <https://inpn.mnhn.fr/programme/inventaire-znieff/presentation>
- La centrale des marchés. (2013, 10 15). Élaboration d'un document d'orientation de gestion du site classé de la Vallée de la Seine - Boucle de Roumare à Roue. Consulté le 06 21, 2018, sur La centrale des marchés: <https://centraledesmarches.com/marches-publics/Rouen-DREAL-Haute-Normandie-elaboration-d-un-document-d-orientation-de-gestion-du-site-classe-de-la-Vallee-de-la-Seine-Boucle-de-Roumare-a-Rouen/853328>
- Légifrance. (2010, 07 12). Article L341-15-1. Consulté le 06 26, 2018, sur Légifrance: <https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074220&idArticle=LEGIARTI000022479167&dateTexte=&categorieLien=cid>
- Légifrance. (2016, 08 08). Article L214-17. Récupéré sur Légifrance: <https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006833151&cidTexte=LEGITEXT000006074220>
- Légifrance. (2016, 08 08). Article L332-1. Consulté le 06 22, 2018, sur Légifrance: <https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074220&idArticle=LEGIARTI000006833583&dateTexte=&categorieLien=cid>
- Légifrance. (2016, 08 08). Article L334-1. Consulté le 06 26, 2018, sur Légifrance: <https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074220&idArticle=LEGIARTI000006833646&dateTexte=&categorieLien=cid> article L334-1 article L334-1
- Légifrance. (2016, 08 08). Article L371-1. Récupéré sur Légifrance: <https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074220&idArticle=LEGIARTI000022478024&dateTexte=&categorieLien=cid>
- Légifrance. (2016, 08 08). Article L371-1. Récupéré sur Légifrance: <https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074220&idArticle=LEGIARTI000006074220>
- Légifrance. (2016, 08 08). Article L924-1. Récupéré sur Légifrance: <https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071367&idArticle=LEGIARTI000006586335&dateTexte=&categorieLien=cid>
- Légifrance. (2018, octobre 3). Articles L214-108 et L214-17 du code de l'environnement. Récupéré sur [Légifrance.gouv.fr](https://www.legifrance.gouv.fr): <https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074220&idArticle=LEGIARTI000017695258&dateTexte=&categorieLien=cid>
- Les parcs nationaux de France (PNF). (2013). Les parcs nationaux français, territoires de référence. Dossier de presse, 7. FRANCE.
- Les parcs nationaux de France (PNF). (2018). L'organisation administrative d'un parc national. Consulté le 07 13, 2018, sur [parcsnationaux.fr](http://www.parcsnationaux.fr): <http://www.parcsnationaux.fr/fr/des-decouvertes/les-parcs-nationaux-de-france/lorganisation-administrative-dun-parc-national>
- Les parcs nationaux de France (PNF). (2018). La charte d'un parc national. Consulté le 07 13, 2018, sur [parcsnationaux.fr](http://www.parcsnationaux.fr): <http://www.parcsnationaux.fr/fr/des-decouvertes/les-parcs-nationaux-de-france/la-charte-dun-parc-national>
- Les parcs nationaux de France (PNF). (2018). Les-dix-missions-des-parcs-nationaux-de-france. Consulté le 07 13, 2018, sur [parcsnationaux.fr](http://www.parcsnationaux.fr): <http://www.parcsnationaux.fr/fr/des-decouvertes/les-parcs-nationaux-de-france/les-dix-missions-des-parcs-nationaux-de-france>
- Les parcs nationaux de France. (s.d.). Les dix missions des parcs nationaux de France. Consulté le 06 21, 2018, sur Les parcs nationaux de France: <http://www.parcsnationaux.fr/fr/des-decouvertes/les-parcs-nationaux-de-france/les-dix-missions-des-parcs-nationaux-de-france>
- Les services de l'Etat dans le Nord. (2016, 10 11). Natura 2000-ZPS-ZSC-SIC-DOCOB...qu'est-ce que c'est? Consulté le 07 02, 2018, sur Les services de l'Etat dans le Nord: <http://www.nord.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Nature-et-biodiversite/Natura-2000/Natura-2000-ZPS-ZSC-SIC-DOCOB>
- Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie. (2014). 3e plan national d'action en faveur des milieux humides (2014-2018).



- Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer (MEEM). (2016). Les sites Ramsar français : état des lieux d'un réseau français d'importance internationale.
- Ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES). (2018). Trame verte et bleue. Consulté le 07 13, 2018, sur ecologique-solidaire.gouv.fr: <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/trame-verte-et-bleue>
- MNHN. (2017, 09). Evaluation de l'efficacité des mesures Natura 2000 à l'échelle de sites à enjeux zones humides et milieux aquatiques. Consulté le 07 02, 2018, sur Natura 2000: http://www.natura2000.fr/sites/default/files/references_bibliographiques/patrinat_2017_-_109_-_azema_2017_efficacite_natura2000_sur_trois_sites_humides.pdf
- MTES. (2017, 05 11). Réseau européen Natura 2000. Consulté le 07 02, 2018, sur Écologie solidaire: <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/reseau-europeen-natura-2000-1>
- MTES. (2018, 11 6). Cours d'eau classés au titre de la loi L.432-6. Récupéré sur Centre de ressources pour la mise en œuvre de la Trame verte et bleue: <http://www.trameverteetbleue.fr/outils-methodes/donnees-mobilisables/cours-eau-classes-au-titre-loi-l432-6>
- Natura 2000. (s.d.). Consulté le 06 21, 2018, sur Natura 2000: <http://www.natura2000.fr/>
- Observation et des Statistiques. (2011). Les milieux naturels protégés dans 152 zones humides.
- Office de l'environnement de Corse. (s.d.). Création de la réserve naturelle des îles du Cap Corse. Consulté le 07 11, 2018, sur Office de l'environnement de Corse: https://www.oec.corsica/Creation-de-la-reserve-naturelle-des-iles-du-Cap-Corse_a233.html
- Office national des forêts. (2018, 06 25). Les réserves de chasse et de faune sauvage. Récupéré sur ONF: http://www.onf.fr/gestion_durable/sommaire/action_onf/organiser/accueil/20080215-095144-138162/@@index.html
- Offices national des forêts. (s.d.). Protéger le patrimoine naturel remarquable. Récupéré sur Office National des forêts : http://www.onf.fr/gestion_durable/sommaire/action_onf/reserves/20160205-101344-251303/@@index.html
- ONCFS. (2018, 07 27). Généralités sur les RNCFS. Récupéré sur Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage: <https://golfedumorbihan.org/reserve-golfe-du-morbihan/reserve-articles/presentation-de-la-reserve>
- ONCFS. (2018, 07 27). Les réserves nationales de chasse et de faune sauvage (RNCFS). Récupéré sur Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage: <http://www.oncfs.gouv.fr/IMG/file/decouvrir%20especes%20et%20habitats/fiches%20reserve/s/3%20RNCFS%20public.pdf>
- Parc national des Cévennes (PN). (2013). PARC NATIONAL DES CÉVENNES - RÉSERVE DE BIOSPHERE DES CÉVENNES PAYSAGE CULTUREL DES CAUSSES ET DES CÉVENNES – Charte - Charte approuvée par décret n°2013-995 du 8 novembre 2013.
- Parc national du Mercantour (PN). (2013). Charte du parc national du Mercantour –approuvée par décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012.
- Parc naturel régional des Préalpes d'Azur (PNR du Queyras). (2011). Rapport de charte et annexes – 2012-2024.
- Parc naturel régional du Queyras (PNR du Queyras). (2018). Des exemples d'actions portées par le Parc. Consulté le 07 13, 2018, sur [pnr-queyras.fr](http://www.pnr-queyras.fr): <http://www.pnr-queyras.fr/des-exemples-dactions-portees-par-le-parc>
- Parcs naturels régionaux de France. (s.d.). Consulté le 06 21, 2018, sur Parcs naturels régionaux de France: <http://www.parcs-naturels-regionaux.fr/>
- Parcs naturels régionaux de France (PNF). (2016). Questions – réponses sur les Parcs naturels régionaux - argumentaire. .
- Parcs naturels régionaux de France (PNF). (2018). Les parcs en chiffres. Consulté le 07 13, 2018, sur [parcs-naturels-regionaux.fr](http://www.parcs-naturels-regionaux.fr): <http://www.parcs-naturels-regionaux.fr/article/les-parcs-en-chiffres>

- Parcs naturels régionaux de France (PNF). (2018). Qu'est-ce qu'un parc naturel régional ? Définition. Consulté le 07 13, 2018, sur parcs-naturels-regionaux.fr: <http://www.parcs-naturels-regionaux.fr/article/quest-ce-quun-parc-naturel-regional-definition>
- Pôles-relais Zones humides. (2015). 5 Pôles-relais pour agir en faveur des zones humides. Consulté le 06 22, 2018, sur pôle lagunes: <http://pole-lagunes.org/ftp/web/2015/plaquette-PRZH2015-HD.pdf>
- RAMSAR. (s.d.). Consulté le 06 21, 2018, sur RAMSAR: <https://www.ramsar.org/>
- Région Basse-Normandie. (2007, 11). Les réserves naturelles régionales en 10 questions. Consulté le 07 11, 2018, sur Normandie: https://www.normandie.fr/sites/default/files/documents/politiques/amenagement/rnr_0.pdf
- Région Languedoc Roussillon. (2016). Schéma régional de cohérence écologique Languedoc-Roussillon - Plan d'action stratégique – notice générale.
- Région Languedoc-Roussillon. (2009). Modernisation de l'inventaire ZNIEFF Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique – Edition 2009-2010 – Généralités.
- Région Paca. (2014). Schéma Régional de Cohérence Écologique – Provence-Alpes-Côte d'Azur – Diagnostic & plan d'action stratégique.
- Réseau des Grands Sites de France. (s.d.). L'esprit des Grands Sites de France. Consulté le 06 26, 2018, sur Réseau des Grands Sites de France: <http://www.grandsitedefrance.com/demarche>
- Réserve Naturelle de France. (2007). Milieux humides.
- Réserve Naturelle de France. (2015). Portrait des réserves naturelles.
- Réserves naturelles de France. (s.d.). Consulté le 06 21, 2018, sur Réserves Naturelles de France: <http://www.reserves-naturelles.org/>
- Rhône-méditerranée eau de France. (2018, 07 27). Les documents officiels du SDAGE 2016-2021. Récupéré sur Rhône-méditerranée eau de France: <http://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/gestion/sdage2016/docs-officiels.php>
- Sandre. (2018, 04). Cours d'eau - Métropole 2014 - BD Carthage. Consulté le 07 27, 2018, sur Sandre eau de France: <http://www.sandre.eaufrance.fr/atlas/srv/fre/catalog.search#/metadata/49c7c071-7afb-4ff3-a00b-81af7425045f>
- Secrétariat technique SDAGE Rhône Méditerranée. (2015). Exploitation des documents d'objectifs des sites Natura 2000 du bassin Rhône Méditerranée pour le programme de mesures du SDAGE 2016-2021.
- Service de l'Observation et des Statistiques (SOeS). (2016). Les Znieff (zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique). Consulté le 07 13, 2018, sur statistiques.developpement-durable.gouv.fr: <http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/lessentiel/ar/253/1115/znieff-zones-naturelles-dinteret-ecologique-faunistique.html>
- Service public pro. (2017, 03 1). Contrat Natura 2000. Consulté le 07 02, 2018, sur Service public pro: <https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F24574>
- SIE Adour Garonne. (2018, 05 31). Réservoirs biologiques SDAGE 2016-2021. Consulté le 06 22, 2018, sur Data.gouv: <https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/reservoirs-biologiques-sdage-2016-2021/>
- Site Natura 2000 Marais poitevin. (s.d.). Les études d'incidence. Récupéré sur Marais poitevin : <http://marais-poitevin.n2000.fr/les-outils/les-etudes-d-incidence>
- SupAgro. (2018, 07 27). Les Réserves biologiques dirigées (RBD) et les Réserves biologiques intégrales (RBI). Récupéré sur SupAgro: http://www.supagro.fr/ress-tice/aten_uved/module_serious_game/co/reserves_biologiques.html
- SupAgro. (s.d.). Les Réserves Nationales de Chasse et de Faune Sauvage. Consulté le 06 22, 2018, sur Sup Agro: http://www.supagro.fr/ress-tice/aten_uved/module_serious_game/co/reserves_nationales_chasse_faune_sauvage.html
- Tram Verte et Bleue. (s.d.). Consulté le 06 22, 2018, sur Tram Verte et Bleue (Centre de Ressources): <http://www.trameverteetbleue.fr/presentation-tvb/dispositif-gouvernance>



Trame Verte et Bleue. (s.d.). Présentation de le TVB. Récupéré sur Trame Verte et Bleue (Centre de ressources) : <http://www.trameverteetbleue.fr/presentation-tvb/qu-est-ce-que-trame-verte-bleue/definitions-trame-verte-bleue>

UICN Comité français. (2010). Les espaces protégés français. Consulté le 07 27, 2018

UNESCO. (s.d.). Caractéristiques principales des réserves de biosphère. Récupéré sur UNESCO: <http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/ecological-sciences/biosphere-reserves/main-characteristics/>

UNESCO. (s.d.). Les réserves de biosphère – Sites d'apprentissage pour un développement durable. Consulté le 06 21, 2018, sur UNESCO: <http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/ecological-sciences/biosphere-reserves/>

visiteurope. (2018, 06 08). Zones protégées de corse. Consulté le 07 11, 2018, sur visiteurope: <https://www.visiteurope.fr/actualites-2018/reserves-naturelles-corse.html>

Wikipédia. (2018, 05 1). Réserve de chasse et de faune sauvage. Récupéré sur Wikipédia: https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9serve_de_chasse_et_de_faune_sauvage

Wikipédia. (2018, 05 27). Zone humide. Consulté le 06 26, 2018, sur Wikipédia: https://fr.wikipedia.org/wiki/Zone_humide

Yonne conseil départemental. (s.d.). Protection et préservation des espaces naturels sensibles. Consulté le 07 27, 2018, sur Yonne: <https://www.yonne.fr/Territoire/Environnement/Protection-et-preservation-des-espaces-naturels-sensibles>

Zones humides. (s.d.). Une zone humide c'est quoi ? Consulté le 06 26, 2018, sur Zones humides: <http://zones-humides.org/entre-terre-et-eau/une-zone-humide-c-est-quoi>

ANNEXES



Annexe 1. Liste des espaces bénéficiant d'une protection forte ou d'une forte reconnaissance pour la valeur de leur biodiversité, correspondant en général à des habitats en bon état de conservation

Les espaces suivants bénéficient d'une protection forte ou d'une forte reconnaissance pour la valeur de leur biodiversité, correspondant en général à des habitats en bon état de conservation, mais pouvant néanmoins comporter ponctuellement des habitats soumis à de fortes pressions :

- Cœurs de PN : tout particulièrement dans les réserves intégrales incluses dans les cœurs ;
- RNN ;
- RNR ;
- RNC ;
- RBD ;
- RBI ;
- ZNIEFF de type 1 : reste quand même assez variable, compte tenu du fait que ces espaces ne sont parfois pas protégés.

Annexe 2. Caractéristiques des données géographiques utilisées pour réaliser les croisements géographiques

Tableau 4 : Caractéristiques des données géographiques utilisées pour réaliser les croisements géographiques

UTILISATION	NOM	SOURCE	DISPONIBILITE DES DONNEES						DATE DE LA DERNIERE MISE A JOUR	FREQUENCE DE MISE A JOUR
			BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE	GRAND-EST	AUVERGNE-RHONE-ALPES	OCCITANIE	PACA	CORSE		
Masses d'eau	Masse d'eau affleurante	SIERM / SIECORSE	X	X	X	X	X	X	SIERM : SDAGE 2022 / 2027 - SIECORSE : SDAGE 2016 - 2021	5 ans
	Masse d'eau cours d'eau	SIERM / SIECORSE	X	X	X	X	X	X	SIERM : SDAGE 2022 / 2027 - SIECORSE : SDAGE 2016 - 2021	5 ans
	Masse d'eau plan d'eau	SIERM / SIECORSE	X	X	X	X	X	X	SIERM : SDAGE 2022 / 2027 - SIECORSE : SDAGE 2016 - 2021	5 ans
	Masse d'eau côtière	SIERM / SIECORSE	X	X	X	X	X	X	SIERM : SDAGE 2022 / 2027 - SIECORSE : SDAGE 2016 - 2021	5 ans
	Masse d'eau de transition	SIERM / SIECORSE	X	X	X	X	X	X	SIERM : SDAGE 2022 / 2027 - SIECORSE : SDAGE 2016 - 2021	5 ans
Espaces de biodiversité	ZPS inscrites au registre des zones protégées du SDAGE	INPN / SIERM	X	X	X	X	X	X	INPN : 12/2017 SIERM et SIECORSE : SDAGE 2016 / 2021	INPN : 1 à 3 fois par an SDAGE : 5 ans
	ZCS_SIC inscrits au	INPN /	X	X	X	X	X	X	INPN : 12/2017	



UTILISATION	NOM	SOURCE	DISPONIBILITE DES DONNEES						DATE DE LA DERNIERE	FREQUENCE
	registre des zones protégées du SDAGE	SIERM							SIERM et SIECORSE : SDAGE 2016 / 2021	
	Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope	INPN	X	X	X	X	X	X	mars-18	mensuelle
	Réserve naturelle nationale	INPN	X	X	X	X	X	RNC	mars-18	mensuelle
	Réserve naturelle régionale	INPN	X	X	X	X	X	RNC	mars-18	annuelle
	Réserve naturelle de Corse	INPN	RNN / RNR	RNN / RNR	RNN / RNR	RNN / RNR	RNN / RNR	X	mars-18	annuelle
	Parc naturel régional	INPN	X	X	X	X	X	X	janv-18	mensuelle
	Parc national	INPN	X	X	X	X	X	X	nov-16	mensuelle
	Site RAMSAR	INPN	X	X	X	X	X	X	janv-18	annuelle
	Parc Naturel Marin	INPN	X	X	X	X	X	X	nov-16	mensuelle
	Site du Conservatoire du Littoral	INPN	X	X	X	X	X	X	nov-16	annuelle
	ZNIEFF 1 Continentale	INPN	X	X	X	X	X	X	mars-18	continue
	ZNIEFF 1 Maritime	INPN	X	X	X	X	X	X	nov-16	continue
	Réserve biologique (RBI et RBD)	INPN	X	X	X	X	X	X	2016	mensuelle
	Réserve nationale de chasse et de faune sauvage	INPN	X	X	X	X	X	X	oct-15	mensuelle
	Sites des Conservatoires d'espaces naturels	INPN	X	X	X	X	X	X	sept-13	annuelle
	Réservoir biologique des SDAGE	SIERM / SIECORSE	X	X	X	X	X	X	SDAGE 2016 / 2021	5 ans
	Réservoir de biodiversité de la trame verte et bleue	INPN	X	X	X	X	X	DREAL CORSE	dec-17	Non définie

UTILISATION	NOM	SOURCE	DISPONIBILITE DES DONNEES						DATE DE LA DERNIERE	FREQUENCE
	Corridor écologique de la trame verte et bleue	INPN	X	X	X	X	X	DREAL CORSE	dec-17	non définie
	Zone humide	DREAL / DDT	X	Manque Haut Rhin	Manque Haute Loire	X	X	X	variable	variable
	ENS	DREAL / DDT	Uniquement Dept 58 & 71	/	/	/	X	X	variable	variable

Légende :

X : les données sont disponibles

/ : les données ne sont pas disponibles au téléchargement ou ne sont pas centralisées au niveau des DREAL

*



BRL
Ingénierie



www.brl.fr/brli

*Société anonyme au capital de 3 183 349 euros
SIRET : 391 484 862 000 19 - RCS : NÎMES B 391 484 862
N° de TVA intracom : FR 35 391 484 862 000 19*

1105, avenue Pierre Mendès-France
BP 94001 - 30 001 Nîmes Cedex 5
FRANCE
Tél. : +33 (0) 4 66 87 50 85
Fax : +33 (0) 4 66 87 51 09
e-mail : brli@brl.fr